

RAPPORT ANNUEL 2011-12

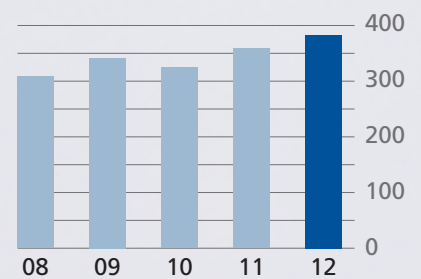
CONCEVOIR **L**ACROISSANCE

Héroux-Devtek inc. (TSX : HRX) est une entreprise canadienne qui dessert deux marchés principaux : l'aérospatiale et le secteur industriel. Elle se spécialise dans la conception, la mise au point, la fabrication et la réparation et l'entretien de systèmes et de composants.

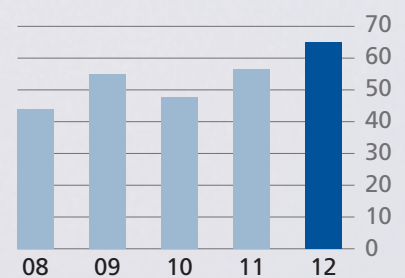
Héroux-Devtek inc. offre aux secteurs commercial et militaire de l'aérospatiale des systèmes de trains d'atterrissage (y compris les pièces de rechange et les services d'entretien et de réparation) et des composants structuraux d'aéronefs. L'entreprise fournit également au secteur industriel des composants de grande dimension pour le matériel affecté à la production d'énergie, ainsi que des composants de précision destinés à d'autres applications industrielles.

Environ 70 % des ventes de l'entreprise sont réalisées à l'étranger, principalement aux États-Unis. L'entreprise a son siège social à Longueuil, au Québec, et possède des installations dans le Grand Montréal (Longueuil, Dorval, Laval et Saint-Hubert), à Kitchener et à Toronto en Ontario, à Arlington au Texas, à Springfield, Cleveland et Cincinnati dans l'Ohio ainsi qu'à Querétaro au Mexique.

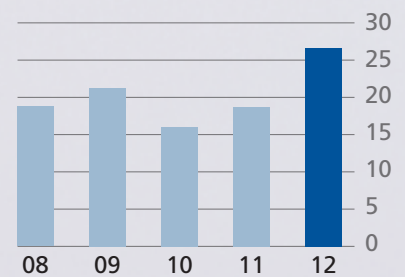
Ventes (en millions de dollars)



BAIIA (en millions de dollars)



Résultat net (en millions de dollars)



FAITSSAILLANTS FINANCIERS

Exercices terminés les 31 mars

(en millions de dollars, sauf les données par action et les ratios)

2012⁴ 2011⁴ 2010 2009 2008
IFRS IFRS PCGR PCGR PCGR

Résultats d'exploitation

Ventes	380,3	357,6	320,4	337,6	307,9
Marge brute	67,6	58,3	50,3	56,9	46,6
Marge bénéficiaire brute	17,8 %	16,3 %	15,7 %	16,9 %	15,2 %
BAlIA ¹	64,7	57,1	48,4	54,6	44,3
Marge du BAlIA	17,0 %	16,0 %	15,1 %	16,2 %	14,4 %
Résultat net	26,5	19,1	16,0	21,4	19,0
Marge bénéficiaire nette	7,0 %	5,3 %	5,0 %	6,3 %	6,2 %
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	55,9	50,4	45,9	48,0	37,8

Situation financière

Trésorerie et équivalents de trésorerie	62,0	32,9	46,6	39,8	24,4
Fonds de roulement	179,5	155,1	123,2	100,9	101,6
Actif total	499,1	472,5	394,8	417,2	356,5
Dettes à long terme ²	119,1	105,5	81,1	87,3	77,3
Capitaux propres	244,0	224,5	217,1	196,5	180,8

Données par action

Bénéfice par action					
De base	0,87	0,64	0,52	0,68	0,60
Dilué	0,86	0,63	0,52	0,67	0,59
Flux de trésorerie – activités opérationnelles	1,84	1,67	1,50	1,52	1,20
Valeur comptable de l'action ordinaire	8,01	7,44	7,12	6,30	5,71
Nombre moyen d'actions en circulation (milliers)					
De base	30 357	30 112	30 662	31 583	31 610
Dilué	30 682	30 220	30 722	31 783	31 984
Actions en circulation à la fin de l'exercice (milliers)	30 442	30 174	30 485	31 172	31 639

Ratios financiers

Ratio du fonds de roulement	2,76	2,52	2,66	1,92	2,20
Dettes nettes / capitaux propres ³	0,23	0,32	0,16	0,24	0,29
Dettes à long terme / capitaux propres	0,44	0,44	0,35	0,42	0,40

¹ Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements, excluant les frais de restructuration

² Incluant la tranche à court terme

³ Définit comme la dette à long terme, incluant la tranche à court terme, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres

⁴ Les données financières pour les exercices 2012 et 2011 sont présentées conformément aux IFRS. Se référer à la note 33 – Passage aux Normes internationales d'information financière dans les états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 mars 2012.

STRATÉGIE DE CROISSANCE

Héroux-Devtek cherche à croître de façon externe par le biais d'acquisitions d'entreprises susceptibles de s'intégrer à ses activités actuelles, ou encore en mesure de lui apporter des technologies complémentaires dans le but d'accroître sa valeur ajoutée. À l'interne, la société poursuit les objectifs suivants : ■ Le développement de produits exclusifs à valeur ajoutée grâce au travail de son équipe d'ingénierie de conception; ■ La pénétration ou l'intensification de sa présence dans certains secteurs d'activité, dont notamment le marché secondaire des pièces de rechange et des services de réparation et d'entretien des trains d'atterrissage commerciaux et militaires, la conception et la fabrication de trains d'atterrissage et les assemblages structuraux pour les fabricants d'équipement d'origine d'aéronefs commerciaux et militaires; et ■ La diversification de la clientèle pour ses lignes de produits existantes, ce qui consiste généralement à identifier de nouveaux fabricants d'origine susceptibles d'être intéressés par ses trains d'atterrissage, ses composants structuraux d'aéronefs et ses composants industriels.



CONCEVOIR LACROISSANCE

La stratégie de croissance de Héroux-Devtek a été minutieusement planifiée dans le but de pouvoir répondre à une forte demande dans nos principaux marchés. Elle repose sur l'amélioration continue de notre proposition de valeur et l'expansion ciblée de nos activités opérationnelles. Cette stratégie prévoit une intégration croissante de la technologie et des services de Héroux-Devtek aux programmes de production de nos clients de manière à renforcer progressivement notre position concurrentielle.

La Société concentre ses efforts sur le développement de partenariats de longue durée avec d'importants fabricants d'équipement d'origine, fabricants de premier niveau et utilisateurs finaux en misant sur l'élaboration de produits et services à valeur ajoutée ainsi que sur les acquisitions stratégiques susceptibles d'enrichir nos capacités et notre offre aux clients.

Les investissements que nous effectuons dans l'infrastructure de fabrication et l'expansion géographique représentent aussi des éléments clés du plan de croissance de la Société. Notre nouvelle usine de fabrication du Mexique, qui nous procure une plus grande souplesse opérationnelle et un meilleur rapport coût-efficacité, illustre les moyens par lesquels nous faisons de plus en plus partie intégrante des chaînes d'approvisionnement de nos clients.

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

Chers actionnaires,

Il est toujours agréable d'annoncer de bonnes nouvelles aux actionnaires. Je suis donc ravi de commenter ce qui a été une année exceptionnelle pour Héroux-Devtek. Le progrès réalisé au cours de l'exercice 2011-2012 témoigne de nos équipes hors pair, de notre solide position concurrentielle en tant qu'acteur d'envergure mondiale dans le secteur de l'aérospatiale ainsi que de l'innovation et de la qualité de nos produits.

Notre performance a été stimulée par la forte reprise de l'industrie de l'aérospatiale. Ce fut particulièrement le cas dans le secteur de l'aviation commerciale où l'intensité de l'activité s'est traduite par des carnets de commandes d'avions records. Il va de soi que les excellentes relations d'affaires que nous entretenons avec les plus grands fabricants de l'industrie de l'aviation feront en sorte que Héroux-Devtek obtiendra une part importante de cette activité. Entre-temps, le marché des avions d'affaires amorce une phase de redressement après avoir connu un ralentissement prolongé. Notre développement de produits de trains d'atterrissage de plus en plus exclusifs créera de nouvelles occasions dans l'avenir sur le marché des pièces de rechange et pour l'entretien de ces produits.

Mettant en relief les relations exceptionnelles que nous entretenons avec nos clients, l'avionneur Embraer nous a décerné le prix du meilleur fournisseur de l'année dans la catégorie Programme de développement pour une deuxième fois depuis 2009. Cette distinction reconnaît l'excellence de Héroux-Devtek en matière de développement d'ingénierie, qualité, flexibilité, livraison et soutien à la clientèle. Ce prix témoigne du leadership mondial et du dévouement de notre équipe de la ligne de produits Trains d'atterrissage.

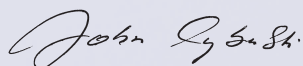
Les budgets militaires demeurent scrutés à la loupe. Cependant, Héroux-Devtek a la chance d'occuper une place importante dans de nombreux programmes des deux côtés de la frontière, notamment des mandats pour la réparation et l'entretien de différents appareils actuellement en service et une présence continue dans le programme du Joint Strike Fighter (JSF), qui connaît une croissance plus forte que l'an dernier.

Sur le front de la fabrication, nous avons intégré avec succès les activités de l'unité d'exploitation Landing Gear USA. Nous avons aussi inauguré une nouvelle usine au Mexique dont Gilles Labbé discutera en détail dans son message aux actionnaires.

Il y a un an exactement, nous avons souligné que nous nous trouvions dans une très bonne position pour profiter du redressement du niveau d'activité dans notre secteur Industriel grâce aux mesures proactives prises dans le but de contrôler les coûts et d'accroître la productivité. En fait, notre performance au cours de ce plus récent exercice a été excellente grâce notamment aux contributions importantes des secteurs de la production d'énergie et de l'équipement lourd.

Notre Société a en effet la chance de pouvoir compter sur des équipes talentueuses vouées à la croissance de nos activités. Le groupe d'ingénierie a acquis une réputation bien méritée grâce au développement d'une nouvelle gamme exclusive de produits de trains d'atterrissage. Nous sommes aujourd'hui une société de conception, de fabrication et de soutien technique pleinement intégrée et nous le devons à nos employés. L'équipe de direction, dirigée par Gilles Labbé, a réalisé une croissance record, tant au chapitre des revenus que de la rentabilité, en dépit d'une conjoncture difficile et d'une forte concurrence dans le secteur de l'aérospatiale.

Ils méritent des félicitations pour ces réalisations remarquables. Je souhaite également remercier mes collègues du conseil d'administration pour leur soutien et leurs conseils, ainsi que nos actionnaires pour leur confiance soutenue dans Héroux-Devtek. Les perspectives sont très prometteuses, d'autant plus que nos activités ont acquis une envergure véritablement mondiale.



John Cybulski
Président du conseil

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Chers actionnaires,

L'exercice financier clos le 31 mars 2012 a été très fructueux pour Héroux-Devtek. Bien que l'économie soit demeurée dans l'ensemble hésitante, la dynamique dans la plupart de nos marchés stratégiques est de plus en plus favorable. Nous avons ainsi réalisé des ventes et un résultat net records. Qui plus est, les initiatives stratégiques mises de l'avant ont solidement positionné la Société de manière à lui permettre de tirer parti de l'accélération en cours de la cadence de production de plusieurs programmes d'envergure et de saisir de nouvelles occasions d'affaires.

Grâce à la progression enregistrée dans ses deux secteurs d'activité, Héroux-Devtek a réalisé des ventes de 380,3 millions de dollars pour l'exercice 2012, en hausse de 6,4 % par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation comprend un apport supplémentaire aux ventes de 4,4 millions de dollars généré par l'unité d'exploitation Landing Gear USA dont les résultats ont été consolidés à ceux de la Société sur une période de 12 mois au cours de l'exercice 2012, alors qu'ils ne l'avaient été que sur une période de 11 mois lors de l'exercice précédent. Ces résultats ont été atteints en dépit d'une incidence négative des taux de change de 8,0 millions de dollars attribuable à une hausse de la valeur du dollar canadien sur douze mois.

Cet accroissement du volume d'affaires, jumelé à une composition des ventes plus avantageuse et la réalisation de gains additionnels de productivité, a engendré une hausse de 13,4 % du BAIIA qui a atteint 64,7 millions de dollars. Le résultat net a grimpé de 38,4 % par rapport à l'exercice précédent et a atteint 26,5 millions de dollars, soit 0,86 \$ par action, sur une base pleinement diluée.

La situation financière de Héroux-Devtek reste plus solide que jamais. Ainsi, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 62,0 millions de dollars au 31 mars 2012 et la dette à long terme, incluant la tranche à court terme, s'élevait à 119,1 millions de dollars. Nous avons clos l'exercice 2012 avec un ratio de la dette nette sur les capitaux propres de 0,23 et nous disposons d'une souplesse financière suffisante pour poursuivre notre stratégie de croissance.


Notre carnet de commandes fermes, qui est bien diversifié, s'élevait à 493 millions de dollars à la clôture de l'exercice.

AUGMENTATION DE CAPACITÉ AFIN D'ACCROÎTRE NOTRE FLEXIBILITÉ ET NOS POSSIBILITÉS

Au cours de l'exercice 2012, nous avons inauguré une nouvelle usine de fabrication de 47 200 pieds carrés située dans le parc aérospace de Querétaro, au Mexique. Cette expansion stratégique représente une étape importante dans l'évolution de Héroux-Devtek puisqu'elle améliore considérablement notre souplesse opérationnelle, notre proposition de valeur aux fabricants d'équipement d'origine (OEM) et notre compétitivité globale. Elle fait aussi de nous une organisation plus solide, pleinement en mesure de répondre à la demande croissante dans nos principaux marchés et de fournir à nos clients des produits et services à valeur ajoutée à un coût optimal. De plus, nous comptons tirer parti de la proximité des usines d'autres grands fabricants du secteur de l'aérospatiale également présents à Querétaro.

Dans la première phase du projet, nous investirons jusqu'à 20 millions de dollars échelonnés sur trois ans. Durant cette phase, nous fabriquerons principalement des composants d'aérostructure. En temps opportun, une phase subséquente pourrait porter la superficie de l'usine à 150 000 pieds carrés. Une telle expansion procurerait éventuellement à Héroux-Devtek la capacité de fabriquer et d'assembler des systèmes d'aérostructure et de trains d'atterrissage.





Bien que l'économie soit demeurée dans l'ensemble hésitante, la dynamique dans la plupart de nos marchés stratégiques est de plus en plus favorable. Nous avons ainsi réalisé des ventes et un résultat net records. Qui plus est, les initiatives stratégiques mises de l'avant ont solidement positionné la Société de manière à lui permettre de tirer parti de l'accélération en cours de la cadence de production de plusieurs programmes d'envergure et de saisir de nouvelles occasions d'affaires.

UNE PRÉSENCE PRÉPONDÉRANTE DANS DES MARCHÉS EN CROISSANCE

Grâce à ses relations d'affaires établies de longue date, sa solide réputation pour ses produits et services de grande qualité et son respect des délais de livraison, Héroux-Devtek dispose de tous les atouts pour décrocher de nouveaux mandats dans ses marchés stratégiques. Qui plus est, la plupart de ces marchés devraient connaître une forte croissance dans un proche avenir.

Tout d'abord, le marché de l'aérospatiale commerciale demeure vigoureux et les carnets de commandes des fabricants de gros porteurs représentent de sept à huit ans de production aux cadences actuelles. Bien que nous profitons déjà des augmentations de cadence de production de certains des plus importants programmes, notamment ceux de l'Airbus 320, du Boeing 737 et du Boeing 777, plusieurs autres hausses sont prévues d'ici l'année civile 2014. En outre, l'accélération de nouveaux programmes comme ceux du Boeing 787 et de la C Series de Bombardier génèrera d'autres occasions de croissance.

Dans le marché des jets d'affaires, l'incertitude qui a accompagné les craintes à l'égard de la reprise économique a entraîné la poursuite du recul des livraisons de l'industrie au cours de l'année civile 2011. Cependant, puisque les bénéfices des entreprises demeurent robustes, le marché est sur le point d'entrer dans une phase de croissance qui durera plusieurs années. De plus, cette reprise coïncidera avec l'accélération de la cadence de production de nouveaux programmes auxquels nous participons activement par l'entremise de mandats valides pour la durée de vie utile des appareils.

Pour sa part, le marché de l'aérospatiale militaire reflète la nécessité pour les gouvernements de résorber leurs déficits budgétaires. Cependant, la force de Héroux-Devtek réside dans sa grande diversification qui limite son exposition à des programmes particuliers ainsi que dans l'équilibre optimal que la Société maintient entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire. Nous demeurons engagés dans le programme du F-35 Joint Strike Fighter et nous disposons de la capacité et de ressources financières suffisantes pour effectuer de nouveaux investissements au moment où ce programme en sera au stade de la production à grande échelle.

Enfin, nos principaux marchés industriels, soit ceux de la production d'énergie et de l'équipement lourd, ont enregistré une forte croissance au cours de l'exercice 2012. Plus important encore, les carnets de commandes de nos principaux clients continuent de se remplir de façon constante, ce qui nous procure une bonne visibilité pour les années à venir.

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES (SUITE)

ACCROÎTRE LA VALEUR POUR LES ACTIONNAIRES

Au cours des dernières années, Héroux-Devtek a décroché de nombreux contrats importants à long terme pour la fourniture de produits et services à valeur ajoutée. Ceux-ci comprennent notamment quatre contrats pour la conception et la mise au point de trains d'atterrissage valides pour la durée de vie utile des appareils visés, de même que plusieurs ententes pluri-annuelles portant sur la livraison de sous-ensembles complets. Ces mandats ont élargi notre portefeuille de produits et services exclusifs tout comme notre savoir-faire. Nous sommes enthousiastes à la perspective de voir ces contrats contribuer davantage à nos résultats au cours du nouvel exercice financier et dans les années qui suivront. Ces ententes constituent pour Héroux-Devtek des facteurs clés de création de valeur pour les actionnaires puisqu'ils permettent à la Société de se démarquer dans un marché concurrentiel mondial.

Notre engagement d'investir dans la recherche et le développement ainsi que dans l'ingénierie de conception et de fabrication constitue une autre source importante de création de valeur. Nous nous sommes engagés à investir environ 5 % de nos ventes en R. et D. Ces investissements sont soutenus par l'intégration de notre laboratoire d'essais de pointe qui a considérablement renforcé l'intérêt des fabricants d'équipement à notre égard. Héroux-Devtek est de plus en plus considérée comme un fournisseur de services intégré et un partenaire, pleinement en mesure de fournir le soutien nécessaire durant toute la durée de vie d'un programme.

UN REGARD CONFIANT VERS L'AVENIR

Héroux-Devtek envisage l'avenir avec assurance, puisque notre position concurrentielle est meilleure que jamais. Nos principaux marchés sont en croissance et nous disposons des éléments clés pour saisir les occasions d'affaires qui se présenteront.

Nos efforts de développement interne se concentreront sur l'exploitation du plein potentiel de notre réseau de classe mondiale en misant sur l'augmentation de la proportion de notre chiffre d'affaires provenant de produits et services à valeur ajoutée. Au chapitre de la croissance externe, notre situation financière saine nous permet d'envisager la réalisation d'acquisitions stratégiques susceptibles d'enrichir notre portefeuille de produits et de nous apporter de nouvelles technologies.

Nos employés talentueux et dévoués représentent un autre élément essentiel de notre succès. Leur adhésion à nos « 4R », nos valeurs d'entreprise que sont le Respect, la Responsabilité, la Reconnaissance et le Rebondissement, est fondamentale pour la poursuite de notre progression dans nos principaux marchés. Je tiens à exprimer ma gratitude la plus sincère en reconnaissance de leurs efforts et à remercier les membres de notre conseil d'administration pour leur aide précieuse tout au long de l'année. Je suis également reconnaissant envers nos partenaires d'affaires pour leur soutien et envers nos actionnaires pour leur confiance dans notre avenir.



Gilles Labbé, FCPA, FCA
Président et chef de la direction



LAVAL

DORVAL

LONGUEUIL

KITCHENER

TORONTO

CLEVELAND

SPRINGFIELD

CINCINNATI

ARLINGTON

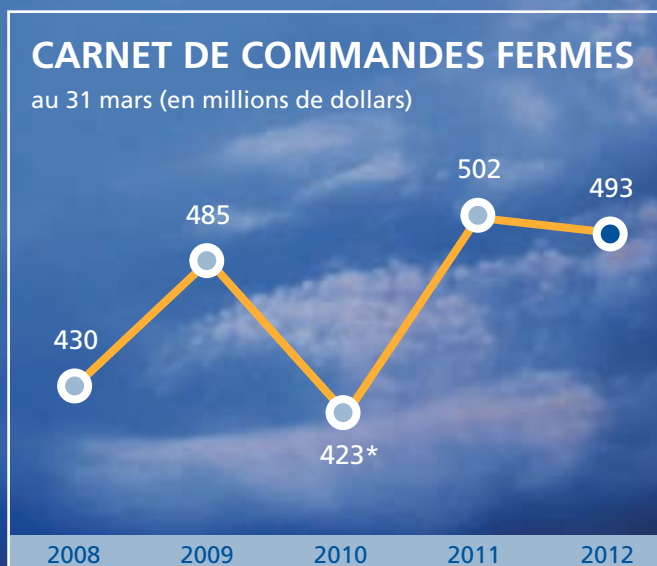
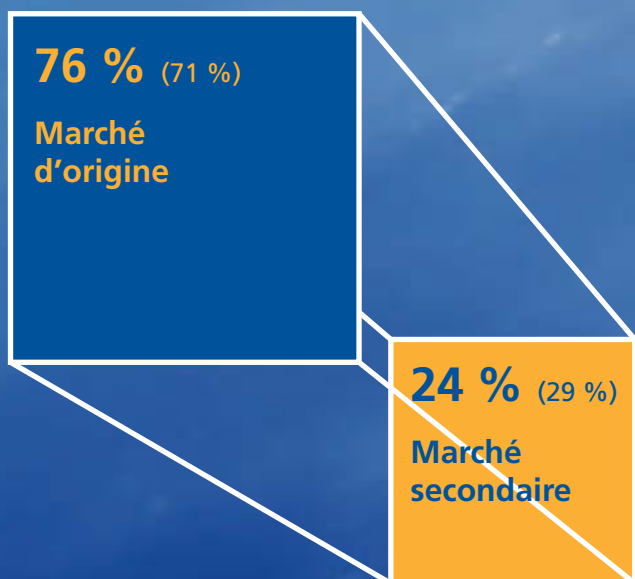
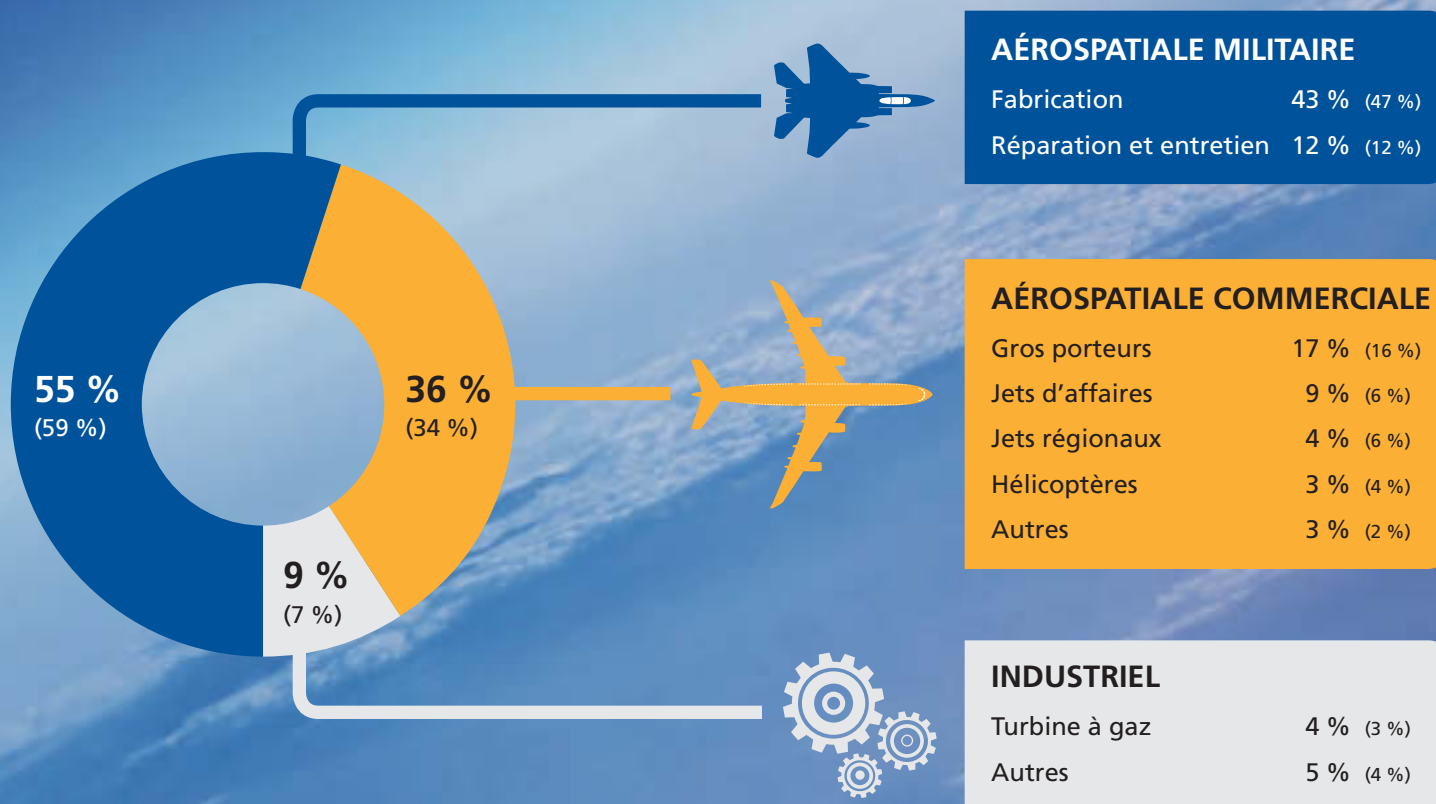
QUERÉTARO

- Trains d'atterrissage
 - Aérostructure
 - SECTEUR INDUSTRIEL
- SECTEUR DE L'AÉROSPATIALE

NOS INSTALLATIONS

RÉPARTITION DES VENTES

EXERCICE 2012 (EXERCICE 2011)



* Excluant l'acquisition de Landing Gear USA en avril 2010



TRAINS D'ATTERRISSAGE

Au cours de l'exercice 2012, la ligne de produits Trains d'atterrissage de Héroux-Devtek a de nouveau enregistré une solide performance, alors que les ventes ont progressé de 6,3 % pour atteindre 242,3 millions de dollars. Cet accroissement de l'activité commerciale a eu un impact favorable sur l'imputation des frais fixes de fabrication qui, jumelé à la réalisation d'autres gains de productivité, a engendré une solide rentabilité.

RÉPONDRE À L'ACCROISSEMENT DE LA DEMANDE

Au cours de l'exercice, nous avons réussi à répondre à la demande de nos clients qui ont augmenté la cadence de production de plusieurs de leurs programmes d'envergure de gros porteurs commerciaux. Le succès de telles transitions requiert une coordination précise entre les participants de la chaîne d'approvisionnement et notre souplesse opérationnelle nous a permis de procéder efficacement à ces changements. Nous nous préparons déjà en vue des prochaines augmentations de cadence de nos clients, prévues jusqu'à l'année civile 2014.

LA DIVERSITÉ COMME PRINCIPAL AVANTAGE

Nous avons aussi réaffirmé notre position de chef de file dans les grands programmes d'avions militaires. Nous avons obtenu un contrat de la société Lockheed Martin Aeronautics Company pour la fabrication et l'assemblage du train d'atterrissage destiné à la production mondiale de l'appareil C-130J et la fourniture des pièces de rechange sur une période de sept ans qui a débuté en janvier 2012. En fonction des prévisions actuelles du programme, la valeur totale potentielle du contrat s'élève à 70 millions de dollars. Nous avons également accru notre volume d'affaires dans le cadre d'autres programmes d'envergure, comme celui de l'hélicoptère CH-47 et celui du JSF. Pour ce dernier, la ligne de produits Trains d'atterrissage de Héroux-Devtek fabrique les mécanismes de verrouillage en position rentrée pour lesquels la Société possède la propriété intellectuelle.

Qui plus est, notre carnet de commandes, qui englobe un grand nombre de programmes militaires, est bien diversifié et notre savoir-faire couvre un large éventail de domaines, y compris la fabrication de sous-ensembles et de composants destinés à de nouveaux appareils et au marché secondaire, de même que les services de réparation et d'entretien. Cette diversité fait en sorte que notre flux d'affaires demeure sain, même en contexte de resserrement des budgets de défense.

RECONNAISSANCE D'EXCELLENCE

Nous continuons de progresser en ce qui concerne les phases de conception et de développement des contrats valides pour la durée de vie utile de différents appareils. À l'heure actuelle, nous avons franchi toutes les étapes critiques et respectons toujours les calendriers de nos clients. Autre preuve de nos compétences, Embraer nous a décerné, pour une deuxième fois en trois ans, le prix ESC 2011 du meilleur fournisseur dans la catégorie Programme de développement. Ce prix

À l'heure actuelle, nous avons franchi toutes les étapes critiques et respectons toujours les calendriers de nos clients. Autre preuve de nos compétences, Embraer nous a décerné, pour une deuxième fois en trois ans, le prix ESC 2011 du meilleur fournisseur dans la catégorie Programme de développement.

reconnait l'excellence de notre performance en matière de qualité, flexibilité, livraison, soutien à la clientèle et développement dans le cadre de notre participation aux programmes de jets d'affaires Legacy 450 et 500.

PERSPECTIVES

La réputation mondiale de Héroux-Devtek en tant que fournisseur fiable de produits et services de trains d'atterrissage de grande qualité continue de grandir et nous sommes bien positionnés afin d'accroître notre présence dans nos créneaux de marché stratégiques. Pour maintenir notre leadership, nous continuerons d'investir dans des initiatives de recherche et développement ainsi que de l'équipement de pointe.

Pour l'avenir, nous nous attendons à profiter encore davantage des retombées des augmentations des cadences de production et de l'accélération de plusieurs programmes commerciaux et militaires d'envergure. Les récentes missions à l'étranger des forces militaires nord-américaines pourraient également avoir un impact favorable sur nos activités dans le marché secondaire, puisqu'un nombre plus important d'appareils pourraient nécessiter des travaux d'entretien. Surtout, nous croyons être en mesure de mettre à profit notre expertise reconnue dans le marché secondaire du secteur militaire pour saisir des occasions dans le secteur de l'aviation commerciale.

AÉROSTRUCTURE

CROISSANCE SOUTENUE

Pour une quatrième année consécutive, la ligne de produits Aérostructure a réalisé des ventes qui ont dépassé le cap des 100 millions de dollars et se trouve dans une position avantageuse pour maintenir une croissance soutenue. Nous avons obtenu un nouveau mandat lié au Learjet 85 qui se greffe à l'entente à long terme de sept ans que nous avons conclue avec Bombardier jusqu'en 2017, et avons profité des retombées croissantes d'un nouveau mandat lié au programme du Gulfstream 550. De plus, des commandes pour de nouveaux composants en titane obtenues dans le cadre du programme du F-35 ont permis d'accroître notre contenu sur les versions CV (version porte-avions) et CTOL (décollage et atterrissage classiques) de l'appareil et constitueront un ajout de grande valeur à notre portefeuille avec l'augmentation progressive de la cadence de production du F-35 jusqu'à l'année civile 2028. Par ailleurs, l'ouverture de notre nouvelle usine de Querétaro, au Mexique contribuera également à notre croissance. Inaugurée en novembre 2011, l'usine fabrique maintenant des pièces usinées qui répondent aux mêmes normes élevées de qualité qui caractérisent notre marque, mais permet d'offrir à nos clients une proposition de valeur encore plus attrayante. Le démarrage de cette usine, qui fabrique des produits commerciaux, a permis d'améliorer l'équilibre que nous maintenons entre les produits aérospatiaux commerciaux et militaires de sorte que nous sommes mieux placés pour atténuer les risques de marché dans l'un ou l'autre de ces secteurs.

ASSEMBLAGES À VALEUR AJOUTÉE

Outre nos activités de base d'usinage et de brasage, nous cherchons activement à élargir le contenu de nos assemblages à valeur ajoutée de manière à accroître nos ventes, sans pour autant devoir effectuer des investissements importants en immobilisations, et à proposer à nos clients des occasions de réduire considérablement leurs coûts. Les efforts déployés récemment en ce sens portent maintenant fruit et Héroux-Devtek augmentera encore davantage son volume d'affaires dans le cadre de plusieurs contrats au cours de l'exercice 2013. Ces mandats additionnels portent sur des plateformes commerciales et militaires, y compris le programme du F-35 dans le cadre duquel nous devrions élargir de nouveau notre contenu.

Nous avons obtenu un nouveau mandat lié au Learjet 85 qui se greffe à l'entente à long terme de sept ans que nous avons conclue avec Bombardier jusqu'en 2017, et avons profité des retombées croissantes d'un nouveau mandat lié au programme du Gulfstream 550.

LE CLIENT AU CENTRE DE NOS ACTIVITÉS

Nous avons progressé vers notre objectif d'excellence opérationnelle au cours de l'exercice 2012, notamment en accordant une attention accrue à l'optimisation des procédés de fabrication et à la réduction de la variabilité dans nos processus. Nos usines tirent profit des pratiques exemplaires partagées lors des réunions trimestrielles du conseil d'exploitation qui mise sur la réalisation d'économies de volume pour l'achat de matériel et de fournitures, l'utilisation de plateformes et de méthodes communes pour l'usinage CNC (commande numérique par ordinateur) ainsi que sur la sensibilisation et la gérance de la santé et la sécurité environnementale. Nous continuons d'offrir à nos clients un avantage stratégique grâce à nos méthodes et notre équipement à la fine pointe de la technologie, comme en témoigne l'installation d'une nouvelle machine-outil Makino T2. Nous comptons désormais plus de 60 broches à cinq axes sur des fraiseuses servant à l'usinage de l'aluminium, de l'alliage aluminium-lithium et du titane et le même type d'équipement se retrouve dans plusieurs de nos installations. Cette approche représente une excellente façon d'atténuer les risques pour nos clients. Du point de vue du client, cela lui procure l'avantage d'obtenir auprès d'un seul fournisseur ce qui nécessitait auparavant deux ou trois sources d'approvisionnement différentes.

PERSPECTIVES

Notre stratégie au moment d'entreprendre l'exercice 2013 demeure axée sur l'élargissement de notre offre de produits et services à valeur ajoutée, l'ajout de nouveaux mandats afin de renforcer la diversification de notre portefeuille de programmes et de clients, ainsi que l'excellence opérationnelle comme élément de différenciation stratégique.

Au fur et à mesure que l'économie s'améliorera, nous prévoyons récolter les fruits des ententes à long terme que nous avons conclues et dont plus de la moitié portent sur des plateformes qui présentent un fort potentiel de ventes, maintenant et dans le futur. Côté clients, nous continuerons à consolider notre solide réputation, à répondre aux besoins de la clientèle, à respecter nos engagements et, grâce à notre portefeuille bien diversifié de produits et services, à combler à la fois les attentes de nos clients et de nos actionnaires.



INDUSTRIEL

Affichant des ventes de 35,0 millions de dollars, en hausse de 36,7 % par rapport à l'exercice précédent, la ligne de produits Industriels de Héroux-Devtek a profité de la croissance continue dans le marché du matériel minier, ainsi que de l'accélération de la demande des fabricants de composants de turbines à gaz.

La rentabilité opérationnelle a également augmenté de manière impressionnante au cours de l'exercice 2012. Outre la poursuite de la mise en oeuvre de l'ambitieux programme d'amélioration des coûts de la Société, de nouvelles mesures d'efficacité ont également engendré une amélioration importante du résultat opérationnel, qui a plus que doublé pour atteindre 8,2 millions de dollars.

DEMANDE EN CROISSANCE POUR L'ÉQUIPEMENT LOURD

En raison de la croissance soutenue de la demande mondiale pour les ressources naturelles, l'activité minière a pris de l'ampleur durant l'exercice en Amérique du Nord, en Asie, au Brésil et en Australie. Par conséquent, la Société a enregistré une forte demande pour les pièces destinées aux véhicules hors route et au matériel de terrassement qu'elle fournit aux fabricants d'équipement d'origine.

De plus, puisqu'elle a participé avec succès au développement de nouveaux produits avec des fabricants d'équipement d'origine dans le passé, les réalisations de la Société en font un fournisseur clé lorsque des occasions d'impartition se présentent. Cette situation lui a permis d'élargir son portefeuille de produits et d'enregistrer une croissance diversifiée de ses revenus.

Nous nous attendons à ce que la croissance de l'activité minière se poursuive et, durant cette période, nous anticipons une croissance additionnelle de nos ventes de composants destinés au marché de l'équipement lourd.

REBOND DU SECTEUR DE LA PRODUCTION D'ÉNERGIE

La fabrication de composants de turbines à gaz que la Société effectue pour un important fabricant d'équipement a poursuivi sa forte reprise durant l'exercice. La demande a augmenté de plus de 20 %. Parallèlement, nous avons participé avec ce fabricant d'équipement à l'élaboration de deux nouveaux moteurs toujours en cours de développement. Nous sommes par conséquent bien placés pour poursuivre notre croissance au moment où ces produits entreront en production à court terme.

Nous avons également établi une relation d'affaires avec un second fabricant d'équipement d'origine d'envergure mondiale, qui a inauguré une usine aux États-Unis et commencé à créer une base de fournisseurs. Au cours de l'exercice 2013, nous compléterons nos activités de développement en vue de la production initiale. Environ la moitié de la croissance des ventes de la Société dans le secteur de la production d'énergie a été générée par le développement de nouveaux produits. L'activité dans le marché de l'énergie éolienne, où Héroux-Devtek fournit des pièces aux fabricants d'équipement d'Amérique du Nord, n'a pas encore retrouvé ses niveaux d'avant la récession et est demeurée stable.

PERSPECTIVES

Nous pouvons nous attendre à une poursuite de la forte croissance dans le marché de la production d'énergie au cours de l'exercice 2013. Dans les pays en développement, le mouvement migratoire des populations rurales vers les villes crée d'énormes nouveaux besoins énergétiques. De plus, comme les usines alimentées au charbon et les centrales d'énergie nucléaire sont de plus en plus vues d'un mauvais oeil dans plusieurs parties du monde, le gaz naturel disponible en abondance représente désormais une alternative de choix.

Nous nous attendons à ce que la croissance de l'activité minière se poursuive et, durant cette période, nous anticipons une croissance additionnelle de nos ventes de composants destinés au marché de l'équipement lourd. De manière générale, nos clients continueront à chercher à optimiser leurs chaînes d'approvisionnement et la poursuite de cette tendance devrait avoir d'autres retombées positives pour notre ligne de produits Industriels.

INFORMATION CORPORATIVE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

John M. Cybulski †
Président du Conseil
Héroux-Devtek Inc.
Directeur
Aeroglobe LLC
Bradenton (Floride)

Gilles Labbé
Président et
chef de la direction
Héroux-Devtek Inc.
Longueuil (Québec)

Claude Boivin †
Consultant et
administrateur de sociétés
Montréal (Québec)

Paule Doré †
Administratrice de sociétés
Montréal (Québec)

Christian Dubé *
Vice-président,
développement des affaires
Cascades Inc.
Montréal (Québec)

Jean-Louis Fontaine *
Vice-président du conseil
et administrateur
Bombardier Inc.
Montréal (Québec)

Louis Morin *
Président
Busrel Inc.
Montréal (Québec)

Brian A. Robbins *
Président et chef de la direction
Exco Technologies Limited
Toronto (Ontario)

Réal Raymond †
Consultant
Montréal (Québec)

Administrateur honoraire
et membre honoraire du comité
des ressources humaines
et de régie d'entreprise
Helmut Hofmann
Toronto (Ontario)

DIRECTION

Gilles Labbé
Président et
chef de la direction
Longueuil (Québec)

Réal Bélanger
Vice-président exécutif et chef
de la direction financière
Longueuil (Québec)

Gabriel Duval
Vice-président,
conseiller spécial
Longueuil (Québec)

Dominic Bolduc
Directeur,
fiscalité et affaires corporatives
Longueuil (Québec)

Patrice Gauvin
Vice-président,
développement des affaires
Longueuil (Québec)

Gilbert Guérin
Directeur corporatif,
Ressources humaines
Longueuil (Québec)

Michel Robillard
Vice-président,
vérification interne et conformité
Longueuil (Québec)

Stéphane Arsenaault
Vice-président,
Contrôle et technologies
de l'information
Longueuil (Québec)

Martin Brassard
Vice-président,
Directeur général,
Trains d'atterrissage
Longueuil (Québec)

Richard Rosenjack
Vice-président,
Directeur général,
Aérostructure
Arlington (Texas)

Michael L. Meshay
Vice-président,
Directeur général,
Industriel
Cincinnati (Ohio)

TRAINS D'ATTERRISSAGE

Longueuil
755, rue Thurber
Longueuil (Québec)
Canada J4H 3N2
Tél. : 450 679-5454
Télé. : 450 679-4554

Laval
3675, boul. Industriel
Laval (Québec)
Canada H7L 4S3
Tél. : 450 629-3454
Télé. : 450 629-5682

Kitchener
1665 Highland Rd. W.
Kitchener (Ontario)
Canada N2N 3K5
Tél. : 519 576-8910
Télé. : 519 576-5119

Springfield
663 Montgomery Ave.
Springfield (Ohio)
U.S.A. 45506
Tél. : 937 325-1586
Télé. : 937 325-9309

Cleveland
7500 Associate Ave.
Cleveland (Ohio)
U.S.A. 44144
Tél. : 216 651-6646
Télé. : 216 651-1533

Ingénierie

Longueuil
1010, rue de Sérigny, bureau 350
Longueuil (Québec)
Canada J4K 5G7
Tél. : 450 646-9432
Télé. : 450 646-7294

Saint-Hubert
4925, Chemin de la Savane
Saint-Hubert (Québec)
Canada J3Y 9G1
Tél. : 450 646-9432

AÉROSTRUCTURE

Arlington
1030 Commercial Blvd. North
Arlington (Texas)
U.S.A. 76001
Tél. : 817 465-3221
Télé. : 817 465-1289

Dorval
123, rue Avro
Dorval (Québec)
Canada H9P 2Y9
Tél. : 514 421-0344
Télé. : 514 421-0377

Querétaro
Carretera Estatal 200 Querétaro—
Tequisquiapan Km 22+547
Interior D1
Parque Industrial Aeroespacial
de Querétaro
Municipio de Colon (Querétaro)
Mexico
Tél. : (01152) 442-210-0695
Télé. : (01152) 442-713-5601

Toronto
1480 Birchmount Rd.
Toronto (Ontario)
Canada M1P 2E3
Tél. : 416 757-2366
Télé. : 416 752-4838

INDUSTRIEL

Cincinnati
189 Container Place
Cincinnati (Ohio)
U.S.A. 45246
Tél. : 513 619-1222
Télé. : 513 619-1903

382 Circle Freeway Drive
Cincinnati (Ohio)
U.S.A. 45246
Tél. : 513 619-1222
Télé. : 513 619-1225

† Membre du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise

* Membre du comité d'audit



**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
ET
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour les exercices financiers clos les 31 mars 2012 et 2011

TABLE DES MATIÈRES

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION	4
Déclarations prospectives	4
Aperçu général	4
Direction des affaires	5
Stratégie commerciale	6
Indicateurs de rendement clés	6
Gestion des risques	7
Tendances du marché	8
Principales réalisations de l'exercice 2012	8
Acquisition des actifs de la société Eagle Tool Machine Co. et de sa filiale	9
Opérations sur devises	9
Mesures non conformes aux IFRS	10
Données financières annuelles choisies	10
Ventes consolidées	11
<i>Secteur de l'aérospatiale</i>	11
<i>Secteur Industriel</i>	12
<i>Répartition géographique des ventes</i>	12
Marge brute	12
Frais de vente et d'administration	13
Résultat opérationnel	13
<i>Secteur de l'aérospatiale</i>	13
<i>Secteur Industriel</i>	13
Frais financiers	13
Frais de restructuration	14
Charge d'impôt sur le résultat	14
Résultat net	14
Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global	15
Flux de trésorerie et situation financière	15
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	15
<i>Activités opérationnelles</i>	15
<i>Activités d'investissement</i>	16
<i>Activités de financement</i>	17
Régimes de retraite	17
Offre publique de rachat dans le cours normal des activités	18
Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions	18
Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées	18
Bilans consolidés	19
Aide gouvernementale	21
Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels	21
Conjoncture financière et économique	22
Principales estimations comptables	22
<i>Perte de valeur des actifs non financiers</i>	23
<i>Paiement fondé sur des actions</i>	23
<i>Actifs d'impôt différés</i>	23
<i>Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite</i>	23
<i>Coûts de développement capitalisés</i>	23
<i>Provisions</i>	23
<i>Instruments financiers</i>	24
Modifications futures de conventions comptables	24
Contrôles et procédures internes	24
Risques et incertitudes	25
<i>Dépendance envers des clients importants</i>	25
<i>Disponibilité et prix des matières premières</i>	25
<i>Risques opérationnels</i>	25

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique	26
Conjoncture économique.....	26
Dépenses d'ordre militaire	26
Fluctuations des devises	26
Situation de trésorerie et accès à des sources de financement	26
Clauses restrictives.....	26
Fluctuation des taux d'intérêt.....	27
Environnement commercial externe.....	27
Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie	27
Questions d'ordre environnemental	27
Conventions collectives.....	27
Main-d'oeuvre qualifiée	27
Obligations au titre des régimes de retraite	28
Données financières trimestrielles choisies	28
Résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2012	28
Perspectives	29
Renseignements supplémentaires et information continue	29
RAPPORT DE LA DIRECTION	30
RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS	31
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	32
Bilans consolidés	32
États des résultats consolidés.....	33
États du résultat global consolidés.....	33
États des variations des capitaux propres consolidés	34
États des flux de trésorerie consolidés.....	35
Note 1. Nature des activités et information sur la Société.....	36
Note 2. Base d'établissement.....	36
Note 3. Résumé des principales méthodes comptables.....	36
Note 4. Principaux jugements, estimations et hypothèses comptables.....	47
Note 5. Acquisition d'une entreprise	49
Note 6. Aide gouvernementale.....	49
Note 7. Coût des ventes, frais de vente et d'administration.....	49
Note 8. Frais de restructuration	50
Note 9. Bénéfice par action.....	50
Note 10. Trésorerie et équivalents de trésorerie	50
Note 11. Stocks.....	50
Note 12. Instruments financiers dérivés.....	51
Note 13. Autres actifs à court terme.....	52
Note 14. Immobilisations corporelles.....	52
Note 15. Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée.....	54
Note 16. Goodwill	55
Note 17. Comptes fournisseurs et charges à payer	56
Note 18. Provisions.....	56
Note 19. Dette à long terme	57
Note 20. Autres passifs.....	59
Note 21. Capital émis	59
Note 22. Cumul des autres éléments du résultat global	62
Note 23. Impôt sur le résultat	62
Note 24. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite.....	63
Note 25. Engagements.....	67
Note 26. Éventualités	67
Note 27. Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles	68
Note 28. Information sectorielle.....	68
Note 29. Rémunération des principaux dirigeants	69
Note 30. Instruments financiers.....	70
Note 31. Gestion des risques financiers	71
Note 32. Risque lié à la gestion du capital.....	74
Note 33. Passage aux Normes internationales d'information financière	75
Note 34. Reclassement	80

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek inc. et de ses filiales (« Héroux-Devtek » ou « la Société ») entre le 31 mars 2011 et le 31 mars 2012. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de l'exercice terminé le 31 mars 2012 à ceux de l'exercice précédent.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société au 31 mars 2012. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur des états financiers consolidés préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et utilise le dollar canadien comme monnaie de présentation. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans cette analyse sont exprimés en dollars canadiens.

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2011, la Société a adopté les IFRS comme norme pour la publication de l'information financière. La date de transition utilisée est le 1^{er} avril 2010. Les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2012 ont été préparés conformément aux exigences de l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, établies par le Conseil des normes comptables internationales (« IASB »). Sauf indication contraire, tous les montants comparatifs des périodes antérieures ont été retraités conformément aux IFRS.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les ajustements les plus significatifs apportés aux états financiers consolidés des périodes antérieures, veuillez vous reporter à la Note 33, *Passage aux Normes internationales d'information financière*, afférente aux états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2012.

La Société a apporté les modifications nécessaires à ses systèmes et processus d'information financière dans divers secteurs de l'entreprise, afin de permettre la préparation du bilan d'ouverture consolidé au 1^{er} avril 2010 selon les IFRS et la préparation de ses états financiers consolidés conformément aux IFRS. De plus, l'impact de la transition vers les IFRS sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les contrôles et procédures de communication de l'information a été déterminé et les ajustements aux contrôles ont été mis en œuvre.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Héroux-Devtek, notamment l'évaluation par la direction des projets et des opérations à venir, certaines déclarations de la présente analyse constituent des déclarations prospectives soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère grandement de celui indiqué ou sous-entendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales et, en particulier, la conjoncture au Canada et aux États-Unis; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; les variations des taux de change ou d'intérêt; la volatilité des marchés boursiers et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation canadiennes, américaines et internationales. Certains de ces facteurs font l'objet d'une description plus détaillée à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » de la présente analyse. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Bien que la Société estime que les attentes exprimées par le biais des déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations prospectives, rien ne peut garantir que ces prévisions se révéleront exactes. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

APERÇU GÉNÉRAL

Héroux-Devtek et ses filiales se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation et l'entretien de systèmes et de composants destinés essentiellement aux secteurs de l'aérospatiale et industriel. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés pour la plupart aux États-Unis et au Canada.

C'est en 1942 que la Société a été fondée sous la dénomination sociale de Héroux Machine Parts Limited, laquelle est devenue par la suite Héroux inc. La Société a fait son entrée en Bourse en 1986. En 2000, celle-ci a procédé à l'acquisition de Devtek Corporation. Les deux entités ont ensuite fusionné pour former Héroux-Devtek inc., l'un des plus importants fabricants de deuxième niveau (*second tier*) de l'industrie aérospatiale canadienne.

Le 1^{er} avril 2004, la Société a procédé à l'acquisition de Progressive Incorporated (« Progressive »), une société privée du Texas spécialisée dans la fabrication de composants structuraux de grande dimension destinés aux avions militaires. Cette transaction a permis à la Société d'accroître ses compétences en matière d'aérostructure et lui a ouvert les portes de l'important marché de l'aérostructure militaire.

Le 28 avril 2010, la Société a complété l'acquisition d'Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale, All Tool Inc., deux sociétés privées américaines basées dans l'Ohio, qui fabriquent des produits de trains d'atterrissage destinés principalement au secteur de l'aérospatiale militaire (désormais appelées l'unité d'exploitation « Landing Gear USA »).

Héroux-Devtek dessert deux grands secteurs d'activité : l'aérospatiale et les produits industriels. La Société fournit des trains d'atterrissage aussi bien aux marchés commerciaux que militaires du secteur de l'aérospatiale (y compris des pièces de rechange et des services d'entretien et de réparation) ainsi que des composants structuraux d'avions (incluant des ensembles prêts-à-monter). Dans le secteur commercial, la Société est présente sur les marchés des gros porteurs commerciaux, des jets d'affaires, des appareils régionaux et des hélicoptères. Dans le secteur militaire, la Société fournit des pièces et des services destinés à l'ensemble des principaux programmes d'avions militaires, pour la plupart des États-Unis.

Les composants de grande dimension pour le matériel affecté à la production d'énergie et l'équipement lourd constituent les principaux produits offerts par Héroux-Devtek dans le secteur Industriel. À cet égard, les principaux clients de la Société sont The General Electric Company (GE) et Caterpillar. La Société vend également des composants de précision destinés à d'autres applications industrielles, notamment pour le secteur de l'énergie éolienne.

La répartition des ventes de la Société par secteur d'activité se présente comme suit :

	2012	2011
Aérospatiale	91 %	93 %
Industriel	9 %	7 %
	100 %	100 %

Héroux-Devtek vend ses produits surtout à des fabricants d'équipement d'origine (OEM) comme Lockheed-Martin, Bombardier, Goodrich et Boeing, mais également sur le marché secondaire où elle compte parmi ses principaux clients l'Armée de l'air américaine et la Marine américaine. Au cours de l'exercice financier 2012, les ventes réalisées auprès de ces six clients ont représenté environ 59 % du total des ventes consolidées. Plus précisément, un des clients de la Société représente à lui seul 18 % des ventes consolidées et deux autres en représentent entre 13 % et 14 %. Tous trois oeuvrent dans le secteur de l'aérospatiale.

Le secteur de l'aérospatiale regroupe les lignes de produits Trains d'atterrissage et Aérostructure. Le secteur Industriel regroupe quant à lui les activités liées à la fabrication de composants de grande dimension pour le marché de la production d'énergie, de même que d'autres produits fabriqués par la ligne de produits Industriels. La ligne de produits Trains d'atterrissage se spécialise dans la conception, la fabrication, la réparation et l'entretien de trains d'atterrissage et dessert les secteurs commercial et militaire; elle a mis sur pied une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue. La ligne de produits Aérostructure fabrique des composants structuraux d'avions de petites, moyennes et grandes dimensions, destinés aux marchés de l'aérospatiale commerciale et militaire. Le secteur de l'aérospatiale englobe les lignes de produits Trains d'atterrissage et Aérostructure du fait notamment que leurs produits et services, procédés de fabrication, types de clients et méthodes de distribution sont similaires. La ligne de produits Industriels fabrique des composants de grande dimension pour le matériel affecté à la production d'énergie, notamment dans le secteur de l'énergie éolienne, ainsi que pour le marché de l'équipement lourd et d'autres marchés industriels.

DIRECTION DES AFFAIRES

Les secteurs et les lignes de produits de la Société sont gérés de façon décentralisée, de façon à stimuler l'esprit d'entreprise et l'engagement de tous les membres du personnel. Chaque ligne de produits dispose des ressources de gestion, d'ingénierie, de fabrication et de commercialisation nécessaires pour répondre aux besoins spécifiques des segments de marché visés par ses activités. La croissance et la rentabilité de chacune des lignes de produits sont du ressort d'un vice-président-directeur général relevant directement du président et chef de la direction de la Société. D'autre part, les vice-présidents, Finances de chacune des lignes de produits relèvent directement du vice-président Contrôle et technologie de l'information et du vice-président exécutif et chef de la direction financière de la Société.

Le siège social de la Société assume les responsabilités liées à la publication des résultats financiers et autres documents de la Société, veille à ce que cette dernière s'acquitte de ses obligations en matière de divulgation d'information et prend la responsabilité des décisions de nature financière et des orientations stratégiques entourant le développement des affaires. Le siège social de la Société fournit son soutien à chaque ligne de produits quant à la préparation de plans budgétaires et stratégiques, au développement de nouveaux produits et marchés, ainsi qu'en matière de gestion des relations publiques, de contrôles et rapports financiers, de consultations juridiques, de fiscalité, de ressources humaines et de technologies de l'information.

STRATÉGIE COMMERCIALE

La stratégie commerciale de Héroux-Devtek consiste à se positionner comme fournisseur clé auprès de sa clientèle des trois principaux piliers sur lesquels reposent ses activités, à savoir : les lignes de produits Trains d'atterrissage et Aérostructure dans le secteur de l'aérospatiale et les produits destinés au secteur industriel. Pour la Société, être un fournisseur clé signifie s'occuper aussi bien de la fourniture de composants fabriqués que de services de conception, d'assemblage et de gestion de programmes, et ce, dans le but de devenir un fournisseur de services complets et permettre à ses clients de se concentrer sur leurs activités principales. Pour y parvenir, la Société s'emploie à parfaire son savoir-faire technique et ses compétences en matière de gestion pour être en mesure d'ajouter de la valeur aux produits à un coût concurrentiel. Par ailleurs, la Société cherche à croître en vue d'atteindre une masse critique dans chacun de ses marchés, tout en conservant une situation financière saine et des rendements solides.

Concrètement, cette approche se traduit par :

- une démarche ciblée visant la spécialisation de ses usines dans la fabrication de certains types de composants et l'offre de services spécifiques;
- des systèmes d'information normalisés et compatibles à l'échelle de la Société;
- la migration des connaissances techniques et gestionnelles entre les lignes de produits;
- une approche reposant sur l'allègement du processus de fabrication dans l'ensemble de ses usines (*lean manufacturing*);
- la stabilité des revenus par la conclusion d'ententes à long terme avec ses clients, lorsque possible;
- le maintien d'une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre les marchés civils et militaires et le domaine industriel;
- le maintien et le développement d'une culture entrepreneuriale reposant sur la participation, le dévouement et l'engagement de ses employés.

Héroux-Devtek cherche à croître de façon externe par le biais d'acquisitions d'entreprises susceptibles de s'intégrer facilement à ses activités actuelles ou de lui procurer des technologies complémentaires aux siennes, et ce, dans le but d'accroître la valeur ajoutée qu'elle dégage de ses activités. En ce qui concerne la croissance interne, la Société vise :

- le développement de produits exclusifs à valeur ajoutée par le truchement de ses activités liées à l'ingénierie de conception;
- la pénétration ou le renforcement de sa présence dans certains secteurs d'activité dont ceux du marché secondaire des services de réparation et d'entretien des trains d'atterrissage commerciaux et militaires, de la conception et de la fabrication de trains d'atterrissage de petite à moyenne dimension et des assemblages structuraux complets pour les fabricants d'origine d'aéronefs commerciaux et militaires;
- la diversification de la clientèle pour ses lignes de produits existants, ce qui, en règle générale, signifie trouver de nouveaux fabricants d'origine susceptibles d'être intéressés par ses trains d'atterrissage, ses composants de structure d'aéronefs et ses produits industriels.

INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

Héroux-Devtek évalue le rendement global de la Société à l'aide des éléments suivants :

- la rentabilité;
- les liquidités;
- la croissance et la position concurrentielle;
- la satisfaction de la clientèle;
- la situation financière et les rendements.

À cette fin, la Société a développé des indicateurs de rendement clés (« IRC »). Le tableau ci-après présente un résumé de ces indicateurs ainsi que les éléments qu'ils permettent d'évaluer.

Éléments évalués	Rentabilité	Liquidités	Croissance et position concurrentielle	Satisfaction de la clientèle	Situation financière et rendements
IRC	Marge brute	Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)	Ventes	Livraison en temps opportun	Fonds de roulement
	Résultat opérationnel Bénéfice avant intérêts et impôts (BAII)	Flux de trésorerie disponibles	Carnet de commandes (commandes fermes)	Rendement et coûts liés à la non-qualité	Ratio de la dette à long terme/capitaux propres
	Objectifs en matière de réduction des coûts	Rendement sur l'actif net utilisé (RANU)	Part de marché sur les marchés de produits de créneaux dans lesquels la Société évolue	—	Ratio de la dette nette/capitaux propres
	Utilisation de la capacité de production	—	Valeur ajoutée aux produits en tant que pourcentage des ventes	—	Rendement des capitaux propres et RANU
Ce qui est évalué	Évaluation du rendement opérationnel	Évaluation de la génération de liquidités	Évaluation de la croissance, indicateurs des revenus futurs et évaluation de la position concurrentielle	Évaluation des engagements envers la clientèle et fiabilité des produits	Évaluation de la solidité de la situation financière à court et long terme et rendements aux actionnaires

La plupart de ces IRC sont traités ultérieurement dans la présente analyse et sont compris également dans les faits saillants financiers du rapport annuel de l'exercice financier 2012 de la Société. Certains de ces IRC ne sont pas divulgués au public étant donné qu'ils sont de nature concurrentielle.

Lors de l'exercice financier précédent, la tendance du marché avait eu des répercussions manifestes sur l'utilisation de la capacité de production de la Société et avait exercé une pression supplémentaire sur l'imputation des coûts pour certaines unités d'exploitation de la Société, tandis que pour l'exercice 2012, la Société a profité de l'amélioration continue des marchés de l'aérospatiale commerciale et des produits industriels. La livraison en temps opportun et les coûts liés à la non-qualité sont des indicateurs de la satisfaction de la clientèle que Héroux-Devtek surveille étroitement. La Société a constamment amélioré ces indicateurs au cours des dernières années et continue de porter une attention particulière à la grille d'évaluation de la qualité et aux rapports sur la qualité des produits de ses principaux clients.

En outre, le régime de rémunération incitative de la Société est fondé sur l'atteinte de certains objectifs financiers et d'objectifs personnels particuliers. Les objectifs financiers sont le RANU, le résultat opérationnel, les ventes, le résultat net et le bénéfice par action.

GESTION DES RISQUES

Le processus de gestion des risques de la Société porte essentiellement sur la définition et l'évaluation des risques et des occasions d'affaires et sur la mise en place de stratégies et de contrôles permettant de gérer, de surveiller et de communiquer lesdits risques. Pour faciliter l'atteinte de ses objectifs en matière de gestion des risques, la Société a inclus les activités de gestion des risques et de contrôle aux responsabilités opérationnelles de la direction de chacune des lignes de produits. Ultiment, c'est au conseil d'administration qu'incombent les responsabilités de définir et d'évaluer les principaux risques d'affaires auxquels la Société est exposée, de passer en revue l'ensemble des risques liés au contexte commercial et de voir à l'implantation de systèmes appropriés de gestion des risques. Composés d'administrateurs indépendants, le comité des ressources humaines et de gouvernance et le comité d'audit assistent le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités administratives en général.

La Société évolue dans des marchés soumis à divers facteurs de risque et incertitudes. Certains de ces risques sont inhérents à la nature même de ses activités. Se reporter à la rubrique ci-après intitulée « Risques et incertitudes ».

TENDANCES DU MARCHÉ

L'amélioration de l'économie est demeurée modeste au cours de l'année civile 2011 et les indicateurs clés dans le marché du transport aérien commercial ont été inégaux. La demande dans le marché des passagers a continué de croître à un rythme soutenu et le trafic, exprimé en kilomètres-passagers payants (« KPP »), a augmenté de 5,9 % par rapport à l'année civile 2010, mais le transport de marchandises, exprimé en tonnes-kilomètres de marchandises (« TKM »), a pour sa part reculé de 0,7 %¹. Ces tendances se sont poursuivies durant les trois premiers mois de l'année civile 2012, ce qui s'est traduit par une progression de 7,4 % des KPP et un recul de 0,7 % des TKM².

Les livraisons dans le secteur de gros porteurs commerciaux ont atteint un nouveau record au cours de l'année civile 2011, alors qu'Airbus et Boeing ont livré à eux deux 1 011 appareils, tandis que le nombre net de nouvelles commandes a plus que doublé pour atteindre un total de 2 224 aéronefs³. Les deux avionneurs ont également annoncé plusieurs augmentations de cadence de production de programmes d'envergure pour les années civiles 2012 à 2014⁴. Par ailleurs, leur carnet de commandes respectif représente environ 7 ans de production aux cadences actuelles.

Dans le marché de l'aviation régionale, Embraer a livré 105 appareils au cours de l'année civile 2011⁵; pour sa part, Bombardier en a livré 78 au cours de la période de onze mois ayant pris fin le 31 décembre 2011⁶, dont des avions à turbopropulseurs. En ce qui a trait aux carnets de commandes, le volume d'Embraer est demeuré stable, tandis que celui de Bombardier a enregistré un recul.

Les livraisons de jets d'affaires ont continué à fléchir, avec un recul de 7,9 % durant l'année civile 2011, pour s'établir à 703 appareils. Cependant, certains signes positifs semblent toujours indiquer que les conditions s'améliorent. Par exemple, le nombre de déplacements d'avions d'affaires a progressé de 2,9 % aux États-Unis et la proportion de la flotte des avions d'affaires à vendre a reculé d'environ 1 % par rapport à l'année précédente⁷.

Le marché militaire est demeuré stable durant l'année civile 2011 alors que les gouvernements cherchent à résorber leurs déficits. Aux États-Unis, le financement proposé du budget de base de la Défense pour l'exercice financier 2013 est d'environ 1 % inférieur au financement adopté pour l'exercice 2012⁸. En ce qui a trait au programme du Joint Strike Fighter F-35 (JSF), le gouvernement américain a confirmé qu'il achètera moins d'aéronefs au cours des cinq prochaines années, mais maintient son engagement d'acquérir le même nombre d'appareils sur la durée de vie du programme.

Les conditions dans les principaux marchés industriels de la Société demeurent favorables. Dans le secteur de la production d'énergie, les plus importants fabricants d'équipement nord-américains font part d'un nombre toujours croissant de nouvelles commandes. Par ailleurs, les carnets de commandes des plus grands fabricants d'équipement lourd continuent aussi de croître⁹.

Enfin, les fluctuations de la valeur du dollar canadien, qui était à parité avec le dollar américain à la clôture de l'exercice, ont continué d'avoir des répercussions négatives sur les résultats de la Société.

PRINCIPALES RÉALISATIONS DE L'EXERCICE 2012

- Héroux-Devtek a généré des ventes et un résultat net records au cours de l'exercice 2012. Les ventes ont atteint 380,3 millions de dollars, en hausse de 6,4 % par rapport à l'exercice précédent, tandis que le résultat net a fortement augmenté de 38,4 % pour s'établir à 26,5 millions de dollars, soit 0,86 \$ par action, sur une base pleinement diluée.
- Héroux-Devtek a procédé à l'inauguration d'une nouvelle usine de fabrication à la fine pointe de la technologie située dans le parc aérospatial de Querétaro, au Mexique. La production à cette installation de 47 200 pieds carrés a débuté en décembre 2011. La première phase du projet représente pour Héroux-Devtek un investissement qui pourrait atteindre 20 millions de dollars sur trois ans. En temps opportun, une phase subséquente pourrait porter la superficie de l'usine à 150 000 pieds carrés. Cette expansion fournirait éventuellement à la Société la capacité de fabriquer et d'assembler des systèmes d'Aérostructure et de trains d'atterrissage.
- Héroux-Devtek a obtenu un contrat de sept ans de la société Lockheed Martin Aeronautics pour la fabrication du train d'atterrissage de l'appareil C-130J Super Hercules. En vertu des termes de l'entente, Héroux-Devtek fabriquera et assemblera le train d'atterrissage destiné à la production mondiale de l'appareil C-130J de Lockheed Martin et fournira des pièces de rechange sur une période de sept ans qui a débuté en janvier 2012. En fonction des prévisions actuelles concernant ce programme, la valeur totale potentielle du contrat s'élève à environ 70 millions de dollars.
- Les employés syndiqués des usines de trains d'atterrissage de Longueuil et de Laval ont voté en faveur de conventions collectives d'une durée de trois ans qui seront en vigueur jusqu'au 1^{er} mai 2014 et 31 décembre 2014, respectivement.

1 Source : Communiqué de presse de l'IATA publié le 1^{er} février 2012

2 Source : Communiqué de presse de l'IATA publié le 2 mai 2012

3 Sources : Communiqué de presse d'Airbus publié le 17 janvier 2012; Communiqué de presse de Boeing publié le 5 janvier 2012

4 Sources : Communiqués de presse d'Airbus publiés les 18 mai 2011 et 3 février 2011; Communiqués de presse de Boeing publiés les 15 juin 2011 et 20 décembre 2010

5 Source : Communiqué de presse d'Embraer publié le 11 janvier 2012

6 Source : Communiqué de presse de Bombardier publié le 23 janvier 2012

7 Source : Rapport de GAMA daté du 19 avril 2012; Rapport de la FAA sur les jets d'affaires, janvier 2012; Rapport de JetNet daté du 5 avril 2012

8 Source : Communiqué de presse du Département de la Défense des États-Unis publié le 13 février 2012

9 Sources : Communiqué de presse de GE publié le 20 avril 2012; Communiqué de presse de Caterpillar publié le 25 avril 2012.

- L'avionneur Embraer a décerné à la ligne de produits Trains d'atterrissage le prix ESC 2011 du meilleur fournisseur dans la catégorie Programme de développement. Ce prix reconnaît l'excellence de la performance de Héroux-Devtek en matière de qualité, flexibilité, livraison, soutien à la clientèle et développement dans le cadre de sa participation aux programmes des jets d'affaires Legacy 450 et 500. La Société conçoit et développe le train d'atterrissage destiné à ces jets aux termes d'un contrat obtenu en juillet 2008 et valide pour la durée de vie utile des appareils. Héroux-Devtek avait remporté ce même prix en 2009.

ACQUISITION DES ACTIFS DE LA SOCIÉTÉ EAGLE TOOL MACHINE CO. ET DE SA FILIALE

Comme il a été indiqué antérieurement dans les états financiers consolidés audités de l'exercice précédent, la Société a annoncé, le 28 avril 2010, qu'elle avait complété, par l'entremise d'une filiale américaine, l'acquisition de la quasi-totalité des actifs nets de la société Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale All Tool Inc. Il s'agit de deux sociétés privées, basées aux États-Unis, spécialisées dans la fabrication de composants usinés de précision destinés principalement au secteur de l'aérospatiale militaire, dont les ventes annuelles s'élevaient à environ 40 millions de dollars avant l'acquisition, selon leur exercice financier clos le 31 décembre 2009 (se reporter à la Note 5 des états financiers consolidés).

La répartition finale du prix d'achat total des actifs nets acquis, ainsi que les sources de financement, se présentent comme suit :

ACTIFS NETS ACQUIS (000 \$)		SOURCES DE FINANCEMENT (000 \$)	
Fonds de roulement	16 797 \$	Facilités de crédit	16 711 \$
Immobilisations corporelles	8 498	Trésorerie	12 102
Carnet de commandes	1 390	Billet à payer, portant intérêt à 5 %, remboursable sur 40 mois	3 721
Écart d'acquisition	5 849		
	32 534 \$		32 534 \$

Pour financer cette transaction, la Société a prélevé un montant de 16,7 millions de dollars (16,5 millions de dollars US) sur ses facilités de crédit américaines et a utilisé 12,1 millions de dollars de sa trésorerie au cours du premier trimestre de l'exercice 2011.

Dans la présente analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation, la direction fait état des résultats consolidés qui englobent ceux de l'unité d'exploitation Landing Gear USA. Les résultats de Landing Gear USA pour l'exercice précédent ne couvrent que la période postérieure à l'acquisition, qui s'étend du 28 avril 2010 au 31 mars 2011, ce qui ne représente pas un exercice complet de douze mois, comparativement à cette année. Pour tous les points importants expliqués, la direction fait ressortir l'incidence de l'acquisition sur les résultats du présent exercice afin d'aider le lecteur à comprendre l'évolution des résultats d'un exercice à l'autre.

OPÉRATIONS SUR DEVISES

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des revenus (ventes), des dépenses et des éléments d'actif et de passif de ses établissements étrangers autonomes, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars US. Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions excluant les contrats de change à terme et l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen de l'exercice. Les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs monétaires libellés en devises ainsi que les éléments d'actif et de passif des établissements à l'étranger. Les taux de change de clôture et les taux de change moyens s'établissaient comme suit en date du 31 mars 2012 et du 31 mars 2011, soit les dates de clôture respectives des exercices financiers 2012 et 2011.

TAUX DE CHANGE CANADA / ÉTATS-UNIS		2012	2011
Taux moyen pour l'exercice clos	\$ CA/équivalent 1 \$ US	0,9931	1,0164
Taux de clôture	\$ CA/équivalent 1 \$ US	0,9975	0,9696

Comme il est indiqué ci-dessus, la valeur moyenne du dollar canadien par rapport à celle du dollar américain, d'un exercice à l'autre, a augmenté de plus de 2 %, ce qui, comme on peut s'y attendre, a exercé une pression accrue sur les ventes et les résultats en dollars US de la Société, y compris ceux générés par ses activités canadiennes. Cependant, la variation du taux de clôture depuis le 31 mars 2011 a eu un impact favorable minime sur les postes du bilan libellés en dollars US de la Société à la fin du présent exercice, comparativement à l'exercice précédent. L'incidence de la fluctuation des devises sur les ventes, la marge brute et certains éléments précis du bilan de la Société est présentée plus loin dans la présente analyse.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés, conformément à sa politique de couverture, pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises (dollar canadien par rapport au dollar américain) et en atténuer les effets. Au 31 mars 2012, la Société était partie à des contrats de change à terme pour la vente de 145,3 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0620. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates au cours des trois prochains exercices financiers; la plupart d'entre eux arriveront toutefois à échéance au cours des deux prochains exercices.

Au 31 mars 2012, la Société avait également conclu des contrats de change à terme pour la vente de 4,7 millions de dollars US assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,2262. Ces contrats viennent tous à échéance au cours de l'exercice 2014 et visent à couvrir les risques de change (dollar canadien par rapport au dollar américain) liés à certains instruments dérivés incorporés.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

La Société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») pour évaluer sa performance financière. Le BAIIA est une mesure financière qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS, ni par les PCGR antérieurs. La direction et les investisseurs estiment toutefois que cette mesure leur procure une information utile pour évaluer la rentabilité, les flux de trésorerie et la capacité de la Société à générer les fonds nécessaires au financement de ses activités et à ses besoins de dépenses en immobilisations.

Le calcul du BAIIA à partir des états financiers préparés en vertu des PCGR antérieurs (« BAIIA – PCGR antérieurs ») diffère quelque peu du calcul du BAIIA effectué à partir des états financiers préparés conformément aux IFRS (« BAIIA – IFRS »). Un rapprochement du BAIIA – PCGR antérieurs et du BAIIA – IFRS pour l'exercice clos le 31 mars est présenté ci-après :

(000 \$)	2011
BAIIA – PCGR antérieurs	54 830
Ajustements :	
Contrats de location-financement	1 633
Régimes de retraite	346
Méthode d'amortissement graduel du coût des options sur actions	211
Escomptes temporels appliqués aux provisions	229
Désactualisation au titre des intérêts sur les régimes de retraite	(154)
Ajustements totaux	2 265
BAIIA – IFRS	57 095

DONNÉES FINANCIÈRES ANNUELLES CHOISIES

Le tableau qui suit présente une sélection de données financières pour les trois derniers exercices.

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MARS

(000 \$, sauf les données par action)	2012 ⁽¹⁾	2011 ⁽¹⁾	2010 ⁽²⁾
Ventes	380 336	357 572	320 354
BAIIA	64 722	57 095	48 437
Résultat net	26 481	19 129	16 003
Bénéfice par action (\$) – de base	0,87	0,64	0,52
Bénéfice par action (\$) – dilué	0,86	0,63	0,52
Actif total	499 107	472 540	394 847
Passifs à long terme (y compris la tranche à court terme de la dette à long terme)	164 053	152 663	107 796
Trésorerie et équivalents de trésorerie	62 007	32 910	46 591

(1) Établis conformément aux IFRS.

(2) Établis conformément aux PCGR antérieurs.

Le BAIIA de la Société est calculé comme suit :

EXERCICES CLOS LES 31 MARS

(000 \$)	2012 ⁽¹⁾	2011 ⁽¹⁾	2010 ⁽²⁾
Résultat net	26 481	19 129	16 003
Impôt sur le résultat	7 881	7 045	6 498
Frais financiers	6 307	5 638	4 676
Charge d'amortissement	24 053	24 646	21 260
BAIIA incluant les frais de restructuration	64 722	56 458	48 437
Frais de restructuration	—	637	—
BAIIA	64 722	57 095	48 437

(1) Établis conformément aux IFRS.

(2) Établis conformément aux PCGR antérieurs.

L'augmentation de 7,6 millions de dollars du BAIIA, de l'exercice 2011 à l'exercice 2012, s'explique essentiellement par une progression du résultat net et de la charge d'impôt connexe sur le résultat attribuable à l'accroissement du volume des ventes et à l'amélioration de la marge brute.

VENTES CONSOLIDÉES

Les ventes consolidées se sont élevées à 380,3 millions de dollars, en hausse de 6,4 % par rapport à celles de 357,6 millions de dollars réalisées lors de l'exercice précédent. Cette évolution favorable des ventes de 22,8 millions de dollars résulte des éléments suivants :

- Une progression des ventes de 26,4 millions de dollars, ou 7,4 %, principalement attribuable à une augmentation des cadences de production dans les marchés commerciaux du secteur de l'aérospatiale et un accroissement de la demande des clients dans le secteur Industriel.
- Un impact favorable de 4,4 millions de dollars, ou 1,2 %, attribuable à l'apport de l'unité d'exploitation Landing Gear USA pendant une période complète de douze mois cette année (puisque l'acquisition d'Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale, All Tool Inc., a été finalisée le 28 avril 2010 au cours du précédent exercice financier).
- Une incidence négative de 8,0 millions de dollars, ou 2,2 %, du fait de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine.

Les ventes sectorielles de la Société se sont établies comme suit :

	2012	2011	Variation	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%
Total secteur de l'aérospatiale	345 371	331 993	13 378	4,0
Total secteur Industriel	34 965	25 579	9 386	36,7
Total	380 336	357 572	22 764	6,4

Pour l'exercice, l'augmentation des ventes de 13,4 millions, ou 4,0 %, par rapport à l'an dernier, du secteur de l'aérospatiale, qui ont atteint 345,4 millions de dollars, inclut l'incidence négative des taux de change (\$ US/\$ CA) de 7,2 millions de dollars ou 2,2 %. L'augmentation des ventes comprend également 4,4 millions de dollars supplémentaires attribuables à l'apport aux ventes pendant un exercice complet de l'unité d'exploitation Landing Gear USA. En ce qui a trait au secteur Industriel, les ventes durant l'exercice ont augmenté de 9,4 millions de dollars, ou 36,7 %, pour s'établir à 35,0 millions de dollars, comparativement à l'exercice précédent. Cette augmentation des ventes du secteur Industriel est attribuable à une progression des ventes destinées au secteur de l'équipement lourd et de composants de turbine à gaz.

Secteur de l'aérospatiale

Les ventes du secteur de l'aérospatiale se sont établies comme suit :

LIGNES DE PRODUITS	2012	2011	Variation	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%
Trains d'atterrissage	242 283	227 928	14 355	6,3
Aérostructure	102 184	103 465	(1 281)	(1,2)
Autres produits liés au secteur de l'aérospatiale	904	600	304	50,7
Total	345 371	331 993	13 378	4,0

Les ventes de la ligne de produits Trains d'atterrissage ont progressé de 14,4 millions de dollars, ou 6,3 %, pour s'établir à 242,3 millions de dollars, comparativement à l'exercice précédent. Cette progression est attribuable à l'augmentation des cadences de production des programmes de jets d'affaires et de gros porteurs commerciaux, principalement les programmes des appareils B-777 et A-320, et à un accroissement des besoins des clients dans le secteur militaire. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par une baisse de la demande des clients dans les marchés des jets régionaux et de certains d'hélicoptères commerciaux ainsi que par l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien sur les ventes de cette ligne de produits libellées en dollars américains. Les ventes pour l'exercice ont également bénéficié d'une incidence favorable de 4,4 millions de dollars, ou 1,9 %, découlant des activités de l'unité d'exploitation Landing Gear USA durant une période complète d'un an.

Les ventes de la ligne de produits Aérostructure ont diminué de 1,3 million de dollars, ou 1,2 %, pour s'établir à 102,2 millions de dollars, comparativement à l'exercice précédent. La progression des ventes attribuable aux programmes de jets d'affaires, qui comprennent l'obtention de nouveaux mandats liés au programme du Gulfstream (GV), l'accélération des cadences de production du programme Joint Strike Fighter F-35 (« JSF ») et du programme de l'hélicoptère B-429 a été plus que contrebalancée par une diminution des besoins du client dans le cadre de certains programmes militaires et d'une réduction de la cadence de production du programme de l'avion régional à turbopropulseurs Dash 8 ainsi que par l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien sur les ventes de cette ligne de produits libellées en dollars américains.

Les ventes du secteur de l'aérospatiale présentées dans le tableau ci-dessus peuvent être ventilées par secteur comme suit :

	2012	2011	Variation	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%
Militaire ⁽¹⁾	210 861	209 921	940	0,4
Commercial	134 510	122 072	12 438	10,2
Total secteur de l'aérospatiale	345 371	331 993	13 378	4,0

(1) : Inclut les produits militaires vendus à des clients civils et à des gouvernements.

Les ventes des produits militaires ont progressé de 0,9 million de dollars, ou 0,4 %, cette année pour s'établir à 210,9 millions, comparativement à l'exercice précédent. Comme il est mentionné plus haut, les ventes de produits militaires reflètent la progression des ventes liées au JSF et comprennent également l'impact favorable de 4,4 millions de dollars, ou de 2,1 %, qu'à eu sur les ventes l'unité d'exploitation Landing Gear USA dont les résultats couvrent l'exercice complet. L'augmentation des ventes a en partie été contrebalancée par une diminution des besoins des clients principalement sur le marché secondaire du programme du F-16 et du programme F-22 qui tire à sa fin.

Les ventes commerciales se sont élevées à 12,4 millions de dollars, en hausse de 10,2 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 134,5 millions de dollars en dépit de l'incidence négative de l'évolution du dollar canadien par rapport à la devise américaine. Cette hausse est attribuable à l'augmentation de la cadence de production de programmes de gros porteurs commerciaux, de jets d'affaires et de l'hélicoptère B-429, ainsi qu'à l'obtention de nouveaux mandats liés au Gulfstream (GV), en partie contrebalancée par une diminution des besoins des clients dans le marché des avions régionaux et de certains autres programmes d'hélicoptères.

Secteur Industriel

Les ventes du secteur Industriel se sont établies comme suit :

	2012	2011	Variation	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%
Turbines à gaz	14 748	10 655	4 093	38,4
Autres produits industriels	20 217	14 924	5 293	35,5
Total	34 965	25 579	9 386	36,7

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, les ventes du secteur Industriel ont progressé par rapport à l'exercice précédent, stimulées par un accroissement de la demande dans le secteur des turbines à gaz et par les ventes d'autres produits industriels destinés à l'équipement lourd dans l'industrie minière.

Répartition géographique des ventes

La répartition géographique des ventes de la Société s'est établie comme suit:

	2012	2011
	(%)	(%)
Canada	26	26
États-Unis	70	70
International	4	4
Total	100	100

Comme le démontre le tableau ci-dessus, la répartition géographique des ventes est demeurée inchangée par rapport à l'exercice précédent.

MARGE BRUTE

La marge brute consolidée, exprimée en pourcentage des ventes, a augmenté de 1,5 % comparativement à l'exercice précédent pour s'établir à 17,8 %. Cette progression s'explique principalement par l'augmentation globale des ventes de la Société, qui a permis une meilleure imputation des frais généraux de fabrication, ainsi que par une composition des ventes plus avantageuse dans le secteur de l'aérospatiale jumelée à certaines améliorations de coûts de fabrication dans les deux secteurs d'activité de la Société. Pour le présent exercice, l'incidence négative sur la marge brute des frais engagés dans le cadre du démarrage de la nouvelle usine du Mexique s'élève à 0,8 million de dollars, ou 0,2 % des ventes.

Les fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain ont eu une incidence négative de 3,5 millions de dollars sur la marge brute en dollars de la Société cette année, ou 0,5 % lorsqu'exprimé en pourcentage des ventes, par rapport à l'exercice précédent. Outre la couverture naturelle découlant des achats de matières premières effectués en dollars américains, la Société a recours à des contrats de change à terme afin d'atténuer les répercussions des fluctuations des devises.

Dans le secteur de l'aérospatiale, la marge brute de la ligne de produits Trains d'atterrissage, exprimée en dollars et en pourcentage des ventes, a augmenté par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement d'une hausse des ventes et d'une composition des ventes plus avantageuse. La marge brute en dollars et en pourcentage des ventes de la ligne de produits Aérostructure a diminué par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des coûts de démarrage engagés cette année pour la nouvelle usine du Mexique et d'une hausse des coûts de fabrication initiaux engagés pour la production de composants destinés à de nouveaux programmes.

Dans le secteur Industriel, la marge bénéficiaire brute, exprimée en dollars et en pourcentage des ventes, s'est considérablement améliorée, par rapport à l'exercice précédent. Cette amélioration est attribuable à la progression des ventes et une meilleure imputation des frais généraux de fabrication, jumelées aux retombées des améliorations continues apportées aux activités de fabrication réalisées au cours de l'exercice.

FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les frais de vente et d'administration se sont établis comme suit :

	2012	2011
Frais de vente et d'administration (000 \$)	26 961	25 829
% des ventes	7,1	7,2

Les frais de vente et d'administration se sont établis à 27,0 millions de dollars, ou 7,1 % des ventes, pour l'exercice clos le 31 mars 2012 et comprennent des coûts de 0,5 million de dollars engagés dans le cadre du démarrage de la nouvelle usine du Mexique. De plus, les frais comptabilisés depuis le début de l'exercice traduisent l'incidence des résultats d'un exercice complet de l'unité d'exploitation Landing Gear USA, comparativement à l'exercice précédent, et l'augmentation des honoraires professionnels engagés pour certains projets spécifiques. Les frais de vente et d'administration incluent un gain de change de 0,3 million de dollars réalisé lors de la conversion d'actifs monétaires nets au cours de cet exercice, comparativement à une perte de 0,4 million de dollars lors de l'exercice précédent.

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Le résultat opérationnel consolidé s'est élevé à 40,7 millions de dollars, ou 10,7 % des ventes, pour l'exercice financier clos le 31 mars 2012, ce qui représente une hausse de 8,3 millions de dollars, ou 1,6 % des ventes, par rapport à celui de 32,4 millions de dollars, ou 9,1 % des ventes, réalisé lors de l'exercice précédent. Cette amélioration est attribuable à une hausse des ventes et de la marge brute tant dans le secteur de l'aérospatiale que dans le secteur Industriel, comme il est expliqué plus haut.

Secteur de l'aérospatiale

Le résultat opérationnel du secteur de l'aérospatiale s'est établi à 32,4 millions de dollars, ou 9,4 % des ventes, durant l'exercice, comparativement à 28,7 millions de dollars, ou 8,7 % des ventes, lors de l'exercice précédent. Si l'on exclut l'incidence des coûts de démarrage de la nouvelle usine du Mexique de 1,4 million de dollars cette année, en partie contrebalancée par l'incidence favorable de 0,2 million de dollars attribuable à l'apport de l'unité d'exploitation Landing Gear USA pendant un exercice complet, le résultat opérationnel du secteur de l'aérospatiale s'est élevé à 33,6 millions de dollars, ou 9,7 % des ventes, pour l'exercice clos le 31 mars 2012, soit une hausse de 4,9 millions de dollars, ou 1,0 % des ventes, par rapport au résultat opérationnel réalisé lors de la même période l'an dernier. L'augmentation du résultat opérationnel reflète l'incidence de la progression des ventes ainsi qu'une composition des ventes plus avantageuse, comme il a été expliqué plus haut.

Secteur Industriel

Le résultat opérationnel a augmenté pour atteindre 8,2 millions de dollars, soit 23,5 % des ventes, comparativement à 3,7 millions de dollars, ou 14,5 % des ventes, l'an dernier. La hausse du résultat opérationnel de cet exercice reflète l'accroissement de la marge brute engendrée par la progression des ventes, une meilleure imputation des frais généraux de fabrication ainsi que les retombées des améliorations continues apportées aux activités de fabrication dont il est fait mention plus haut.

FRAIS FINANCIERS

	2012 (000 \$)	2011 (000 \$)
Frais d'intérêts	3 479	3 095
Désactualisation au titre des intérêts sur les prêts des autorités gouvernementales	1 568	1 330
Rachat de contrats de swap de taux d'intérêt	—	406
Amortissement des frais de financement différés	440	350
Commissions d'attente	401	220
Autre charge de désactualisation au titre des intérêts et ajustements au taux d'actualisation	595	305
Gain sur les instruments financiers classés comme des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net – Produits d'intérêt	(176)	(68)
Total	6 307	5 638

Les frais financiers se sont élevés à 6,3 millions de dollars pour l'exercice financier, comparativement à 5,6 millions de dollars lors de l'exercice précédent. La hausse des frais financiers de l'exercice comparativement à l'exercice précédent reflète l'augmentation des prêts des autorités gouvernementales et des obligations en vertu de contrat de location-financement sur douze mois. La hausse reflète également des rajustements plus élevés du taux d'actualisation sur les provisions et un accroissement de l'amortissement des frais de financement différés et des commissions d'attente, à la suite du renouvellement de la facilité de crédit de la Société en mars 2011 (se reporter à la note 19 des états financiers consolidés). Les frais financiers de l'exercice précédent comprenaient des coûts de 0,4 million de dollars liés au rachat de deux contrats de swap de taux d'intérêt lors du renouvellement de la facilité de crédit de la Société.

FRAIS DE RESTRUCTURATION

L'an dernier, soit le 13 mai 2010, la Société a entrepris des initiatives visant à optimiser et consolider la capacité de production de son secteur de l'aérospatiale, tout en améliorant davantage sa productivité dans ses installations québécoises. Ainsi, l'usine de la Société située à Rivière-des-Prairies, au Québec, a été fermée en septembre 2010 et sa production a été transférée vers les autres installations de la Société situées dans la région métropolitaine de Montréal. L'an dernier, la Société avait comptabilisé des frais de restructuration de 0,6 million de dollars (0,4 million de dollars déduction faite des impôts). Au 31 mars 2012, le bâtiment rattaché à cette installation a été classé sous la rubrique Actif détenu en vue de la vente dans le bilan consolidé de la Société (se reporter à la Note 8 des états financiers consolidés).

CHARGE D'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, la charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 7,9 millions de dollars, comparativement à 7,0 millions de dollars lors de l'exercice précédent.

Le taux d'imposition effectif de la Société pour l'exercice 2012 s'est établi à 22,9 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 27,4 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif reflète l'incidence favorable de différences permanentes (1,6 million de dollars) et d'ajustements d'impôts différés (0,8 million de dollars), qui ont été en partie contrebalancés par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,8 million de dollars).

Lors de l'exercice précédent, le taux d'imposition effectif sur le résultat de la Société s'était établi à 26,9 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 28,7 % prévu par la loi. Cette différence s'explique par l'incidence favorable sur le taux d'imposition effectif de la Société de différences permanentes (0,5 million de dollars), par un redressement fiscal avantageux à la suite de la conclusion d'un audit fiscal portant sur un exercice antérieur et par des changements apportés au taux d'imposition sur les bénéficiaires au Canada (0,5 million de dollars), qui avaient été en partie contrebalancés par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,5 million de dollars).

La baisse du taux d'imposition canadien combiné de la Société prévu par la loi cette année, par rapport à l'exercice précédent, reflète essentiellement la réduction du taux d'imposition fédéral sur le résultat des sociétés au Canada.

Aux 31 mars 2012 et 2011, il n'y avait aucun report prospectif de pertes opérationnelles ou autres écarts temporaires à l'égard desquels un actif d'impôts futurs correspondant n'avait pas été comptabilisé dans les états financiers consolidés.

Au 31 mars 2012, la Société avait des pertes autres qu'en capital fédérales disponibles qui pourront être appliquées dans le futur pour un total de 5,4 millions de dollars (1,6 million de dollars au 31 mars 2011 et 7,2 millions de dollars au 1^{er} avril 2010), la majorité venant à échéance lors de l'exercice 2031.

RÉSULTAT NET

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société a enregistré un résultat net de 26,5 millions de dollars, soit 7,0 % des ventes, comparativement à un résultat net de 19,1 millions de dollars, ou 5,3 % des ventes, lors de l'exercice précédent. Cette hausse reflète l'augmentation du résultat opérationnel exprimé en pourcentage des ventes dans les deux secteurs d'activité de la Société. Le résultat net de l'exercice précédent est présenté déduction faite de frais de restructuration engagés pour la fermeture d'une usine, comme il a déjà été expliqué plus haut. Pour le présent exercice, le résultat net comprend des coûts après impôts de 1,0 million de dollars engagés dans le cadre du démarrage de la nouvelle usine du Mexique. La Société a commencé à y fabriquer ses premières pièces de production et a généré des revenus de 0,7 million de dollars au quatrième trimestre du présent exercice financier.

	2012	2011
Résultat net (millions \$)	26,5	19,1
Bénéfice par action – de base (\$)	0,87	0,64
Bénéfice par action – dilué (\$)	0,86	0,63

Le bénéfice par action de base est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 30 356 946 pour l'exercice financier 2012 et de 30 112 464 pour l'exercice précédent, alors que le bénéfice par action dilué est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 30 682 063 pour l'exercice financier 2012 et de 30 219 597 pour l'exercice précédent. L'augmentation du nombre d'actions ordinaires en circulation pour l'exercice 2012 est essentiellement attribuable à l'émission de 223 656 actions ordinaires aux termes du régime d'options sur actions de la Société et à l'émission de 44 916 actions ordinaires aux termes du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société (« régime d'achat d'actions ») (se reporter à la Note 21 des états financiers consolidés).

Le 24 mai 2012, soit au moment de la rédaction de cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, la Société comptait 30 449 495 actions ordinaires et 1 411 344 options sur actions en circulation dont la durée moyenne pondérée avant l'échéance était de 3,3 années.

CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (« CAERG ») ET RÉSULTAT GLOBAL

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2012, l'appréciation du dollar américain, par rapport à la devise canadienne, a eu un impact positif important sur les gains réalisés par la Société lors de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, tandis qu'elle a eu une incidence négative importante sur le montant net des pertes résultant de l'évaluation à leur juste valeur des instruments financiers dérivés de la Société, ainsi que sur le montant net des pertes subies sur la couverture des investissements nets dans les établissements américains. De plus, le rendement moins élevé que prévu réalisé sur les actifs des régimes de retraite à prestations définies de la Société et la diminution du taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des prestations définies ont eu des répercussions négatives sur le montant net des pertes actuarielles. Ces fluctuations ont eu un impact important sur le CAERG de la Société et sur le résultat global connexe pour l'exercice 2012.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers. En mars 2011, la Société a renouvelé et augmenté ses facilités de crédit renouvelables de premier rang, consortiales et garanties en les regroupant en une seule facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie (la « facilité de crédit »), consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadiennes et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité de crédit permet à la Société et ses filiales d'emprunter jusqu'à 150 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, et viendra à échéance en mars 2016 (se reporter à la Note 19 des états financiers consolidés). Elle comprend également une clause accordéon qui permettrait de l'augmenter jusqu'à 225 millions de dollars pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Au 31 mars 2012, seule une somme de 59,4 millions de dollars canadiens (59,5 millions de dollars US) avait été prélevée sur cette facilité de crédit. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible et du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations et de ses résultats, la direction ne prévoit pas être confrontée à un risque important de liquidité dans un avenir prévisible. Au 31 mars 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 62,0 millions de dollars, comparativement à 32,9 millions de dollars au 31 mars 2011, dont 39,9 millions de dollars (25,1 millions de dollars au 31 mars 2011) avaient été investis dans des dépôts à court terme auprès de banques faisant partie du syndicat bancaire.

Activités opérationnelles

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités opérationnelles et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités opérationnelles comme suit :

	2012 (000 \$)	2011 (000 \$)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	55 905	50 392
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles	(6 387)	(19 580)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	49 518	30 812

L'augmentation de 5,5 millions de dollars des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles pour l'exercice clos le 31 mars 2012 s'explique essentiellement par la hausse de 7,4 millions de dollars du résultat net, qui a été en partie contrebalancée par une baisse de 2,0 millions de dollars de la charge d'impôt différé.

La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles peut être résumée de la façon suivante :

	2012 (000 \$)	2011 (000 \$)
Comptes clients	2 946	(18 187)
Stocks	(486)	17 799
Facturations progressives	(9 460)	(16 785)
Provisions	432	(1 144)
Autres	181	(1 263)
	(6 387)	(19 580)

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2012, la diminution des comptes clients est principalement attribuable à la réduction du délai moyen de recouvrement des débiteurs, qui s'explique par les efforts soutenus déployés dans le but d'améliorer le recouvrement des comptes clients. Cette baisse a été en partie contrebalancée par l'incidence de la hausse du taux de change de clôture \$ US/\$ CA utilisé pour la conversion des soldes de fin d'exercice des comptes clients libellés en dollars US. La réduction des facturations progressives découle principalement d'une composition du carnet de commandes fermes plus considérable dans le secteur commercial que dans le secteur militaire, de même que d'une diminution du carnet de commandes lié à certains programmes militaires.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2011, l'accroissement du niveau d'activité commerciale par rapport à l'exercice 2010 a eu pour effet d'augmenter le solde des comptes clients d'un exercice sur l'autre. La réduction des stocks et des facturations progressives connexes reflète l'incidence de la diminution du taux de change de clôture \$ US/\$ CA utilisé pour la conversion des soldes de fin d'exercice des filiales américaines de la Société et est aussi attribuable aux améliorations apportées aux activités de fabrication dans le but de réduire les niveaux de stocks.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se résument comme suit :

	2012	2011
	(000 \$)	(000 \$)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(14 923)	(19 646)
Augmentation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	(8 196)	(7 980)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	438	139
Acquisition d'entreprise	—	(28 813)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(22 681)	(56 300)

Le 28 avril 2010, la Société a investi 28,8 millions de dollars afin d'acquérir la quasi-totalité des éléments d'actif nets de l'unité d'exploitation Landing Gear USA (se reporter à la Note 5 des états financiers consolidés).

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-haut se réconcilient comme suit :

	2012	2011
	(000 \$)	(000 \$)
Acquisitions brutes au cours de l'année (se reporter à la Note 14 des états financiers consolidés)	25 661	25 343
Aide gouvernementale	(2 251)	(1 569)
Acquisitions selon l'information sectorielle (se reporter à la Note 28 des états financiers consolidés)	23 410	23 774
Variation des acquisitions non encore payées inclusent dans les comptes fournisseurs – autres à la fin de l'exercice	1 118	(4 128)
Machinerie et équipement acquis aux termes de contrats de location-financement	(9 605)	—
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	14 923	19 646

Le montant des acquisitions d'immobilisations corporelles pour l'exercice 2012 comprend un investissement de 3,8 millions de dollars en lien avec la nouvelle usine au Mexique et un montant de 2,9 millions de dollars pour l'acquisition d'une nouvelle installation à Cleveland. Les activités de Cleveland de l'unité d'exploitation Landing Gear USA seront transférées des installations actuelles louées au nouveau bâtiment au cours du premier trimestre de l'exercice 2013. Les coûts associés à ce transfert ne devraient avoir aucune incidence financière importante.

Pour l'exercice financier 2011, les acquisitions d'immobilisations comprennent les coûts associés à l'agrandissement des installations dédiées au programme du JSF à l'usine de la Société située à Arlington, au Texas, ainsi qu'à la machinerie et l'équipement y afférant. Ils comprennent également l'investissement dans un nouveau laboratoire d'essais de trains d'atterrissage situé à St-Hubert, au Québec qui est nécessaire pour les programmes du secteur de l'aérospatiale que développe actuellement la Société.

Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2013 s'élèveront à environ 25 millions de dollars, dont un montant de 3 millions de dollars relatif à la nouvelle usine au Mexique.

L'augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée représente les coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale, principalement pour des programmes de jets d'affaires. Les ventes liées à ces programmes devraient commencer vers la fin de l'exercice 2013 et augmenteront progressivement au cours des cinq années suivantes.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	2012 (000 \$)	2011 (000 \$)
Augmentation de la dette à long terme	6 983	23 727
Remboursement de la dette à long terme	(6 785)	(6 641)
Augmentation des frais de financement différés	—	(2 198)
Rachat d'actions ordinaires	—	(3 570)
Émission d'actions ordinaires	1 379	1 474
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	1 577	12 792

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, l'augmentation de la dette à long terme reflète l'obtention de nouveaux prêts des autorités gouvernementales destinés à soutenir principalement les coûts de développement de la Société liés à des programmes du secteur de l'aérospatiale. Lors de l'exercice précédent, l'augmentation de la dette à long terme avait été attribuable au prélèvement de 16,5 millions de dollars américains effectué sur la facilité de crédit de la Société pour financer l'acquisition de l'unité d'exploitation Landing Gear USA et à l'obtention de nouveaux prêts des autorités gouvernementales.

Cette année tout comme lors de l'exercice précédent, le remboursement de la dette à long terme comprend le remboursement de contrats de location-financement pour de la machinerie et de l'équipement et d'un billet qui avait été émis dans le cadre de l'acquisition de l'unité d'exploitation Landing Gear USA.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société a émis 223 656 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions pour une contrepartie totale en espèces de 1 061 000 \$. La Société a également émis, aux termes de son régime d'achat d'actions, 44 916 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, pour une contrepartie totale en espèces de 318 000 \$.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011, la Société avait émis 245 221 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions, pour une contrepartie en espèces de 1 144 000 \$. La Société avait également émis 60 802 actions ordinaires, aux termes de son régime d'achat d'actions pour une contrepartie totale en espèces de 330 000 \$. Durant la même période, la Société avait racheté 617 700 actions ordinaires en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités lancée en novembre 2009 (« OPR ») pour une contrepartie totale en espèces de 3 570 000 \$ (se reporter à la Note 21 des états financiers consolidés).

Au 31 mars 2012, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long du prochain exercice.

RÉGIMES DE RETRAITE

La Société offre à certains employés des régimes de retraite à prestations définies. La Société a des régimes de retraite à prestations définies agréés et non agréés. Au 31 mars, la situation de capitalisation de ces régimes s'établissait comme suit :

	2012 (000 \$)	2011 (000 \$)	2010 (000 \$)
Situation de capitalisation des régimes (déficit)	(8 061)	(3 122)	(3 089)

Au 31 mars 2012, le déficit de 8,1 millions de dollars des régimes de retraite exclut un montant de 4,7 millions de dollars pour des engagements liés à des régimes de retraite non agréés en faveur d'anciens dirigeants de Devtek Corporation, une société acquise en juin 2000 et dont le passif du régime de retraite ne requiert pas d'être capitalisé. De fait, la capitalisation ne s'effectue qu'au moment du paiement des prestations au personnel retraité de la direction.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société a pris la décision de capitaliser graduellement certains régimes de retraite à prestations définies non capitalisés sur une période de cinq ans.

Au 31 mars 2012, l'hypothèse de taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des prestations définies des régimes de retraite à prestations définies agréés et non agréés s'établissait à 5,0 %, comparativement à 5,6 % un an auparavant. Cette réduction du taux d'actualisation a eu pour effet d'accroître les obligations des régimes de retraite de 2,4 millions de dollars (se reporter à la Note 24 des états financiers consolidés).

Au 31 mars 2012, les cotisations devant être versées à l'ensemble des régimes de retraite à prestations définies au cours de l'exercice 2013 s'élevaient à 4,0 millions de dollars, tandis que le montant total des exigences de capitalisation minimales pour les régimes de retraite à prestations définies agréés au cours des cinq prochaines années se chiffrait à 7,7 millions de dollars.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Au cours de l'exercice 2010, soit le 25 novembre 2009, la Société a lancé une nouvelle OPR avec l'approbation de la Bourse de Toronto (TSX). En vertu des modalités de l'OPR, la Société pouvait acquérir jusqu'à 1 500 000 de ses actions ordinaires, ce qui représentait environ 5 % des actions émises et en circulation de la société au 19 novembre 2009. L'OPR a pris fin le 24 novembre 2010. Au cours de cette période, la société a racheté 711 100 actions ordinaires à un prix net moyen de 5,68 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 4,0 millions de dollars (se reporter à la Note 21 des états financiers consolidés).

Toutes les actions ordinaires achetées par la Société par le biais de l'OPR ont été acquises sur le marché ouvert par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres marchés canadiens conformément aux politiques de cette dernière et ont été remises par la Société à son agent des transferts pour annulation.

CAPITAL ÉMIS, RÉGIME D'OPTIONS SUR ACTIONS ET RÉGIME D'ACHAT D'ACTIONS

Au 31 mars 2012, la Société comptait 30 442 370 actions ordinaires en circulation (30 173 798 au 31 mars 2011).

Au cours de l'exercice 2012, la Société a émis 223 656 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions à un prix moyen pondéré de 4,75 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 1 061 000 \$. La Société a également émis 44 916 actions ordinaires en vertu de son régime d'achat d'actions à un prix moyen pondéré de 7,08 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 318 000 \$.

Au cours de l'exercice 2011, la Société avait émis 245 221 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions à un prix moyen pondéré de 4,66 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 1 144 000 \$. La Société avait également émis 60 802 actions ordinaires en vertu de son régime d'achat d'actions à un prix moyen pondéré de 5,45 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 330 000 \$.

Au 31 mars 2012, 1 411 344 options sur actions étaient émises et en circulation. Ces options, dont la durée moyenne pondérée avant échéance était de 3,5 années, étaient assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 6,48 \$ l'action (se reporter à la Note 21 des états financiers consolidés).

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, le nombre total d'actions réservées à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions a été remis à niveau en raison du nombre limité d'actions ordinaires encore disponibles en vertu de ces régimes et par suite de l'approbation des actionnaires de la Société lors de l'assemblée générale annuelle et extraordinaire qui a eu lieu le 4 août 2011. Par conséquent, le nombre total d'actions ordinaires disponibles à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes de ces régimes, immédiatement après l'approbation des actionnaires de la Société, s'établissait comme suit :

ACTIONS ORDINAIRES	RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS	RÉGIME D'ACHAT D'ACTIONS	NOMBRE TOTAL D'ACTIONS ORDINAIRES
Nombre total d'actions	2 808 257	340 000	3 148 257

Au 31 mars 2012, 2 784 924 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'options sur actions et 308 754 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'achat d'actions.

RÉGIME DE DROITS À LA PLUS-VALUE D'ACTIONS ET RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES

Jusqu'en août 2010, la Société offrait un régime de droits à la plus-value d'actions (« DPVA ») en vertu duquel des droits étaient attribués aux administrateurs non salariés. Même si le régime de DPVA a depuis été remplacé par un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») qui a été approuvé en mai 2011 par le conseil d'administration de la Société, les DPVA en circulation émises avant le mois d'août 2010 sont toujours valides. Au 31 mars 2012, 130 500 DPVA étaient encore en circulation, assortis d'un prix d'exercice moyen pondéré de 6,32 \$ et devant venir à échéance à diverses dates entre les exercices 2013 et 2016. Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, 12 500 DPVA ont été exercés à un prix d'exercice de 5,00 \$, puisqu'ils étaient sur le point de venir à échéance.

Le régime d'UAD est offert aux administrateurs non salariés de la société dans l'intention, d'une part, d'améliorer la capacité de la Société d'attirer et de retenir des individus exceptionnels pour siéger au conseil d'administration et contribuer à la réussite à long terme de la Société et, d'autre part, de mieux aligner les intérêts des administrateurs non salariés de la Société sur ceux de ses actionnaires.

Le régime d'UAD permet aux participants de recevoir une rémunération à la date de départ, à titre de membres du conseil d'administration, qui représente une contrepartie au comptant égale au cours coté des actions ordinaires de la Société pour chaque UAD. Ces UAD sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées et leur coût est déterminé à l'aide d'un modèle d'évaluation, puis réévalué à chaque période de présentation de l'information financière. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice financier, de convertir jusqu'à concurrence de 50 % de ses honoraires annuels de base d'administrateur en UAD. Les droits afférents à ces UAD sont acquis sur une période d'un an.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société a émis 37 718 UAD, incluant 15 172 UAD relatifs à l'exercice financier 2011.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, la reprise de la charge au titre des DPVA s'est élevée à 43 000 \$ (charge de 410 000 \$ en 2011) tandis que la charge au titre des UAD s'est chiffrée à 164 000 \$ (138 000 \$ en 2011) (se reporter à la Note 21 des états financiers consolidés).

BILANS CONSOLIDÉS

Le tableau qui suit présente et explique en détail les variations importantes ayant affecté les bilans consolidés entre le 31 mars 2011 et le 31 mars 2012 :

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29,1	Se reporter aux états des flux de trésorerie consolidés.
Comptes clients	(2,9)	Diminution du délai moyen de recouvrement des comptes clients qui s'explique par le déploiement d'efforts continus en matière de recouvrement. Cette baisse a été en partie contrebalancée par l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur les comptes clients libellés en dollars américains, par rapport à l'an dernier (1,4 million de dollars).
Stocks	0,5	Cette hausse reflète principalement l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des stocks des établissements américains (1,2 million de dollars).
Instruments financiers dérivés (éléments d'actif à court terme)	(4,5)	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à court terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. La baisse est principalement le résultat, d'une année à l'autre, d'un différentiel moins élevé entre les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme et le taux de clôture utilisé, tous deux en date du bilan.
Autres actifs à court terme	1,8	Cette variation est principalement attribuable à une augmentation de 2,4 millions de dollars des crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir, ce qui cadre avec l'augmentation des coûts de développement admissibles pour des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale.
Immobilisations corporelles, montant net	2,5	Variation imputable à : <ul style="list-style-type: none"> • l'acquisition d'immobilisations corporelles de 23,4 millions de dollars; • l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des actifs nets des établissements américains (1,5 million de dollars). Dédution faite : <ul style="list-style-type: none"> • de la charge d'amortissement (21,8 millions de dollars); • de la cession d'immobilisations corporelles (0,6 million de dollars).
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net (incluant un carnet de commandes net de 2,1 millions de dollars)	6,0	Variation imputable à : <ul style="list-style-type: none"> • une hausse des coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale (7,6 millions de dollars); • l'acquisition de logiciels (0,6 million de dollars); • l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des actifs nets des établissements américains (0,1 million de dollars). Dédution faite : <ul style="list-style-type: none"> • de l'amortissement de la valeur sous-jacente du carnet de commandes (1,3 million de dollars); • de l'amortissement des coûts de développement capitalisés et des logiciels (1,0 million de dollars).
Instruments financiers dérivés (éléments d'actif à long terme)	(6,9)	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à long terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. La baisse est principalement le résultat, d'une année à l'autre, d'un différentiel moins élevé entre les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme et le taux de clôture utilisé, tous deux en date du bilan.

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Comptes fournisseurs et charges à payer	3,7	Augmentation résultant d'une progression du volume des ventes au quatrième trimestre de l'exercice, par rapport à l'exercice précédent, combinée à l'incidence du taux de change \$ US/\$ CA plus élevé utilisé aux fins de conversion des comptes fournisseurs et charges à payer libellés en dollars américains, comparativement à l'exercice précédent (0,6 million de dollars).
Comptes fournisseurs – autres	(1,1)	Baisse attribuable à une diminution de la portion des acquisitions d'immobilisations corporelles non payées.
Facturations progressives (à court et à long terme)	(9,5)	La réduction des facturations progressives reflète essentiellement une composition du carnet de commandes fermes plus considérable dans le secteur commercial que dans le secteur militaire, de même qu'une réduction du carnet de commandes lié à certains programmes militaires. Cette baisse a été en partie contrebalancée par l'incidence de l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des facturations progressives des établissements américains libellées en dollars américains (0,4 million de dollars).
Dettes à long terme (y compris la tranche à court terme)	13,6	Variation imputable à <ul style="list-style-type: none"> • l'obtention de prêts des autorités gouvernementales destinés à soutenir des investissements dans des programmes de développement dans le secteur de l'aérospatiale (7,1 millions de dollars); • de nouveaux contrats de location-financement (9,6 millions de dollars); • la désactualisation au titre des intérêts sur des prêts des autorités gouvernementales (1,6 million de dollars); • l'amortissement de frais de financement différés liés à la nouvelle structure de financement (0,4 million de dollars); • l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion de la dette à long terme libellée en dollars américains (1,7 million de dollars). <p>Déduction faite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de remboursements de capital sur la dette à long terme (6,8 millions de dollars).
Instruments financiers dérivés (éléments de passif à long terme)	1,5	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à long terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. L'augmentation reflète principalement la diminution du taux d'intérêt utilisé à la fin de l'exercice pour évaluer la juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt, comparativement à l'exercice précédent.
Capital émis	2,1	Variation imputable aux actions ordinaires émises en vertu du régime d'options sur actions à la suite de l'exercice d'options sur actions (1,8 million de dollars) et en vertu du régime d'achat d'actions de la Société (0,3 million de dollars).
Cumul des autres éléments du résultat global	(7,4)	Variation imputable à la contrepartie de l'impact des fluctuations du taux de change sur les actifs nets des établissements à l'étranger et sur la couverture des investissements nets dans les établissements américains, combinée aux gains nets (pertes nettes), déduction faite des impôts, réalisés lors de l'évaluation à la juste valeur des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie.
Bénéfices non répartis	25,1	L'augmentation reflète principalement le résultat net de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2012, en partie contrebalancé par les pertes actuarielles et la variation nette de la limite des actifs et des exigences de financement minimales des régimes de retraite à prestations définies de la Société pour l'exercice financier clos le 31 mars 2012.

En date du 31 mars 2012 et du 31 mars 2011, le ratio du fonds de roulement de la Société, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la dette nette/capitaux propres⁽¹⁾ s'établissaient comme suit :

	31 MARS 2012	31 MARS 2011
Ratio du fonds de roulement	2,76:1	2,52:1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	62,0 M\$	32,9 M\$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	0,44:1	0,44:1
Ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾	0,23:1	0,32:1

(1) Se définit comme la dette à long terme (incluant la tranche à court terme) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

Le tableau qui suit présente un résumé des engagements contractuels de la Société, y compris les versements payables au cours de chacune des cinq années subséquentes et les suivantes.

ENGAGEMENTS CONTRACTUELS (000 \$)	VERSEMENTS PAYABLES PAR PÉRIODE				
	TOTAL	1 AN	2 À 3 ANS	4 À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS
Prêts des autorités gouvernementales (incluant les frais d'intérêt accumulés)	48 595	3 367	5 698	8 720	30 810
Contrats de location-financement (incluant les frais d'intérêt)	28 023	7 661	11 420	6 202	2 740
Billet à payer (incluant les frais d'intérêt)	1 596	1 197	399	—	—
Facilité de crédit	59 351	—	—	59 351	—
Sous-total	137 565	12 225	17 517	74 273	33 550
Engagements d'acquisition d'immobilisations corporelles	2 843	2 843	—	—	—
Contrats de location simple – Bâtiments et installations	4 315	929	1 117	669	1 600
Total des engagements contractuels	144 723	15 997	18 634	74 942	35 150

AIDE GOUVERNEMENTALE

Pour l'exercice 2012, la Société a enregistré, à titre de réduction du coût des ventes, un montant de 4,9 millions de dollars (2,4 millions de dollars lors de l'exercice précédent) et, à titre de réduction des dépenses en immobilisations corporelles ou coûts de développement capitalisés, un montant de 5,1 millions de dollars (3,9 millions de dollars lors de l'exercice précédent) en aide gouvernementale.

Cette aide gouvernementale comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement, d'autres crédits d'impôt et la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales.

INSTRUMENTS DÉRIVÉS, POSTES HORS BILAN ET ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

En date du 31 mars 2012, la Société était partie à des contrats de location simple d'une valeur totale de 4,3 millions de dollars portant sur des immeubles et des installations. Ces sommes sont payables au cours des dix prochains exercices financiers. Par ailleurs, la valeur totale des engagements contractuels de la Société au titre de l'acquisition de machinerie et d'équipement se chiffrait à 2,8 millions de dollars (se référer à la Note 25 des états financiers consolidés).

La juste valeur des instruments financiers dérivés présentée dans les bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités contractuelles de l'instrument dérivé et les facteurs des données observables de marché externe, comme les taux d'intérêt, les taux de change et les facteurs de prix et de volatilité, s'il y a lieu. Ils tiennent également compte de la qualité du crédit des instruments financiers sous-jacents.

Au 31 mars 2012, la Société avait des contrats de change à terme avec des banques à charte canadiennes pour la vente de 145,3 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0620 (dollar canadien par rapport au dollar américain, « \$ CA/\$ US »). Ces contrats, qui ont trait en grande partie aux ventes à l'exportation de la Société, viennent à échéance à divers moments entre le mois d'avril 2012 et le mois de mars 2015, mais principalement au cours des deux prochains exercices (se reporter à la Note 31 des états financiers consolidés). À titre comparatif, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 159,0 millions de dollars US en date du 31 mars 2011. Ces contrats étaient assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,1032.

Au 31 mars 2012, la Société était également partie à des contrats de change à terme pour la vente de 4,7 millions de dollars US à un taux moyen pondéré de 1,2262 \$ CA/\$ US (7,7 millions de dollars US à un taux moyen pondéré de 1,2343 au 31 mars 2011). Ces contrats visent à couvrir le risque de change associé à certains dérivés incorporés et viendront tous à échéance au cours de l'exercice financier 2014.

En mars 2011, à la suite du renouvellement de la facilité de crédit de la Société, et dans le but de limiter l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur une portion de sa dette à long terme libellée en dollars US, conformément à sa politique de gestion des risques, la Société a conclu trois ententes de swaps de taux d'intérêt pour un montant total de 40 millions de dollars US. Les ententes qui fixent le TIOI américain à 3,90 % pour un montant de 20 millions de dollars US et à 3,91 % pour des montants totalisant 20 millions de dollars US, viendront à échéance en décembre 2015.

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire uniquement avec des banques à charte canadiennes et leurs filiales ou succursales américaines ainsi qu'avec une succursale canadienne d'une banque américaine, qui sont des institutions financières de première qualité conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

En mars 2011, la Société a désigné certaines dettes à long terme comme couvertures de ses investissements nets dans les établissements américains. Cette désignation demeure en vigueur en date du 31 mars 2012.

CONJONCTURE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE

L'amélioration modeste de l'économie mondiale a eu des répercussions positives sur la plupart des marchés stratégiques de la Société au cours de son exercice financier 2012. Cependant, dans le marché des gros porteurs commerciaux, les fabricants ont annoncé plusieurs augmentations de la cadence de production de leurs programmes d'envergure jusqu'à l'année civile 2014, tandis que la plupart des principaux marchés industriels que dessert la Société bénéficient d'une dynamique de plus en plus favorable. Entre-temps, le marché de l'aérospatiale militaire s'est stabilisé, alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit. Cependant, l'économie demeure fragile en raison de la situation de la dette de divers pays et de l'instabilité géopolitique dans certaines régions. En conséquence, Héroux-Devtek continue à surveiller de près sa stratégie et sa gestion du risque.

Bien que le carnet de commandes de la Société demeure bien rempli, le report ou l'annulation de commandes d'achat pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats à venir. La Société cherche à maintenir un bon équilibre dans son portefeuille entre les ventes sur les marchés de l'aérospatiale commerciale et militaire, de même qu'entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire. Cet équilibre devrait lui permettre d'atténuer les risques associés à un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces marchés.

En outre, les fluctuations rapides de la valeur du dollar canadien, par rapport à la devise américaine, pourraient exercer une pression supplémentaire sur les résultats à venir. Comme cela a déjà été mentionné, et comme il est souligné à la rubrique intitulée « Perspectives », la direction continue de concentrer ses efforts sur la productivité en misant sur des initiatives d'optimisation de sa production, de réduction de ses coûts ainsi que sur sa stratégie relative aux contrats de change à terme afin de demeurer concurrentielle à l'échelle mondiale.

D'un point de vue financier, la Société dispose d'un bilan solide. Elle respecte actuellement toutes ses clauses financières restrictives et prévoit qu'il en sera de même tout au long du prochain exercice. La Société ne prévoit pas avoir de problèmes de liquidité, étant donné que sa facilité de crédit bancaire lui est consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadiennes et une filiale canadienne d'une banque américaine, qui bénéficient de cotes de crédit élevées, et que les principaux clients de la Société sont des chefs de file mondiaux dans leurs domaines respectifs. Cette facilité de crédit a été renouvelée et augmentée au cours de l'exercice financier 2011 et viendra à échéance en mars 2016.

Compte tenu des éléments ci-dessus, la Société maintient ses perspectives à court terme (se reporter à la rubrique ci-après intitulée « Perspectives ») et n'entrevoit actuellement aucun facteur important à court terme susceptible de compromettre le cours de ses activités. Cela dit, et sachant que la Société œuvre, en partie, dans des secteurs qui sont sensibles à la volatilité économique, la direction continuera à faire preuve de prudence (se reporter aux rubriques ci-après intitulées « Risques et incertitudes » et « Perspectives »).

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des jugements et des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre des ventes, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation de passifs éventuels à la date de clôture. Toutefois, l'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société, la direction a fait des jugements et des estimations et a formulé des hypothèses. Les principaux jugements, estimations et hypothèses relatifs à l'avenir et à d'autres sources d'estimations incertaines à la date de clôture qui pourraient amener des ajustements importants à la valeur comptable des actifs et des passifs sont présentés ci-après.

Perte de valeur des actifs non financiers

Il y a perte de valeur lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles et tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux attribuables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget triennal et du plan stratégique de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée ni les importants investissements à venir qui amélioreront le rendement des actifs de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie ainsi qu'aux entrées de trésorerie futures attendues et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des différentes UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail à la note 16 des états financiers consolidés.

Paiement fondé sur des actions

La Société comptabilise le coût des options sur actions, des UAD et des DPVA («attributions fondées sur des actions») en fonction de la juste valeur des actions ordinaires à la date à laquelle celles-ci sont attribuées. L'estimation de la juste valeur des attributions fondées sur des actions exige qu'un modèle d'évaluation approprié soit utilisé, lequel dépend des conditions de leur attribution. Cela comprend également la détermination des intrants les plus appropriés au modèle d'évaluation, dont la durée de vie attendue de l'attribution fondée sur des actions, la volatilité et le rendement des actions ordinaires, et les hypothèses relatives à ces intrants. La durée d'utilité attendue des attributions fondées sur des actions est fondée sur des données historiques et n'est pas nécessairement représentative des types d'exercice qui pourraient survenir. La volatilité prévue reflète l'hypothèse que la volatilité historique est représentative des tendances à venir, ce qui pourrait ne pas être le cas.

Actifs d'impôt différés

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables auxquels ces pertes pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment où l'on disposera de résultats imposables futurs et du montant de ces résultats ainsi que des stratégies de gestion fiscale futures.

Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, le rendement attendu des actifs, les hausses salariales futures, les taux de mortalité et les augmentations futures des prestations de retraite afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les hypothèses fondamentales utilisées pour déterminer les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies et les dépenses afférentes aux régimes, y compris l'analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail dans la note 24 des états financiers consolidés.

Coûts de développement capitalisés

La capitalisation initiale repose sur le jugement de la direction quant à la confirmation de la faisabilité économique, soit généralement lorsqu'un projet de développement d'un produit atteint un jalon défini dans le modèle de gestion du projet. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives à la génération de trésorerie attendue des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser et à la durée attendue des avantages.

La récupération de ces coûts doit provenir des contrats de vente connexes par le biais de leur amortissement, en fonction des quantités prédéterminées dans le contrat. Les quantités comptables de production pour un contrat en particulier sont essentiellement établies au début du contrat ou à la date du contrat et sont basées sur l'évaluation de la direction de la demande anticipée pour l'avion ou le produit en question, en tenant compte principalement du carnet de commandes fermes et engagées ainsi que des options, de même que des conditions économiques et commerciales qui prévalent. La direction révisé cette hypothèse importante sur une base trimestrielle et une révision plus détaillée est effectuée à la fin de l'exercice. L'effet de toute révision apportée à cette hypothèse est comptabilisé immédiatement par l'enregistrement d'ajustement cumulatif durant la période ou l'année financière où la révision est effectuée.

Provisions

La société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir à des périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

Une partie de la dette à long terme, y compris la tranche à court terme, à la date d'entrée en vigueur, est estimée à l'aide de modèles d'évaluation selon la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie conformément aux modes de financement utilisés. Les taux d'actualisation utilisés correspondent aux taux en vigueur sur le marché pour des titres de créance comportant des modalités semblables.

La juste valeur des instruments financiers dérivés présentée dans les bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités contractuelles de l'instrument dérivé et les facteurs des données observables de marché externe, comme les taux d'intérêt, les taux de change et les facteurs de prix et de volatilité, s'il y a lieu. Ils tiennent également compte de la qualité du crédit des instruments financiers sous-jacents.

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

Les normes publiées, mais non encore en vigueur, susceptibles de s'appliquer à la Société sont les suivantes :

IFRS 9, Instruments financiers

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, première étape de son projet visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de classes d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'IAS 39. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation. Cette norme sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2015, et l'application anticipée est permise.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. Cette norme sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2013, et l'application anticipée est permise.

IAS 1, Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a apporté des modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Le principal changement résultant des modifications apportées à l'IAS 1 est une exigence de regrouper les éléments dans les Autres éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés dans l'état des résultats. Les modifications confirment également les exigences actuelles de présentation des Autres éléments du résultat global et du résultat net dans un seul état ou dans deux états consécutifs. La version modifiée de l'IAS 1 entrera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1^{er} avril 2013, et l'application anticipée est permise.

IAS 19, Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a apporté des modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Parmi les changements, les modifications exigent que les entités calculent la composante de financement des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi (habituellement, la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies diminuée de la juste valeur des actifs du régime). Cette modification devrait entraîner une hausse du coût de financement net pour la Société. En outre, les modifications apportées à l'IAS 19 améliorent les exigences quant aux informations à fournir pour les régimes à prestations définies en prévoyant des informations additionnelles sur les caractéristiques des régimes à prestations définies et les risques auxquels une entité est exposée du fait de sa participation à ces régimes. La version modifiée de l'IAS 19 entrera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1^{er} avril 2013, et l'application anticipée est permise.

La Société évalue actuellement l'incidence qu'aura l'adoption de ces nouvelles normes.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Conformément à la Norme multilatérale 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (la « NM 52-109 »), la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, font état des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et a été divulguée adéquatement dans les documents annuels visés par les règlements d'information continue.

Au 31 mars 2012, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société, au sens défini dans la NM 52-109, a également été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures sont efficaces. Cette évaluation a tenu compte de la politique de communication de l'information de la Société et du fonctionnement de son comité de communication de l'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Au 31 mars 2012, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière, au sens défini dans la NM 52-109, a été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers consolidés ont été dressés conformément aux IFRS.

Toutefois, un système de contrôle, peu importe la qualité de sa conception ou de sa mise en application, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs qu'il vise sont atteints.

Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2012 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

RISQUES ET INCERTITUDES

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels soumis à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats opérationnels. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux faisant l'objet d'une description ci-après.

Dépendance envers des clients importants

La Société s'expose à un risque du fait de l'importance de certains contrats ou clients. Les six plus importants clients de la Société représentent environ 59 % de ses ventes. La perte d'une commande quelconque ou encore un délai imposé par l'un de ces clients pourrait avoir des répercussions négatives sur les résultats de la Société.

Lorsque cela est possible, la Société réduit la portée de ce risque en concluant davantage de contrats de vente à long terme avec ses principaux clients.

Disponibilité et prix des matières premières

Les principales matières premières achetées par la Société sont l'aluminium, l'acier et le titane. La Société n'a pratiquement aucun contrôle sur la disponibilité et le prix de ces diverses matières premières. La difficulté à obtenir des matières premières en quantité suffisante et en temps opportun, au même titre d'ailleurs que l'augmentation de leurs prix, pourrait avoir une incidence négative sur les activités de la Société et sa situation financière.

Au cours de l'exercice 2012, avec l'amélioration modeste de l'économie mondiale, la Société a continué à prendre des mesures visant à atténuer ces risques. C'est ainsi que diverses clauses figurent désormais à ses contrats de vente importants à long terme, lesquelles dispositions prévoient le partage, avec ses clients, des risques liés à la disponibilité et au prix des matières premières. Par ailleurs, la Société négocie également des ententes d'approvisionnement à long terme avec ses fournisseurs de matières premières. Enfin, la Société a rehaussé les mesures qu'elle prend à l'égard du contrôle de sa chaîne d'approvisionnement pour s'assurer de recevoir ses produits de base en temps opportun.

Risques opérationnels

Les activités poursuivies par la Société sont soumises à des risques opérationnels, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des fournisseurs clés, les garanties relatives au rendement des produits, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et les systèmes d'information, lesquels représentent tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

À la lumière des risques opérationnels susmentionnés, la Société a instauré diverses stratégies et mesures de contrôle visant à réduire leur incidence sur son exploitation. Celles-ci comprennent :

- Des processus visant à garantir le déroulement approprié des approbations de soumissions, de la planification et de la réalisation de projets, et l'application de normes de qualité à toutes les étapes de la conception d'un nouveau produit, des réalisations d'après dessin et des travaux d'assemblage, de réparation et d'entretien. Ceci inclut l'évaluation de la capacité de la Société à atteindre ses objectifs en matière de ventes (contrats à prix fermes, clauses d'indexation, etc.) et de coût des produits de même qu'à conclure des ententes à long terme avec ses principaux fournisseurs et à instaurer des processus de soumissions concurrentielles.
- Des mesures appropriées de gestion des flux de trésorerie en ayant recours aux avances de clients, dans certains cas, et aux opérations de couverture de change.

Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique

L'incertitude persiste quant à l'impact qu'auront dans le futur la menace d'activités terroristes et les conflits en cours au Moyen-Orient sur le secteur de l'aérospatiale commerciale. Ces enjeux ont habituellement une incidence négative sur le trafic aérien commercial et un impact positif sur les dépenses militaires.

Conjoncture économique

Une conjoncture économique défavorable est susceptible d'avoir des répercussions négatives sur les activités de la Société. À titre d'exemple, l'industrie de l'aérospatiale civile des gros-porteurs a été confrontée dans les années passées à de nombreuses incertitudes, plus particulièrement du côté du marché des avions de 100 places et plus. Depuis l'exercice financier 2006, la faiblesse de la demande a exercé une influence négative sur le marché des jets régionaux; le marché des jets d'affaires est étroitement lié à la conjoncture économique. Par ailleurs, le marché de la production d'énergie industrielle s'est effondré suite au récent ralentissement économique. L'évolution de ces secteurs pourrait avoir une incidence négative sur la situation financière et les résultats opérationnels de la Société. Bien que l'on assiste à un retour progressif de la croissance à long terme, ces secteurs conserveront leur caractère cyclique. De plus, le ralentissement des activités de fabrication causé par une conjoncture économique défavorable pourrait se traduire en des coûts importants pour la Société au chapitre des mises à pied temporaires ou des cessations d'emploi des membres du personnel.

Dépenses d'ordre militaire

Les dépenses militaires sont approuvées par les instances gouvernementales sur une base annuelle et sont tributaires du climat politique et de l'évolution des priorités.

Fluctuations des devises

La Société s'expose à des risques liés aux fluctuations des devises du fait qu'elle poursuit certaines de ses activités au Canada en devises étrangères en plus de réaliser des affaires aux États-Unis. Dans le but d'atténuer ces risques de change et de se protéger, la Société a recours à des instruments financiers dérivés.

La politique de couverture du risque de change de la Société exige d'elle qu'elle réduise son exposition aux devises étrangères, essentiellement le dollar américain, résultant de ses activités canadiennes.

La politique de couverture exige la couverture de 50 à 75 %, en moyenne, de l'exposition aux devises étrangères identifiée, essentiellement pour les deux exercices financiers à venir, des entrées de fonds anticipées découlant de ventes libellées en devise américaine, réalisées par ses établissements canadiens et en lien avec des contrats de vente à long terme, déduction faite des sorties de fonds anticipées, en dollars US, liées principalement à l'achat de matières premières et certains autres coûts de matériaux. Cette politique de couverture vise également, pour une période additionnelle variant entre un et trois exercices financiers sur une base très réduite, les entrées/déboursés nets de fonds anticipés, d'une nature similaire à ceux susmentionnés, en lien avec certains contrats de vente spécifiques à long terme.

Situation de trésorerie et accès à des sources de financement

La Société a continuellement recours aux marchés financiers pour financer ses activités. Pour subvenir à ses besoins financiers, la Société fait usage de titres de créance à long terme et à court terme et puise à même les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles. Tout facteur susceptible d'entraver la capacité de la Société d'accéder aux marchés financiers, notamment les fluctuations importantes des taux d'intérêt sur le marché, les changements de la conjoncture économique ou encore la perception qu'entretiennent les investisseurs à l'égard de la situation financière ou des perspectives de croissance de la Société, pourrait porter préjudice à la situation financière et aux résultats opérationnels de la Société.

Clauses restrictives

Les actes de fiducie régissant certaines créances de la Société, et plus particulièrement sa facilité de crédit, renferment des clauses restrictives qui, entre autres, limitent la capacité qu'a celle-ci de :

- vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses éléments d'actif;
- contracter des titres de dette assortis d'une garantie;
- s'engager dans des transactions de fusion ou de consolidation;
- s'engager dans des transactions avec des sociétés apparentées.

La société est assujettie à diverses clauses restrictives financières en vertu de sa facilité de crédit, lesquelles doivent être respectées à tous les trimestres. Ceci inclut des clauses restrictives financières exigeant un ratio minimum du BAIIA sur le service de la dette, un ratio maximum de la dette nette sur le BAIIA et un ratio maximum de la dette nette sur capitaux propres, tous calculés sur une base consolidée. Ces expressions et ratios sont définis dans la facilité de crédit et ne correspondent pas nécessairement aux indicateurs financiers de la Société ni aux expressions utilisées dans le présent rapport de gestion.

En outre, la Société est assujettie à diverses clauses restrictives financières en vertu de certains contrats de location-financement et de prêts des autorités gouvernementales. Ceux-ci comportent des clauses restrictives financières exigeant un ratio minimum du fonds de roulement et un ratio maximum de la dette à long terme sur les capitaux propres sur la base du bilan consolidé de la Société de même que des niveaux minimums de capitaux propres pour certaines filiales de la Société.

Ces restrictions pourraient entraver la capacité qu'a la Société de financer ses activités futures ou ses besoins en capitaux, ou de s'engager dans d'autres activités commerciales potentiellement avantageuses pour elle.

Fluctuation des taux d'intérêt

La rentabilité de la Société pourrait subir les contrecoups du niveau et des fluctuations des taux d'intérêt. Dans le cadre de son programme de gestion de l'actif et du passif, la Société a recours aux produits dérivés, lorsqu'approprié, pour atténuer ou réduire globalement ses risques financiers.

Afin d'atténuer ces fluctuations, la Société a mis en place une politique de placement à court terme qui dicte le niveau et le type de placements qu'elle devrait chercher à effectuer. La Société maintient également un bon équilibre entre les taux fixes et variables dans son portefeuille de financement.

Environnement commercial externe

La Société fait face à un certain nombre de facteurs de risque externes, plus particulièrement la conjoncture économique, les politiques gouvernementales, les changements de priorités des instances gouvernementales et la possibilité que les gouvernements sabrent leurs dépenses.

Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie

Complexes et perfectionnés, les produits fabriqués par la Société pourraient présenter des défauts difficiles à détecter et à corriger. Des imperfections pourraient être constatées dans les produits de la Société après leur livraison aux clients. Le cas échéant, la Société pourrait ne pas être en mesure de corriger ces irrégularités. L'apparition d'erreurs et de défauts dans les produits de la Société pourrait donner lieu à des réclamations au titre de la garantie ou encore mener à la perte de clients. Les réclamations, les erreurs ou les défauts sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable sur les résultats opérationnels et les activités de la Société. En outre, en raison de la nature des activités de la Société, celle-ci pourrait être visée par des réclamations en responsabilité à l'égard de produits de sa propre fabrication ou encore de produits à l'égard desquels elle fournit des services. La société ne peut obtenir la certitude que sa couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs réclamations d'importance. Qui plus est, nul ne peut garantir que la société sera en mesure d'obtenir une couverture d'assurance d'une teneur et d'un prix satisfaisants dans le futur. Se référer à la rubrique intitulée « Risques opérationnels » apparaissant plus haut.

Questions d'ordre environnemental

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et à la réglementation environnementale relatives aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Des amendements à ces lois et règlements sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. Cette dernière surveille ces risques au moyen de politiques et de systèmes de gestion de l'environnement.

Conventions collectives

La Société est partie à certaines conventions collectives échéant à divers moments dans le futur. Dans la mesure où la Société ne parvenait pas à reconduire ces conventions ou tout autre accord lorsqu'il y aurait lieu de le faire, il pourrait en résulter des arrêts et des interruptions de travail susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur les activités de la Société.

En avril 2011 et en décembre 2011, la Société a renouvelé, respectivement, ses conventions collectives avec les employés de son usine de son usine de trains d'atterrissage de Longueuil et avec ceux de son usine de trains d'atterrissage de Laval, toutes les deux pour une période de trois ans. La convention collective des employés de l'usine d'aérostructure de Dorval devra être renouvelée en mai 2013.

Main-d'œuvre qualifiée

La capacité de Héroux-Devtek d'atteindre ses objectifs dans l'avenir dépend, en partie, de son habileté à attirer et à retenir à son service les travailleurs qualifiés nécessaires à la poursuite de ses activités. Il est anticipé que le marché des travailleurs spécialisés de l'industrie de l'aérospatiale demeurera fortement concurrentiel dans le futur. L'incapacité de la Société à attirer et à retenir à son service des travailleurs qualifiés, plus particulièrement des ingénieurs, des machinistes et des programmeurs, pourrait avoir une incidence négative sur sa situation financière et ses résultats opérationnels.

La réponse de la Société face à ce risque consiste à développer à l'interne les compétences de ses ressources humaines, à retenir les employés qualifiés qu'elle compte déjà dans ses rangs et à attirer les meilleurs talents qui soient en entretenant une culture organisationnelle forte. Par conséquent, Héroux-Devtek n'entrevoit pas un accroissement substantiel de ses besoins en matière de main-d'œuvre au cours des prochaines années.

Les cycles économiques ont des répercussions négatives sur le financement des régimes de retraite à prestations définies de la Société et des dépenses connexes. Rien ne garantit que les dépenses et les contributions nécessaires au financement de ces régimes de retraite n'augmenteront pas dans l'avenir et, par conséquent, qu'elles n'auront pas de répercussions négatives sur les résultats opérationnels et la situation financière de la Société. Les risques associés au financement des régimes à prestations définies pourraient se matérialiser dans l'éventualité où les obligations totales aux termes d'un régime de retraite surpasseraient la valeur totale de ses fonds en fiducie. Des rendements moins élevés que prévus sur les placements, des changements au taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des régimes de retraite ou encore des pertes actuarielles peuvent engendrer des manques à gagner. Ce risque est atténué par les politiques et procédures instituées par la Société et son comité des régimes de retraite pour surveiller les risques liés aux placements et le financement des régimes de retraite.

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(000 \$, sauf les données par action)	TOTAL	PREMIER TRIMESTRE	DEUXIÈME TRIMESTRE	TROISIÈME TRIMESTRE	QUATRIÈME TRIMESTRE
<i>Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2012</i>					
Ventes	380 336	91 873	86 002	93 412	109 049
BAIIA	64 722	14 948	13 578	16 905	19 291
Résultat net	26 481	5 797	4 812	6 910	8 962
Bénéfice par action (\$) – de base	0,87	0,19	0,16	0,23	0,29
Bénéfice par action (\$) – dilué	0,86	0,19	0,16	0,23	0,29

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2011

Ventes	357 572	82 541	83 194	85 843	105 994
BAIIA	57 095	11 966	11 300	14 684	19 145
Résultat net	19 129	3 318	2 654	5 165	7 992
Bénéfice par action (\$) – de base	0,64	0,11	0,09	0,17	0,26
Bénéfice par action (\$) – dilué	0,63	0,11	0,09	0,17	0,26

Historiquement, le deuxième trimestre d'un exercice financier a été traditionnellement, en quelque sorte, une période avec moins d'activités ceci étant attribuable à des facteurs saisonniers comme les fermetures d'usine et les vacances estivales.

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012

La Société a produit des résultats financiers records pour le trimestre clos le 31 mars 2012, avec des ventes de 109,0 millions de dollars, en hausse de 2,9 % par rapport à 106,0 millions de dollars pour la même période l'an passé malgré l'incidence négative de 0,6 million de dollars attribuable au taux de change \$ US/\$ CA. Ces ventes supplémentaires sont le fruit d'une hausse des ventes de 3,1 millions de dollars du secteur Industriel attribuables à une progression des ventes destinés au secteur de l'équipement lourd et de turbines à gaz. Dans le secteur de l'aérospatiale, les ventes commerciales ont progressé de 4,3 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent en raison de l'obtention de nouveaux mandats liés au programme du Gulfstream (GV) et d'une augmentation de la cadence de production des programmes de gros porteurs commerciaux et de jets d'affaires, mais ont été en partie contrebalancées par une diminution des besoins des clients liés aux programmes d'avions régionaux. Les ventes de produits militaires ont reculé de 4,4 millions de dollars par rapport à l'an dernier, essentiellement en raison d'une diminution des besoins des clients dans le marché secondaire pour le F-16 et d'une baisse des ventes liées au F-22 puisque ce programme tire à sa fin.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2012, la marge brute consolidée, exprimée en pourcentage des ventes, a augmenté de 0,7 % pour s'établir à 19,6 %, comparativement à l'exercice précédent. Ce trimestre, l'incidence négative sur la marge brute des coûts de démarrage engagés cette année dans le cadre du démarrage de la nouvelle usine du Mexique s'est chiffrée à 0,3 million de dollars, soit 0,3 % des ventes, tandis que les fluctuations des devises américaine et canadienne ont aussi eu une incidence négative sur la marge brute en dollars de 0,5 million de dollars, ou 0,4 % des ventes. L'augmentation de la marge brute reflète une hausse du volume des ventes dans le secteur Industriel, une composition des ventes favorable dans le secteur de l'aérospatiale et des améliorations continues de la productivité dans les deux secteurs. Le résultat net s'est élevé à 9,0 millions de dollars, ou 0,29 \$ par action, sur une base pleinement diluée, comparativement à un résultat net de 8,0 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action, sur une base pleinement diluée, lors de l'exercice précédent.

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles d'exploitation ont atteint 18,6 millions de dollars, comparativement à 17,4 millions de dollars au quatrième trimestre de l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation du résultat net. La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles a représenté une sortie nette de 3,9 millions de dollars, comparativement à une sortie nette de 14,5 millions de dollars au dernier trimestre de l'exercice précédent. Cette sortie nette du quatrième trimestre s'explique principalement par une augmentation des comptes clients (12,4 millions de dollars) et une diminution des facturations progressives (3,4 millions de dollars), en partie contrebalancées par une baisse des stocks (8,3 millions de dollars) et une hausse des comptes fournisseurs et charges à payer (4,3 millions de dollars) comparativement au trimestre précédent clos le 31 décembre 2011. Ces variations sont attribuables au volume de ventes record réalisé au dernier trimestre de l'exercice. Les sorties de fonds de l'exercice précédent s'expliquaient principalement par une augmentation des comptes clients (25,0 millions de dollars) et une diminution des facturations progressives (5,7 millions de dollars), contrebalancées en partie par une baisse des stocks (9,8 millions de dollars) et une hausse des comptes fournisseurs et charges à payer (7,3 millions de dollars) comparativement au trimestre clos le 31 décembre 2010. Ces variations étaient attribuables à une progression importante des ventes au quatrième trimestre de l'exercice antérieur.

PERSPECTIVES

Les conditions demeurent favorables dans le marché de l'aérospatiale commerciale, quoique la situation incertaine en Europe engendre une baisse de la croissance anticipée du transport aérien pour l'année civile 2012. Selon les plus récentes prévisions de l'IATA le marché des passagers devrait enregistrer une croissance de 4,2 % au cours de l'année civile 2012, comparativement à une croissance de 5,9 % pour l'Année civile 2011, tandis que le volume de fret aérien devrait croître de 2,2 % au cours de l'année civile 2012, après avoir légèrement fléchi durant l'année civile 2011 ¹⁰.

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, les fabricants ont annoncé plusieurs augmentations de la cadence de production des programmes d'envergure pour les années civiles 2012 à 2014 ¹¹. Les sociétés Boeing et Airbus prévoient ainsi toutes deux une hausse des livraisons au cours de l'année civile 2012 par rapport à l'année précédente. En outre, leurs carnets de commandes demeurent remplis et représentent environ sept ans de production aux cadences de production actuelles.

Même si les ventes de jets d'affaires neufs ont chuté durant l'année civile 2011, certains indicateurs démontrent une reprise imminente, comme une utilisation accrue des avions et une diminution du nombre d'avions usagés à vendre, en proportion de l'ensemble de la flotte. En dépit de la faiblesse relative de la reprise économique, les livraisons de jets d'affaires devraient augmenter modestement au cours de l'année civile 2012, mais des sources de l'industrie anticipent une accélération par la suite et estiment que la croissance pourrait se poursuivre sur une période de cinq ans ¹².

Le marché de l'aérospatiale militaire devrait demeurer stable alors que les gouvernements tentent de résorber leurs déficits. La Société croit toutefois que son portefeuille bien diversifié dans le secteur militaire et l'équilibre qu'elle maintient entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, devraient atténuer son exposition à d'éventuelles réductions des budgets alloués à la défense. En ce qui a trait au programme du JSF, la Société prévoit produire, au cours de l'exercice 2013, un nombre similaire de lots à celui de l'exercice 2011, compte tenu du calendrier révisé du programme.

La conjoncture demeure favorable dans les principaux marchés industriels que dessert la Société. Dans le secteur de la production d'énergie, d'importants fabricants d'équipement nord-américains continuent à faire part d'un nombre croissant de nouvelles commandes. Les carnets de commandes des plus importants fabricants d'équipements lourds demeurent également en progression ¹³.

Il est prévu que les dépenses en immobilisation pour l'exercice 2013 s'élèveront à environ 25 millions de dollars, incluant un investissement d'environ 3 millions de dollars lié à la nouvelle usine au Mexique. La Société est en voie d'accélérer la production dans sa nouvelle installation du Mexique. Ces développements positifs, jumelés à son bilan solide et les fonds disponibles en vertu de sa facilité de crédit, permettent à Héroux-Devtek d'envisager la possibilité de réaliser d'autres acquisitions stratégiques susceptibles d'enrichir son portefeuille de produits et ses technologies.

Au 31 mars 2012, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 493 millions de dollars, comparativement à 502 millions de dollars à la clôture du précédent exercice. Malgré ce carnet de commandes bien rempli et les solides relations d'affaires qu'elle entretient avec ses clients, la Société continuera d'accroître sa productivité et de réduire sa base de coûts afin de demeurer concurrentielle compte tenu du caractère de plus en plus mondial de l'industrie aérospatiale.

En supposant que le dollar canadien demeure à parité avec la devise américaine et en tenant compte des contrats de change à terme auxquels elle est partie, la Société prévoit que ses ventes enregistreront une croissance interne d'environ 5 % pour l'exercice financier qui prendra fin le 31 mars 2013 comparativement à l'exercice clos le 31 mars 2012. Comme les cadences de production de plusieurs programmes d'envergure augmenteront progressivement au cours des prochains exercices financiers, la Société croit que sa croissance devrait être soutenue durant cette période. La direction est confiante de réaliser son objectif à long terme d'enregistrer une progression de 10 % par année, en moyenne, par le biais de la croissance interne et d'alliances stratégiques, pour autant que les cours des devises demeurent relativement stables.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET INFORMATION CONTINUE

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le Comité d'audit le 23 mai 2012 et par le conseil d'administration le 24 mai 2012. De l'information plus récente concernant la Société est disponible sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

¹⁰ Source : IATA, *Prévisions financières de l'industrie, mars 2012*

¹¹ Sources : *Communiqués de presse d'Airbus du 18 mai 2011 et du 3 février 2011. Communiqués de presse de Boeing du 15 juin 2011 et du 20 décembre 2010.*

¹² Sources : JETNET, FAA, Teal Group, *Forecast International*

¹³ Sources : *Communiqué de presse de GE publié le 20 avril 2012; communiqué de Caterpillar publié le 25 avril 2012*

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion ci-joints de Héroux-Devtek Inc. (la «Société») et toute autre information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été examinés et approuvés par le conseil d'administration. Les états financiers consolidés ci-joints ont été dressés par la direction conformément aux normes internationales d'information financière. Le rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Les états financiers consolidés et le rapport de gestion renferment certains éléments fondés sur les meilleures estimations et jugements à l'égard de l'incidence prévue des événements et opérations actuels. La direction a établi ces éléments de manière raisonnable, afin d'assurer que les états financiers consolidés et le rapport de gestion donnent une image fidèle, à tous les égards importants. L'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel concorde avec celle des états financiers consolidés. Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans les présents états financiers consolidés sont libellés en dollars canadiens.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont conçu, ou ont fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière et des contrôles et des procédures de communication de l'information pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable, que les états financiers consolidés ont été dressés, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux normes internationales d'information financière et que l'information importante liée à la Société leur a été communiquée et a été présentée adéquatement dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion ci-joints. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont aussi évalué l'efficacité de ces contrôles internes à l'égard de l'information financière et des contrôles et des procédures de communication de l'information à la fin de l'exercice 2012. En date du 31 mars 2012, la direction est d'avis que les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les contrôles et les procédures de communication de l'information fournissent une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable, que les états financiers consolidés ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux normes internationales d'information financière et que l'information importante liée à la Société a été présentée adéquatement dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion. En outre, selon ces évaluations, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont établi qu'il n'existait aucune faiblesse importante des contrôles internes à l'égard de l'information financière et des contrôles et des procédures de communication de l'information. Conformément au Règlement 52-109, le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont fourni aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières une attestation à l'égard des documents d'information annuels de Héroux-Devtek Inc., y compris les états financiers consolidés et le rapport de gestion.

Le conseil d'administration est chargé de veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés et du rapport de gestion. Le conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité d'audit. Le comité d'audit est nommé par le conseil d'administration, et tous ses membres sont des administrateurs indépendants possédant des compétences financières.

Le comité d'audit rencontre périodiquement la direction, ainsi que les auditeurs externes, afin d'examiner les états financiers consolidés, le rapport des auditeurs externes et le rapport de gestion, de discuter de questions d'audit et de questions de présentation de l'information financière, de discuter des contrôles internes à l'égard de l'information financière, et de s'assurer que chaque partie s'acquitte adéquatement de ses responsabilités. En outre, le comité d'audit est chargé d'examiner la pertinence des conventions comptables ainsi que les estimations et jugements importants qui sous-tendent les états financiers consolidés dressés par la direction, d'examiner les honoraires versés aux auditeurs externes et de faire des recommandations au conseil d'administration à cet égard. Le comité d'audit fait part de ses constatations au conseil d'administration pour qu'il en soit tenu compte lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers consolidés et du rapport de gestion à l'intention des actionnaires.

Les états financiers consolidés ont été audités, au nom des actionnaires, par les auditeurs externes, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les auditeurs externes ont librement et pleinement accès au comité d'audit afin de discuter de leur audit et de questions connexes.



Gilles Labbé, FCPA, FCA
Président et chef de la direction



Réal Bélanger, CPA, CA
Vice-président exécutif et chef de la direction financière

Le 24 mai 2012

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de Héroux-Devtek Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Héroux-Devtek inc., qui comprennent les bilans consolidés aux 31 mars 2012 et 2011 et au 1^{er} avril 2010, et les états consolidés des résultats et du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les états consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mars 2012 et 2011, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

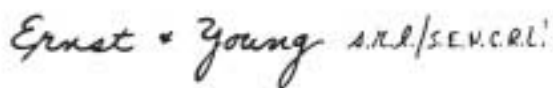
Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Héroux-Devtek inc. aux 31 mars 2012 et 2011 et au 1^{er} avril 2010 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mars 2012 et 2011 conformément aux Normes internationales d'information financière.



Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables agréés

Montréal (Québec)
Le 24 mai 2012

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A118111

BILANS CONSOLIDÉS

AUX 31 MARS 2012, 31 MARS 2011 ET 1^{ER} AVRIL 2010 (en milliers de dollars canadiens)

	NOTES	31 MARS 2012	31 MARS 2011	1 ^{ER} AVRIL 2010
Actif	5, 19			
Actif à court terme				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	62 007 \$	32 910 \$	46 591 \$
Comptes clients		59 677	62 623	39 085
Impôts à recevoir		1 500	716	1 349
Stocks	11	135 323	134 837	116 740
Instruments financiers dérivés	12	6 471	10 923	7 568
Autres actifs à court terme	13, 25	16 492	14 738	13 325
		281 470	256 747	224 658
Immobilisations corporelles, montant net	6, 14	153 208	150 677	144 504
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	15	24 514	18 486	11 698
Instruments financiers dérivés	12	3 236	10 132	12 408
Goodwill	16	36 068	35 887	31 110
Actif détenu en vue de la vente	8	611	611	—
Total de l'actif		499 107 \$	472 540 \$	424 378 \$
Passif et capitaux propres				
Passif à court terme				
Comptes fournisseurs et charges à payer	17	56 319 \$	52 577 \$	42 292 \$
Comptes fournisseurs – autres	14	3 010	4 128	2 570
Provisions	18	12 157	11 600	11 653
Facturations progressives		16 393	24 555	24 529
Impôts à payer		2 381	1 622	138
Instruments financiers dérivés	12	827	852	2 021
Tranche à court terme de la dette à long terme	19	10 867	6 353	5 462
		101 954	101 687	88 665
Dette à long terme	19	108 249	99 155	82 973
Provisions	18	4 866	4 991	4 855
Facturations progressives		7 512	8 810	7 803
Instruments financiers dérivés	12	2 700	1 158	1 716
Passifs d'impôt différé	23	17 071	18 931	16 315
Autres passifs	20	12 788	13 265	10 988
		255 140	247 997	213 315
Capitaux propres				
Capital émis	21	102 202	100 136	100 641
Surplus d'apport	21	3 059	3 330	3 145
Cumul des autres éléments du résultat global	22	2 515	9 947	11 198
Résultats non distribués		136 191	111 130	96 079
		243 967	224 543	211 063
		499 107 \$	472 540 \$	424 378 \$

Engagements et éventualités (notes 25 et 26)

Les notes ci-jointes, y compris la note 33 – *Passage aux Normes internationales d'information financière*, font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,



Louis Morin
Administrateur



Gilles Labbé
Administrateur

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

	NOTES	2012	2011
	5		
Ventes		380 336 \$	357 572 \$
Coût des ventes	6, 7, 11	312 706	299 294
Marge brute		67 630	58 278
Frais de vente et d'administration	7, 21	26 961	25 829
Résultat opérationnel		40 669	32 449
Frais financiers	19	6 307	5 638
Résultat avant impôt sur le résultat et frais de restructuration		34 362	26 811
Frais de restructuration	8	—	637
Résultat avant impôt sur le résultat		34 362	26 174
Impôt sur le résultat	23	7 881	7 045
Résultat net		26 481 \$	19 129 \$
Bénéfice par action – de base	9	0,87 \$	0,64 \$
Bénéfice par action – dilué	9	0,86 \$	0,63 \$

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens)

	NOTES	2012	2011
	22		
Résultat net		26 481 \$	19 129 \$
Autres éléments du résultat global :			
Gain (perte) découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger		2 802	(3 573)
Couverture de flux de trésorerie :			
Gains nets (pertes nettes) sur évaluation des instruments financiers dérivés, déduction faite de la charge (recouvrement) d'impôt de (199) \$ (2 907 \$ en 2011)		(485)	8 630
Gains nets sur instruments financiers dérivés reclassés en résultat net, déduction faite de la charge d'impôt de 3 108 \$ (2 383 \$ en 2011)		(8 407)	(6 898)
Gains nets (pertes nettes) sur la couverture des investissements nets dans des établissements américains, déduction faite de la charge (recouvrement) d'impôt de (319) \$ (207 \$ en 2011)		(1 342)	590
Régimes de retraite à prestations définies :			
Pertes actuarielles, déduction faite du recouvrement d'impôt de 970 \$ (450 \$ en 2011)		(2 658)	(1 249)
Variation nette de la limite des actifs et des exigences de financement minimal, déduction faite de la charge d'impôt de 449 \$ (recouvrement de 449 \$ en 2011)		1 238	(1 238)
Autres éléments du résultat global		(8 852)	(3 738)
Résultat global		17 629 \$	15 391 \$

Les notes ci-jointes, y compris la note 33 – *Passage aux Normes internationales d'information financière*, font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Capitaux propres
Solde au 31 mars 2011		100 136 \$	3 330 \$	9 947 \$	111 130 \$	224 543 \$
Actions ordinaires :	21					
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		1 748	(687)	—	—	1 061
Émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat		318	—	—	—	318
Charge au titre du paiement fondé sur des actions	21	—	416	—	—	416
Résultat net		—	—	—	26 481	26 481
Autres éléments du résultat global		—	—	(7 432)	(1 420)	(8 852)
Solde au 31 mars 2012		102 202 \$	3 059 \$	2 515 \$	136 191 \$	243 967 \$

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Capitaux propres
Solde au 1^{er} avril 2010		100 641 \$	3 145 \$	11 198 \$	96 079 \$	211 063 \$
Actions ordinaires :	21					
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		1 144	—	—	—	1 144
Émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat		330	—	—	—	330
Rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société		(1 979)	—	—	(1 591)	(3 570)
Charge au titre du paiement fondé sur des actions	21	—	185	—	—	185
Résultat net		—	—	—	19 129	19 129
Autres éléments du résultat global		—	—	(1 251)	(2 487)	(3 738)
Solde au 31 mars 2011		100 136 \$	3 330 \$	9 947 \$	111 130 \$	224 543 \$

Les notes ci-jointes, y compris la note 33 – *Passage aux Normes internationales d'information financière*, font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens)

	NOTES	2012	2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés à ce qui suit :			
Activités opérationnelles			
Résultat net		26 481 \$	19 129 \$
Éléments hors trésorerie :			
Charge d'amortissement	7, 14, 15	24 053	24 646
Charge d'impôt différé	23	2 157	4 123
Perte à la vente d'immobilisations corporelles		195	324
Amortissement des frais de financement différés	19	440	350
Charge de désactualisation au titre des intérêts et ajustements au taux d'actualisation	19	2 163	1 635
Charge au titre du paiement fondé sur des actions	21	416	185
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		55 905	50 392
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles	27	(6 387)	(19 580)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		49 518	30 812
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(14 923)	(19 646)
Augmentation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	15	(8 196)	(7 980)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles		438	139
Acquisition d'entreprise	5	—	(28 813)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(22 681)	(56 300)
Activités de financement			
Augmentation de la dette à long terme	5, 19	6 983	23 727
Remboursement de la dette à long terme	19	(6 785)	(6 641)
Augmentation des frais de financement différés		—	(2 198)
Rachat d'actions ordinaires	21	—	(3 570)
Émission d'actions ordinaires	21	1 379	1 474
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		1 577	12 792
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
		683	(985)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice		29 097	(13 681)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		32 910	46 591
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		62 007 \$	32 910 \$
Intérêts et impôts pris en compte dans les activités opérationnelles :			
Intérêts payés		3 678 \$	3 474 \$
Impôts payés		4 389 \$	1 114 \$

Les notes ci-jointes, y compris la note 33 – *Passage aux Normes internationales d'information financière*, font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 1. NATURE DES ACTIVITÉS ET INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Héroux-Devtek Inc. est constituée en société en vertu des lois du Québec. Son siège social est situé au Complexe St-Charles, 1111, rue St Charles Ouest, bureau 658, tour Est, Longueuil (Québec) Canada. Héroux-Devtek Inc. et ses filiales (la «Société») se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation et la remise à neuf de systèmes et de composants utilisés principalement dans les secteurs Aérospatiale et Produits industriels.

NOTE 2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des instruments financiers dérivés, qui ont été évalués à la juste valeur.

Déclaration de conformité

Le 1^{er} avril 2011, la Société a adopté les Normes internationales d'information financière («IFRS») pour établir et présenter ses états financiers consolidés. Avant le présent exercice 2012, les états financiers consolidés étaient établis et présentés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada alors en vigueur («référentiel comptable antérieur»).

Par conséquent, les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux IFRS. Comme il s'agit de ses premiers états financiers consolidés annuels préparés selon les IFRS, la Société a appliqué la norme IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*. Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2011 ainsi que le bilan d'ouverture au 1^{er} avril 2010 ont été retraités afin de les rendre conformes aux IFRS. Ces retraitements sont expliqués à la note 33.

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS fait appel à certaines estimations comptables critiques. Elle nécessite également que la direction fasse preuve de jugement dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les domaines particulièrement complexes qui exigent un niveau élevé de jugement ainsi que ceux où les hypothèses et les estimations sont importantes par rapport aux états financiers consolidés sont décrits à la note 4.

Les présents états financiers consolidés ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration de la Société le 24 mai 2012.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales, toutes en propriété exclusive.

Les présents états financiers consolidés regroupent les principales filiales en propriété exclusive de la Société suivantes :

- McSwain Manufacturing Corporation
- Progressive Incorporated
- Devtek Aerospace Inc.
- HDI Landing Gear (USA) Inc.
- Héroux Devtek México, S.A. de C.V.

Les filiales sont pleinement consolidées à partir de la date d'acquisition, c'est-à-dire la date de prise de contrôle par la Société, et continuent d'être consolidées jusqu'à la date de cessation de ce contrôle. Les états financiers des filiales sont préparés pour la même période de présentation de l'information financière que celle de Héroux-Devtek Inc., selon les mêmes méthodes comptables.

Toutes les transactions intersociétés et tous les soldes de compte sont complètement éliminés.

NOTE 3. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

A. Devises

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens. Chaque entité de la Société comptabilise les transactions dans sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers consolidés de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 3. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

A. Devises (suite)

La monnaie fonctionnelle de Héroux-Devtek Inc. et de ses activités au Canada et au Mexique est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle des établissements américains est le dollar américain. La monnaie fonctionnelle d'une entité est déterminée en fonction de l'environnement économique principal dans lequel cette dernière exerce ses activités.

a. Conversion des transactions et des soldes des comptes

Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont reconvertis au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date de clôture. Toutes les différences sont incluses dans l'état des résultats consolidé.

Les éléments non monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change à la date des transactions.

b. Conversion des états financiers des établissements à l'étranger

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au taux de change à la date de clôture et l'état des résultats est converti au taux de change moyen pour l'exercice. Les différences découlant de la conversion sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et demeurent dans le cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à la vente des investissements nets connexes, pour être ensuite comptabilisées dans l'état des résultats consolidé.

B. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en banque et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale d'au plus trois mois.

C. Stocks

Les stocks comprennent les matières premières, la main-d'œuvre directe et les coûts indirects de fabrication connexes. Le cas échéant, ils comprennent le montant de l'amortissement des coûts de développement capitalisés des contrats de vente connexes.

Les stocks comprennent les matières premières, les produits en cours de fabrication et les produits finis, lesquels sont évalués au moindre du coût (méthode du coût unitaire) et de la valeur nette de réalisation.

La méthode du coût unitaire est la méthode de coût selon laquelle les coûts de production réels sont imputés à chaque unité produite et comptabilisés dans l'état des résultats consolidé à mesure que les unités sont livrées. Les estimations de la valeur nette de réalisation sont fondées sur les données les plus fiables disponibles quant au montant des stocks que la Société prévoit réaliser. Ces estimations tiennent compte des fluctuations de prix ou de coût liées directement à des événements survenant après la date de clôture dans la mesure où de tels événements confirment des conditions existantes à la date de clôture.

D. Immobilisations corporelles

• Actifs acquis

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant (voir le point H). Ces coûts comprennent le coût de remplacement d'une partie importante d'une immobilisation corporelle et, dans cette situation, la valeur comptable de la partie remplacée est décomptabilisée. Les coûts comprennent également des coûts d'emprunt directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif admissible (voir le point F).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 3. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

D. Immobilisations corporelles (suite)

• Actifs acquis (suite)

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif comme suit :

- Bâtiments et améliorations locatives – 5 à 50 ans
- Machinerie et équipement – 3 à 15 ans
- Outillage utilisé pour des contrats précis – selon les quantités préétablies dans le contrat, sans toutefois dépasser la moindre des deux valeurs suivantes : dix ans ou la durée d'utilité. Les quantités prévues au contrat sont évaluées au début du stade de production, en tenant compte notamment des commandes fermes et des options. La direction de la Société mène des examens trimestriels et annuels.
- Pièces d'outillage standard et générales – 5 ans
- Matériel roulant – 3 à 10 ans
- Matériel informatique et de bureau – 3 à 5 ans.

Un élément des immobilisations corporelles est décomptabilisé à la cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Le gain ou la perte lié(e) à la décomptabilisation de l'actif (calculé comme la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif) est inclus(e) dans l'état des résultats consolidé de l'exercice pour lequel l'actif est décomptabilisé. La valeur résiduelle, la durée d'utilité et la méthode d'amortissement de l'actif sont révisées et ajustées annuellement en fin d'exercice, ou lorsque certaines circonstances le justifient.

La valeur actuelle du coût prévu du démantèlement de l'actif après son utilisation est comprise dans le coût de l'actif respectif si les critères de comptabilisation d'une provision sont respectés. Voir le point L, Provisions, de la présente note, et la note 4, Principaux jugements, estimations et hypothèses comptables, pour de plus amples informations sur la provision de démantèlement comptabilisée.

• Actifs loués

Pour déterminer si un accord est un contrat de location ou contient un tel contrat, il faut se fonder sur la substance de l'accord à la date d'entrée en vigueur et établir si l'exécution de l'accord dépend de l'utilisation d'un ou de plusieurs actifs déterminés ou si l'accord confère le droit d'utiliser l'actif.

La Société en tant que locataire

Les contrats de location aux termes desquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété est transférée à la Société sont considérés comme des contrats de location-financement. Un contrat de location-financement est capitalisé à la date de prise d'effet du contrat à la juste valeur du bien loué ou, si elle est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, calculée selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre les frais financiers et la réduction de l'obligation liée au contrat de location. Les frais financiers sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidé. Les actifs loués capitalisés sont comptabilisés dans les catégories d'immobilisations corporelles correspondant à leur nature. Les actifs loués capitalisés sont amortis sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou sur la durée du contrat de location, selon la plus courte des deux, s'il n'y a pas de certitude raisonnable que la Société deviendra propriétaire des actifs avant l'expiration du contrat de location.

Les contrats de location aux termes desquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété n'est pas transférée à la Société sont considérés comme des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges lorsqu'ils surviennent.

E. Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée comprennent les coûts de développement capitalisés, le carnet de commandes et les logiciels. Ils sont évalués au coût à leur comptabilisation initiale. Le coût de ces actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est comptabilisé à la juste valeur à la date d'acquisition. Suivant la comptabilisation initiale, ils sont inscrits au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant.

Les coûts de développement liés à un contrat de vente en particulier sont capitalisés à titre d'actifs incorporels lorsque la Société remplit les critères suivants :

- La faisabilité requise pour achever l'actif incorporel afin qu'il soit prêt à être utilisé ou vendu
- L'intention de la Société d'achever l'actif incorporel
- Sa capacité d'utiliser ou de vendre l'actif
- La probabilité que l'actif générera des avantages économiques futurs
- La disponibilité des ressources pour achever l'actif
- La capacité d'évaluer de manière fiable les dépenses imputables durant la phase de mise en œuvre

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 3. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

E. Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (suite)

Les coûts de développement capitalisés (coûts de conception et de fabrication et autres coûts connexes) liés aux contrats de vente sont amortis en fonction des quantités préétablies dans le contrat. Ils sont présentés déduction faite de l'aide gouvernementale et des contributions des clients.

Les quantités déterminées par contrat sont établies selon l'évaluation par la direction au début de la production pour chaque contrat, en tenant compte, entre autres facteurs, des commandes fermes et des options existantes. La direction de la Société mène des examens trimestriels ainsi qu'un examen annuel détaillé, au quatrième trimestre, des quantités établies par contrat et des coûts de développement capitalisés liés aux contrats, et de la recouvrabilité de ces coûts.

Suivant la comptabilisation initiale des coûts de développement capitalisés à titre d'actif, l'actif est comptabilisé au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant. L'amortissement commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être utilisé. Durant la période de développement, l'actif est soumis à un test de dépréciation annuel.

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée sont amortis sur leur durée d'utilité et soumis à un test de dépréciation lorsqu'il y a lieu de penser que l'actif incorporel pourrait avoir subi une perte de valeur. La période et la méthode d'amortissement d'un actif incorporel à durée d'utilité déterminée sont revues au moins à chaque fin d'exercice ou lorsque des circonstances particulières le justifient. Tout changement apporté à la durée d'utilité prévue ou au modèle prévu de consommation des avantages économiques futurs inclus est comptabilisé comme tel dans les estimations comptables (voir la note 4).

Les logiciels sont amortis sur une période de 3 à 5 ans. Le carnet de commandes est amorti en fonction des unités livrées dans le cadre des contrats de vente connexes.

Le gain ou la perte découlant de la décomptabilisation d'un actif incorporel correspond à la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif, et est comptabilisé(e) dans l'état des résultats consolidé.

F. Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges lorsqu'ils surviennent, sauf lorsqu'ils sont capitalisés à même le coût d'un actif admissible. Les coûts d'emprunt sont capitalisés lorsque la Société :

- engage des dépenses pour l'actif;
- engage des coûts d'emprunt; et
- entreprend des activités qui sont nécessaires pour préparer l'actif en vue de son utilisation ou de sa vente, dans la mesure où ces activités sont menées sur une période dépassant le cycle opérationnel normal de la Société (12 mois).

Par contre, la Société cesse de capitaliser les coûts d'emprunt lorsque la quasi-totalité des activités nécessaires pour préparer l'actif admissible en vue de son utilisation ou de sa vente sont terminées.

G. Regroupements d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Le coût d'acquisition d'une entreprise correspond à la juste valeur des actifs cédés, des instruments de capitaux propres émis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels pris en charge sont initialement évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Les frais d'acquisition engagés sont passés en charges et inclus dans les frais de vente et d'administration.

Après la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût moins les pertes de valeur cumulées, le cas échéant. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est, à partir de la date d'acquisition, affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie («UGT») de la Société ou à chacun des groupes d'UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement, indépendamment du fait que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise soient attribués à ces unités. Une UGT est le plus petit groupe d'actifs identifiable qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 3. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G. Regroupements d'entreprises et goodwill (suite)

Lorsque le goodwill fait partie d'une UGT et que l'entité cède une partie de l'entreprise au sein de cette unité, le goodwill associé à l'entreprise cédée est inclus dans la valeur comptable de cette entreprise aux fins du calcul du gain ou de la perte lié à la cession de l'entreprise. Le goodwill cédé dans de telles circonstances est évalué en fonction des valeurs relatives de l'entreprise cédée et de la partie de l'UGT conservée.

H. Dépréciation du goodwill et des autres actifs non financiers

Le goodwill est soumis annuellement à un test de dépréciation le 31 mars et lorsque des circonstances particulières le justifient. La dépréciation est établie en évaluant la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle se rapporte le goodwill. La valeur recouvrable d'une UGT est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'une UGT diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité. La Société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie pour estimer la valeur d'utilité, qui consiste en des flux de trésorerie futurs dérivés du plus récent budget triennal et du plan stratégique approuvés par la direction et le conseil d'administration de la Société. Ces flux de trésorerie futurs tiennent compte du rendement passé de chaque UGT, de la part de marché et des tendances économiques, ainsi que des tendances du marché et de l'industrie, et des stratégies de l'entreprise. Un taux de croissance perpétuel est utilisé pour les flux de trésorerie au-delà de cette période de trois ans. Le taux de croissance perpétuel est établi en fonction des marchés particuliers auxquels les UGT participent. Le taux d'actualisation utilisé par la Société pour les flux de trésorerie est un taux avant impôt reposant sur le coût moyen pondéré du capital se rapportant à chaque UGT, qui reflète l'évaluation actuelle, par le marché, i) de la valeur temps de l'argent; et ii) des risques propres à l'actif. Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée. Des pertes de valeur liées au goodwill ne peuvent être reprises dans des périodes futures.

Pour les actifs non financiers autres que le goodwill, la Société évalue à chaque date de clôture s'il existe un indice que la valeur comptable pourrait être dépréciée. S'il existe un tel indice, la Société estime le montant recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité, et est établie pour un actif en particulier, à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs, la valeur recouvrable est établie par référence à la valeur d'utilité de l'UGT. Lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle selon un taux avant impôt qui reflète les évaluations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'actif. Pour calculer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, un modèle d'évaluation approprié est utilisé. Ces calculs sont corroborés par des multiples d'évaluation ou d'autres indicateurs disponibles de la juste valeur.

En ce qui concerne les actifs non financiers autres que le goodwill, une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise si la valeur recouvrable estimée a changé depuis la comptabilisation de la dernière perte de valeur. Cette valeur accrue ne peut dépasser la valeur comptable qui aurait été établie, déduction faite de l'amortissement cumulé, si aucune perte de valeur n'a été comptabilisée pour l'actif dans les exercices antérieurs. Cette reprise est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé.

I. Actifs financiers

Actifs à la juste valeur

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net («JVBRN»), des prêts et créances («P&C») ou des instruments de couverture efficace («couvertures»).

Lorsque des actifs financiers sont comptabilisés initialement, ils sont évalués à la juste valeur, plus les coûts de transaction directement attribuables dans le cas d'un actif financier autre que JVBRN. Les achats et les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de la transaction, soit la date à laquelle la Société s'engage à acheter ou à vendre les actifs.

JVBRN

Les actifs financiers classés comme des JVBRN sont acquis dans le but d'être vendus à brève échéance. Ils comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés comme couvertures. Les JVBRN sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidé. La Société détermine si les instruments financiers dérivés incorporés doivent être séparés de leur contrat hôte au moment où elle devient partie au contrat.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 3. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

I. Actifs financiers (suite)

P&C

Les P&C sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les P&C comprennent les comptes clients et autres créances à l'exclusion des taxes de vente à recevoir, et des crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir inclus dans les autres actifs à court terme. Les P&C sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les gains et pertes sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidé. Lorsqu'il existe une preuve objective que les P&C ont subi une perte de valeur, la valeur de la perte correspond à l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés actualisée au taux d'intérêt effectif de l'actif financier (c.-à-d. le taux d'intérêt effectif calculé à la comptabilisation initiale). La valeur comptable de l'actif est réduite au moyen d'une provision pour créances douteuses, et la perte est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé.

Si, dans une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et que cette diminution peut être liée objectivement à un événement survenu après la comptabilisation de la perte de valeur, la perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise en ajustant la provision pour créances douteuses. Toute reprise ultérieure d'une perte de valeur est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé.

En ce qui concerne les comptes clients, une provision pour perte de valeur est établie lorsqu'il existe des raisons objectives (comme la probabilité d'une insolvabilité ou d'importantes difficultés financières du débiteur) de croire que la Société ne pourra pas recouvrer tous les montants exigibles en vertu des modalités de la facture. La valeur comptable du compte client est réduite au moyen d'une provision pour créances douteuses.

Couvertures

Les couvertures comprennent des contrats de change à terme et des ententes de swap de taux d'intérêt. Elles sont comptabilisées à la juste valeur. La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé.

La Société évalue à chaque date de clôture si un actif financier a subi une perte de valeur.

Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier est décomptabilisé lorsque :

- les droits de recevoir des flux de trésorerie de l'actif ont expiré;
- la Société conserve le droit de recevoir des flux de trésorerie de l'actif, mais s'est engagée à payer ces flux de trésorerie en entier sans délai important à un tiers dans le cadre d'un arrangement «avec flux identiques»;
- la Société a transféré ses droits de recevoir les flux de trésorerie de l'actif et a) a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif; ou b) n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif, mais a transféré le contrôle de l'actif.

Les comptes clients ayant subi une perte de valeur sont décomptabilisés lorsqu'ils sont évalués comme étant irrécouvrables.

J. Passifs financiers

Passifs à la juste valeur

Les passifs financiers classés à la JVBRN comprennent des instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés comme couvertures. Ils sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidé. Les gains et pertes sur les couvertures sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Autres passifs financiers

Les dettes, les emprunts et les comptes fournisseurs et charges à payer sont initialement comptabilisés à la juste valeur, moins les coûts de transaction directement attribuables, et n'ont pas été désignés à la JVBRN.

Après la comptabilisation initiale, ils sont par la suite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 3. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

J. Passifs financiers (suite)

Décomptabilisation des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation sous-jacente au passif est acquittée, annulée ou a pris fin.

K. Instruments financiers dérivés et couvertures

Instruments financiers dérivés

La Société utilise des instruments financiers dérivés, comme les contrats de change à terme et les ententes de swap de taux d'intérêt, pour couvrir ses risques associés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt. Ces instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle un contrat dérivé est passé. Ils sont ultérieurement évalués à la juste valeur. Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à titre d'actifs financiers lorsque la juste valeur est positive, et à titre de passifs financiers lorsqu'elle est négative.

La juste valeur des contrats de change à terme est calculée selon les taux de change à terme courants pour des contrats dont les échéances sont similaires. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est établie selon les valeurs de marché pour des instruments similaires.

Couvertures des flux de trésorerie

Aux fins de la comptabilité de couverture, toutes les couvertures sont classées comme couvertures de flux de trésorerie sauf en ce qui concerne les couvertures d'investissements nets dans des établissements américains (voir plus bas). La couverture du risque lié à la variabilité des flux de trésorerie est imputable à un passif comptabilisé ou à une transaction en devises prévue très probable.

Au moment de la mise en place d'une relation de couverture, la Société désigne et consigne officiellement la relation de couverture à laquelle elle souhaite appliquer la comptabilité de couverture ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion du risque qui sous-tendent la couverture. Cela comprend l'identification de l'instrument de couverture, de la transaction couverte ou de l'élément couvert, de la nature du risque couvert et de la façon dont l'entité appréciera l'efficacité de la couverture. On s'attend à ce que ces couvertures soient très efficaces pour compenser les variations des flux de trésorerie et qu'elles soient appréciées trimestriellement afin d'établir si elles ont effectivement été très efficaces tout au long des périodes désignées.

La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont transférés à l'état des résultats consolidé lorsque la transaction couverte a une incidence sur le résultat, comme c'est le cas lorsque le produit financier couvert ou les frais financiers couverts sont comptabilisés ou lorsqu'une vente prévue se réalise. S'il n'est plus probable que la transaction prévue ou l'engagement ferme se réalise, les montants antérieurement comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont transférés à l'état des résultats consolidé.

Couverture des investissements nets dans les établissements américains

La Société désigne une partie de la dette à long terme à titre de couverture de ses investissements nets dans les établissements américains. La partie des gains ou pertes sur l'élément de couverture qui est considérée comme une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans l'état des résultats consolidé à la cession des investissements nets.

L. Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a l'obligation actuelle (juridique ou implicite) 1) résultant d'un événement passé, 2) lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et 3) lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge liée à toute provision est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé, diminuée de tout remboursement.

Si la date prévue de règlement dépasse douze mois à partir de la date de comptabilisation, les provisions sont actualisées à l'aide d'un taux courant avant impôt qui reflète les risques propres au passif. Lorsque les provisions sont actualisées, leur désactualisation attribuable à l'écoulement du temps est comptabilisée en tant que frais financiers. Les provisions sont examinées périodiquement et ajustées au besoin.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 3. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

L. Provisions (suite)

Contrats déficitaires

Ils représentent des marges négatives prévues sur des contrats en cours ou dans le carnet de commandes fermes (bons de commande fermes).

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Société constituent essentiellement des coûts de remise en état liés à l'un des sites de fabrication au Canada. La juste valeur de ces obligations est évaluée au cours de l'exercice pendant lequel les coûts sont identifiés et lorsqu'il est possible de faire une estimation raisonnable de leur juste valeur. La juste valeur des obligations correspond au montant estimé des flux de trésorerie futurs totaux actualisés des obligations juridiques afférentes à la mise hors service future de ces immobilisations. Les coûts des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont capitalisés au titre des immobilisations corporelles et amortis sur leur durée d'utilité, tandis que les variations de la valeur actualisée des obligations sont comptabilisées dans l'état des résultats consolidé.

Garantie liée aux produits

Cette provision couvre le coût des défauts connus ou prévus des produits selon les modalités de garantie.

Litiges

En raison de la nature de ses activités, dont l'achat ou la vente d'entreprises, la Société est exposée au risque de litiges techniques et commerciaux. Selon l'information dont elle disposait à la date de clôture, la Société a effectué un examen des risques financiers auxquels elle pourrait être exposée. La provision comptabilisée couvre les risques liés à ces litiges.

M. Facturations progressives

Les facturations progressives représentent les montants reçus des clients en contrepartie de coûts engagés à l'égard de contrats précis. Ces montants sont reclassés dans les ventes au moment où les unités connexes sont livrées et facturées aux clients.

N. Frais de financement différés

Les frais de financement différés liés à la dette à long terme sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur une période de cinq ans, ce qui représente la durée de la dette à long terme connexe.

O. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés.

Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe ou sur les années de service et le salaire moyen final, ou sur les modalités d'ententes individuelles.

L'évaluation actuarielle des obligations au titre des prestations définies est fondée sur la méthode des unités de crédit projetées (qui fait appel à la meilleure estimation de la direction concernant l'évolution future des niveaux de salaire, le cas échéant, l'augmentation des autres coûts, l'âge de départ à la retraite des employés et d'autres facteurs actuariels).

Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur.

Les gains actuariels (pertes actuarielles) résultent de la différence entre le rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes au cours d'une période et son taux de rendement à long terme prévu pendant cette période, ainsi que des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées. Les gains actuariels (pertes actuarielles) sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 3. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

O. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite (suite)

Les coûts des services passés dont les droits aux prestations sont acquis découlant des modifications apportées aux régimes sont immédiatement comptabilisés dans l'état des résultats consolidé. Les coûts des services passés dont les droits ne sont pas acquis sont comptabilisés selon la méthode linéaire sur la période moyenne jusqu'à ce que les droits aux prestations deviennent acquis.

La comptabilisation d'un actif au titre des régimes à prestations définies se limite à la valeur actuelle des avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursements par le régime, soit sous forme de diminutions des cotisations futures au régime, et aux coûts des services passés non comptabilisés et cumulés dont les droits aux prestations ne sont pas acquis. De plus, les exigences minimales de financement peuvent restreindre la disponibilité des remboursements ou des diminutions des cotisations futures, et même déclencher un passif. Les ajustements découlant de la limite des actifs et des exigences minimales de financement sont immédiatement comptabilisés en totalité dans les autres éléments du résultat global.

P. Paiements fondés sur des actions

Régime d'options sur actions

La Société offre un régime d'options sur actions en vertu duquel des options visant l'achat d'actions ordinaires sont émises essentiellement en faveur des dirigeants et d'employés clés. La Société utilise le modèle binomial pour déterminer la juste valeur des options sur actions, laquelle est amortie à l'état des résultats au cours de la période d'acquisition des options à l'aide du mode d'amortissement graduel. La charge de rémunération connexe est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans le surplus d'apport.

Régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat

La Société offre un régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat qui permet aux membres clés de la direction de souscrire, au moyen de retenues salariales, un certain nombre d'actions ordinaires émises par la Société. Le prix de souscription des actions ordinaires représente 90 % du cours de clôture moyen (fondé sur les cinq jours précédents) de l'action ordinaire de la Société à la Bourse de Toronto («TSX»). L'émission d'actions ordinaires est comptabilisée dans le capital émis. En outre, la Société verse un montant égal à 50 % des cotisations des employés, montant qui ne peut excéder 10 % du salaire annuel de base des employés, en attribuant aux employés des actions ordinaires additionnelles acquises à la TSX au cours du marché. Toutefois, la cotisation de la Société ne peut excéder 4 % du salaire de base annuel des employés. Les actions ordinaires achetées par la Société au nom des employés sont comptabilisées à titre de charge de rémunération, dans les frais de vente et d'administration.

Régime de droits à la plus-value d'actions («DPVA»)

La Société a offert jusqu'en août 2010 (voir ci-après) un régime de DPVA en vertu duquel des DPVA étaient attribués aux administrateurs non salariés. Même si le régime de DPVA a été remplacé par un régime d'unités d'action différées («UAD»), les DPVA en circulation émis avant août 2010 sont toujours en vigueur. Ce régime permet aux participants de recevoir sous forme de prime, à la date d'exercice d'un DPVA, une contrepartie au comptant égale à l'excédent du cours des actions ordinaires à la date d'exercice du DPVA sur sa valeur attribuée initiale. Les DPVA sont imputés aux résultats sur leur durée d'acquisition, et leur coût est déterminé selon le modèle d'évaluation, puis réévalué à chaque période de présentation de l'information financière. La charge de rémunération connexe est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'à ce que les DPVA soient exercés ou annulés.

En août 2010, le conseil d'administration a décidé de mettre un terme au régime de DPVA et de le remplacer par un régime d'UAD (voir ci après), qui a été approuvé en mai 2011.

Régime d'UAD

Depuis mai 2011, la Société offre un régime d'UAD, qui remplace le régime de DPVA (voir ci-haut), en vertu duquel des droits sont attribués aux administrateurs non salariés. Ce régime permet aux participants de recevoir une rémunération à la date de départ, à titre de membres du conseil d'administration, qui représente une contrepartie au comptant égale au cours des actions ordinaires de la Société pour chaque UAD.

Ces UAD sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées, et leur coût est déterminé selon le modèle d'évaluation, puis réévalué à chaque période de présentation de l'information financière. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice, de convertir jusqu'à concurrence de 50 % de ses honoraires annuels d'administrateur en UAD. Les droits afférents à ces UAD sont acquis sur une période d'un an. La charge de rémunération s'y rattachant se trouve dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée au titre des comptes fournisseurs et charges à payer.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 3. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Q. Comptabilisation des produits

Les produits sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que les avantages économiques iront à la Société et qu'ils peuvent être évalués de façon fiable. Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue, compte non tenu des droits et de la taxe de vente. La comptabilisation des produits est également assujettie aux critères qui suivent.

Vente de biens

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de biens, qui comprennent les travaux d'entretien et de remise à neuf, sont comptabilisés lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur, habituellement à la livraison des biens. Les produits tirés de la vente de biens liés aux secteurs Aérospatiale et Produits industriels sont comptabilisés à mesure que les unités connexes sont livrées, que le prix de vente est déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Produits d'intérêt

Les produits sont comptabilisés à mesure que les intérêts s'accroissent selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les produits d'intérêt sont présentés en tant que déduction des frais financiers (voir la note 19).

R. Aide gouvernementale

L'aide gouvernementale, qui comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt, les subventions ainsi que la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales, est comptabilisée lorsqu'il y a une assurance raisonnable qu'elle sera reçue et que toutes les conditions liées seront respectées. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un passif, elle est comptabilisée en tant que réduction des charges au cours de la période nécessaire pour faire correspondre systématiquement l'aide gouvernementale aux coûts qu'elle est censée compenser. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un actif, elle est déduite du coût de l'actif connexe (immobilisations corporelles, coûts de développement capitalisés ou stocks).

Les prêts avec possibilité de dispense de remboursement des autorités gouvernementales sont comptabilisés à titre d'aide gouvernementale s'il existe une assurance raisonnable que l'entité remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt.

Les avantages découlant des prêts consentis par des autorités gouvernementales assortis d'un taux d'intérêt inférieur à celui du marché sont évalués au début des prêts en tant que différence entre la trésorerie reçue et le montant auquel les prêts sont initialement comptabilisés dans le bilan consolidé. À la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un prêt à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché est estimée être la valeur actuelle de tous les décaissements futurs de trésorerie, actualisée à l'aide du taux d'intérêt du marché en vigueur pour un instrument similaire ayant une notation semblable.

S. Impôt sur le résultat

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible sont évalués au montant que l'on s'attend à payer aux administrations fiscales ou à recouvrer de celles-ci en utilisant les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt exigible se rapportant à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans l'état des résultats consolidé ou l'état du résultat global consolidé.

Impôt différé

L'impôt différé est calculé selon la méthode du report variable pour les différences temporelles existant à la date de clôture entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leur valeur comptable aux fins de présentation de l'information financière. Des actifs et des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles et imposables, sauf :

- lorsque l'actif ou le passif d'impôt différé découle de la comptabilisation initiale du goodwill ou d'un actif ou passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'a d'incidence ni sur le résultat comptable ni sur le résultat imposable;

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 3. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

S. Impôt sur le résultat (suite)

Impôt différé (suite)

- en ce qui concerne les différences temporelles imposables liées à des participations dans des filiales, lorsque l'on est capable de contrôler la date à laquelle les différences temporelles se résorberont et qu'il est probable que les différences temporelles ne se résorberont pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles, les crédits d'impôt reportés prospectivement ou inutilisés et les pertes fiscales reportées, dans la mesure où il est probable qu'un résultat imposable sera disponible et auquel on pourra imputer le report en avant de différences temporelles déductibles de crédits d'impôt et de pertes fiscales inutilisés. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est examinée à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un résultat imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de la totalité ou d'une partie de l'actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués à chaque date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif est réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt différé associé à des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé directement dans les capitaux propres et non dans l'état des résultats consolidé ou l'état du résultat global consolidé. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible contre les passifs d'impôt exigible et que l'impôt différé concerne des impôts prélevés par la même administration fiscale à l'égard de la même entité imposable. Tous les actifs et passifs d'impôt différé sont classés comme étant à long terme.

Taxe de vente

Les ventes, les charges et les actifs sont comptabilisés compte non tenu du montant de la taxe de vente, sauf lorsque la taxe de vente payable sur l'achat de biens ou de services n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale, auquel cas la taxe de vente est comptabilisée dans le coût d'acquisition de l'actif ou dans la charge connexe, selon le cas.

Les comptes clients et les comptes fournisseurs sont comptabilisés compte tenu du montant de la taxe de vente.

Le montant net de la taxe de vente recouvrable auprès de l'administration fiscale, ou payable à celle-ci, est compris dans les autres actifs à court terme ou les comptes fournisseurs et charges à payer dans le bilan consolidé.

T. Bénéfice par action

Le bénéfice par action est déterminé à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant l'exercice. Le calcul du résultat dilué par action tient compte de l'exercice de tous les facteurs de dilution. Cette méthode suppose que le produit provenant des options sur actions dans la monnaie serait utilisé pour racheter des actions ordinaires à leur cours moyen pendant l'exercice.

U. Récentes prises de position comptable

IFRS 9 *Instruments financiers*

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9 – *Instruments financiers*, première étape de son projet visant à remplacer l'IAS 39 – *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de classes d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'IAS 39. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation. La Société adoptera cette norme à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2015, et l'application anticipée est permise.

IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur*

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13 – *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. La Société adoptera cette norme à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2013, et l'application anticipée est permise.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 3. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

U. Récentes prises de position comptable (suite)

IAS 1 *Présentation des états financiers*

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 1 – *Présentation des états financiers*. Le changement principal découlant des modifications apportées à l'IAS 1 est l'exigence de regrouper au poste Autres éléments du résultat global («AERG») les éléments qui doivent être reclassés à l'état des résultats. Les modifications réaffirment également les exigences existantes selon lesquelles les éléments figurant dans les AERG et le résultat net doivent être présentés dans un seul état ou dans deux états consécutifs. La Société adoptera les modifications à la norme IAS 1 à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2013, et l'application anticipée est permise.

IAS 19 *Avantages du personnel*

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 19 – *Avantages du personnel*. Entre autres changements, les modifications exigent que les entités calculent la composante coût de financement des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi (habituellement, la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies moins la juste valeur de l'actif du régime). Cette modification devrait entraîner un coût de financement net plus élevé pour la Société. De plus, les modifications de l'IAS 19 apportent de nouvelles exigences en matière d'information à fournir sur les régimes à prestations définies, notamment des informations additionnelles sur les caractéristiques des régimes à prestations définies et les risques auxquels les entités sont exposées en raison de leur participation à ces régimes. La Société adoptera les modifications à la norme IAS 19 à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2013, et l'application anticipée est permise.

La Société évalue actuellement l'incidence qu'aura l'adoption de ces nouvelles normes.

NOTE 4. PRINCIPAUX JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des jugements et des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre des ventes, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation de passifs éventuels à la date de clôture. Toutefois, l'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société, la direction a fait des jugements et des estimations et a formulé des hypothèses. Les principaux jugements, estimations et hypothèses relatifs à l'avenir et à d'autres sources d'estimations incertaines à la date de clôture qui pourraient amener des ajustements importants à la valeur comptable des actifs et des passifs sont présentés ci-dessous.

A. Perte de valeur des actifs non financiers

Il y a perte de valeur lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles et tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux attribuables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget triennal et du plan stratégique de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée ni les importants investissements à venir qui amélioreront le rendement des actifs de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie ainsi qu'aux entrées de trésorerie futures attendues et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des différentes UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail à la note 16.

B. Paiement fondé sur des actions

La Société comptabilise le coût des options sur actions, des UAD et des DPVA («attributions fondées sur des actions») en fonction de la juste valeur des actions ordinaires à la date à laquelle celles-ci sont attribuées. L'estimation de la juste valeur des attributions fondées sur des actions exige qu'un modèle d'évaluation approprié soit utilisé, lequel dépend des conditions de leur attribution. Cela comprend également la détermination des intrants les plus appropriés au modèle d'évaluation, dont la durée de vie attendue de l'attribution fondée sur des actions, la volatilité et le rendement des actions ordinaires, et les hypothèses relatives à ces intrants. La durée d'utilité attendue des attributions fondées sur des actions est fondée sur des données historiques et n'est pas nécessairement représentative des types d'exercice qui pourraient survenir. La volatilité prévue reflète l'hypothèse que la volatilité historique est représentative des tendances à venir, ce qui pourrait ne pas être le cas.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 4. PRINCIPAUX JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES (SUITE)

C. Actifs d'impôt différé

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables auxquels ces pertes pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment où l'on disposera de résultats imposables futurs et du montant de ces résultats ainsi que des stratégies de gestion fiscale futures.

D. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, le rendement attendu des actifs, les hausses salariales futures, les taux de mortalité et les augmentations futures des prestations de retraite afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante.

E. Coûts de développement capitalisés

Les coûts de développement sont capitalisés conformément à la méthode comptable présentée à la note 3. La capitalisation initiale repose sur le jugement de la direction quant à la confirmation de la faisabilité économique, soit généralement lorsqu'un projet de développement d'un produit atteint un jalon défini dans le modèle de gestion du projet. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives à la génération de trésorerie attendue des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser et à la durée attendue des avantages.

F. Provisions

La société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir à des périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

G. Instruments financiers

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (classés comme JVBRN), à la date d'entrée en vigueur, des comptes clients et autres débiteurs (classés comme P&C), des comptes fournisseurs et charges à payer, et comptes fournisseurs – autres (classés comme autres que JVBRN) se rapproche de leur juste valeur étant donné que ces éléments seront réalisés à moins d'un an ou sont recouvrables ou payables sur demande.

Une partie de la dette à long terme, y compris la tranche à court terme (classée comme autre que JVBRN), à la date d'entrée en vigueur, est estimée à l'aide de modèles d'évaluation selon la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie conformément aux modes de financement utilisés. Les taux d'actualisation utilisés correspondent aux taux en vigueur sur le marché pour des titres de créance comportant des modalités semblables.

Instruments financiers dérivés

La Société a suivi la hiérarchie de valeur suivante, laquelle reflète l'importance des données utilisées pour évaluer les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés :

- Niveau 1 : les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont des données observables de marché externe pour les actifs ou les passifs concernés, soit directement ou indirectement;
- Niveau 3 : les données qui ne sont pas basées sur des données observables de marché.

La juste valeur des instruments financiers dérivés présentée dans les bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société, habituellement ceux de niveau 2. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités contractuelles de l'instrument dérivé et les facteurs des données observables de marché externe, comme les taux d'intérêt, les taux de change et les facteurs de prix et de volatilité, s'il y a lieu (données de niveau 2). Ils tiennent également compte de la qualité du crédit des instruments financiers sous-jacents.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 5. ACQUISITION D'UNE ENTREPRISE

Le 28 avril 2010, la Société a annoncé qu'elle avait conclu l'acquisition, par l'entremise d'une filiale américaine, de la quasi-totalité des actifs nets d'Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale All Tools, Inc. (E-2 Precision Products), deux sociétés fermées américaines spécialisées dans la fabrication de composants usinés de précision destinés principalement au secteur Aérospatiale militaire, dont les ventes annuelles avant l'acquisition s'élevaient à environ 40 000 \$ selon leur exercice clos le 31 décembre 2009 et à 45 044 \$ pour une période de onze mois de l'exercice 2011.

Le prix d'acquisition total des actifs nets acquis, ainsi que les sources de financement, se répartissent comme suit :

ACTIFS NETS ACQUIS		SOURCES DE FINANCEMENT	
Fonds de roulement	16 797 \$	Facilités de crédit (note 19)	16 711 \$
Immobilisations corporelles	8 498	Trésorerie	12 102
Carnet de commandes	1 390	Billet (note 19)	3 721
Goodwill	5 849		
	32 534 \$		32 534 \$

Les actifs incorporels identifiables liés à l'acquisition d'une entreprise, totalisant 1 390 \$, ont été affectés au carnet de commandes. La valeur du carnet de commandes a été déterminée au moyen de la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie. L'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs corporels nets acquis et le carnet de commandes acquis correspond au goodwill qui s'est élevé à 5 849 \$.

Le billet est remboursable au vendeur sur une période de 40 mois, à compter du 30 avril 2010, porte intérêt à un taux fixe de 5 % et est garanti par la Société. La valeur sous-jacente du carnet de commandes qui porte sur des contrats de vente particuliers est amortie au prorata sur la durée de vie des contrats de vente connexes et le nombre d'unités livrées.

NOTE 6. AIDE GOUVERNEMENTALE

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société a comptabilisé, à titre de réduction du coût des ventes, une aide gouvernementale pour un montant de 4 922 \$ (2 384 \$ en 2011) et, à titre de réduction des dépenses en immobilisations corporelles ou de coûts de développement capitalisés, un montant de 5 135 \$ (3 903 \$ en 2011), présentés dans les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée.

NOTE 7. COÛT DES VENTES, FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les principaux éléments des exercices clos les 31 mars se présentent comme suit :

	2012	2011
Matières premières et pièces achetées	137 166 \$	127 527 \$
Charges liées aux employés	127 545	120 062
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	24 053	24 646
Autres	50 903	52 888
	339 667 \$	325 123 \$

Les gains ou pertes de change découlant de la conversion d'éléments monétaires nets libellés en devises sont inclus dans les frais de vente et d'administration de la Société. Au cours de l'exercice 2012, la Société a comptabilisé dans ses frais de vente et d'administration un gain de change de 258 \$ (une perte de 420 \$ en 2011).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 8. FRAIS DE RESTRUCTURATION

Le 13 mai 2010, la Société a annoncé qu'elle lançait des initiatives en vue d'optimiser et de consolider sa capacité de production dans le secteur Aérospatiale, tout en améliorant encore davantage la productivité de ses installations situées au Québec. Par conséquent, la Société a fermé son usine de Rivière-des-Prairies, au Québec, en septembre 2010 et sa production a été transférée dans les autres installations de la Société situées dans la région métropolitaine de Montréal. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011, la Société a comptabilisé des frais de restructuration s'élevant à 637 \$. Au 31 mars 2012 et au 31 mars 2011, la valeur du bâtiment lié à cette installation totalisait 611 \$, et était classée au titre d'actif détenu en vue de la vente dans les bilans consolidés.

NOTE 9. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente les éléments utilisés pour calculer le bénéfice par action de base et dilué pour les exercices clos les 31 mars :

	2012	2011
Résultat net	26 481 \$	19 129 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	30 356 946	30 112 464
Effet dilutif des options sur actions de la Société	325 117	107 133
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	30 682 063	30 219 597

Le calcul du bénéfice dilué par action ne tient pas compte de l'effet de dilution potentiel de certaines options sur actions de la Société puisque leur effet est antidilutif. Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, 335 000 options du régime de la Société (466 000 en 2011) ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action.

NOTE 10. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31 MARS 2012	31 MARS 2011	1 ^{ER} AVRIL 2010
Fonds en banque	22 073 \$	7 787 \$	14 229 \$
Dépôts à court terme	39 934	25 123	32 362
	62 007 \$	32 910 \$	46 591 \$

Les fonds en banque portent intérêt à des taux variables fondés sur les taux créditeurs quotidiens. Les dépôts à court terme sont réalisés pour des périodes pouvant atteindre trois mois et portent intérêt aux taux des dépôts à court terme respectifs.

NOTE 11. STOCKS

	31 MARS 2012	31 MARS 2011	1 ^{ER} AVRIL 2010
Matières premières	50 300 \$	51 615 \$	47 327 \$
Produits en cours	78 733	77 498	57 995
Produits finis	6 290	5 724	11 418
	135 323 \$	134 837 \$	116 740 \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 11. STOCKS (suite)

Les montants des stocks comptabilisés à titre de coût des ventes pour les exercices clos les 31 mars sont les suivants :

	2012	2011
Aérospatiale	262 380 \$	258 834 \$
Produits industriels	24 346	18 106
	286 726 \$	276 940 \$

Les pertes de valeur liées aux stocks pour les exercices clos les 31 mars se présentent comme suit :

	2012	2011
Pertes de valeur comptabilisées à titre de coût des ventes	7 039 \$	7 325 \$
Reprise de pertes de valeur antérieurement comptabilisée à titre de réduction du coût des ventes	6 691 \$	5 845 \$

La reprise d'une perte de valeur antérieurement comptabilisée découle de la réévaluation, à chaque date de clôture, de la valeur nette de réalisation des stocks en fonction des contrats de vente et des coûts de fabrication connexes. Elle comprend également les montants imputés à cette provision pour les produits livrés au cours de la période ayant fait l'objet d'une provision au cours de périodes antérieures à l'égard de la valeur nette de réalisation pour un montant de 3 966 \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2012 (2 893 \$ en 2011).

NOTE 12. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La juste valeur des instruments financiers dérivés dans les bilans consolidés se présente comme suit :

	À COURT TERME			À LONG TERME		
	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Actifs						
Contrats de change à terme et instruments financiers dérivés incorporés	6 471 \$	10 867 \$	7 568 \$	3 236 \$	9 926 \$	12 408 \$
Ententes de swap de taux d'intérêt	—	56	—	—	206	—
	6 471 \$	10 923 \$	7 568 \$	3 236 \$	10 132 \$	12 408 \$
Passifs						
Contrats de change à terme et instruments financiers dérivés incorporés	328 \$	852 \$	1 180 \$	1 369 \$	1 158 \$	1 436 \$
Ententes de swap de taux d'intérêt	499	—	841	1 331	—	280
	827 \$	852 \$	2 021 \$	2 700 \$	1 158 \$	1 716 \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 13. AUTRES ACTIFS À COURT TERME

	31 MARS 2012	31 MARS 2011	1 ^{ER} AVRIL 2010
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir	10 845 \$	8 427 \$	8 096 \$
Taxes de vente à recevoir	1 488	1 713	1 195
Dépôts sur la machinerie et l'équipement (note 25)	292	223	772
Frais payés d'avance	2 533	2 498	2 151
Autres	1 334	1 877	1 111
	16 492 \$	14 738 \$	13 325 \$

NOTE 14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	TERRAINS	BÂTIMENTS ET AMÉLIORATIONS LOCATIVES	MACHINERIE, ÉQUIPEMENT ET OUTILLAGE	AUTRES	CONSTRUCTION EN COURS	TOTAL
Coût :						
Au 31 mars 2011	4 370 \$	62 047 \$	230 936 \$	7 144 \$	1 682 \$	306 179 \$
Acquisitions	434	3 710	17 817	3 112	588	25 661
Aide gouvernementale (note 6)	(83)	(875)	(1 273)	(20)	—	(2 251)
Construction en cours	—	—	1 682	—	(1 682)	—
Cessions	—	(61)	(4 261)	(357)	—	(4 679)
Effet de la variation des cours de change	58	688	2 280	11	21	3 058
Au 31 mars 2012	4 779 \$	65 509 \$	247 181 \$	9 890 \$	609 \$	327 968 \$
Amortissement cumulé :						
Au 31 mars 2011	— \$	19 680 \$	131 365 \$	4 457 \$	— \$	155 502 \$
Amortissement	—	2 666	18 214	876	—	21 756
Cessions	—	(56)	(3 394)	(596)	—	(4 046)
Effet de la variation des cours de change	—	125	1 255	168	—	1 548
Au 31 mars 2012	— \$	22 415 \$	147 440 \$	4 905 \$	— \$	174 760 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2012	4 779 \$	43 094 \$	99 741 \$	4 985 \$	609 \$	153 208 \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

	TERRAINS	BÂTIMENTS ET AMÉLIORATIONS LOCATIVES	MACHINERIE, ÉQUIPEMENT ET OUTILLAGE	AUTRES	CONSTRUCTION EN COURS	TOTAL
Coût :						
Au 1 ^{er} avril 2010	3 679 \$	50 983 \$	219 156 \$	5 973 \$	2 710 \$	282 501 \$
Acquisitions	498	8 008	13 964	1 191	1 682	25 343
Aide gouvernementale (note 6)	—	—	(1 569)	—	—	(1 569)
Construction en cours	—	2 033	677	—	(2 710)	—
Acquisition d'une entreprise	423	2 980	4 781	314	—	8 498
Cessions	(137)	(832)	(2 433)	(236)	—	(3 638)
Effet de la variation des cours de change	(93)	(1 125)	(3 640)	(98)	—	(4 956)
Au 31 mars 2011	4 370 \$	62 047 \$	230 936 \$	7 144 \$	1 682 \$	306 179 \$
Amortissement cumulé :						
Au 1 ^{er} avril 2010	— \$	17 764 \$	116 239 \$	3 994 \$	— \$	137 997 \$
Amortissement	—	2 408	19 160	668	—	22 236
Cessions	—	(295)	(2 099)	(170)	—	(2 564)
Effet de la variation des cours de change	—	(197)	(1 935)	(35)	—	(2 167)
Au 31 mars 2011	— \$	19 680 \$	131 365 \$	4 457 \$	— \$	155 502 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2011	4 370 \$	42 367 \$	99 571 \$	2 687 \$	1 682 \$	150 677 \$

Les acquisitions d'immobilisations corporelles qui ont totalisé 14 923 \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2012 (19 646 \$ en 2011) présentées dans les états des flux de trésorerie consolidés sont présentées déduction faite de machinerie et d'équipement d'un montant de 3 010 \$ (4 128 \$ en 2011) qui ont été livrés au cours des deux derniers mois de chaque exercice, mais qui n'étaient pas payés aux 31 mars, et qui sont inclus dans les comptes fournisseurs – autres. Les acquisitions d'immobilisations corporelles sont également présentées déduction faite de machinerie et d'équipement totalisant 9 605 \$ (néant en 2011) qui ont été acquis aux termes de contrats de location-financement au cours des exercices clos à ces dates.

Au 31 mars 2012, le coût de la machinerie, de l'équipement et de l'outillage comprenait des actifs acquis aux termes de contrats de location-financement, pour un montant de 48 435 \$ (37 521 \$ au 31 mars 2011 et 38 307 \$ au 1^{er} avril 2010) et un amortissement cumulé de 15 985 \$ (12 455 \$ au 31 mars 2011 et 10 159 \$ au 1^{er} avril 2010).

Au 31 mars 2012 et 2011, la construction en cours comprenait le coût lié à la machinerie et à l'équipement en cours d'installation à ces dates.

Au 31 mars 2012, le coût des immobilisations corporelles encore utilisées et entièrement amorties est de 86 006 \$ (77 343 \$ au 31 mars 2011 et 58 206 \$ au 1^{er} avril 2010).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 15. ACTIFS INCORPORELS À DURÉE D'UTILITÉ DÉTERMINÉE

	COÛTS DE DÉVELOPPEMENT CAPITALISÉS	LOGICIELS	CARNET DE COMMANDES	TOTAL
Coût :				
Au 31 mars 2011	13 649 \$	13 743 \$	8 401 \$	35 793 \$
Acquisitions	10 445	635	—	11 080
Aide gouvernementale (note 6)	(2 884)	—	—	(2 884)
Cessions	—	(54)	—	(54)
Effet de la variation des cours de change	23	85	243	351
Au 31 mars 2012	21 233 \$	14 409 \$	8 644 \$	44 286 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2011	403 \$	11 778 \$	5 126 \$	17 307 \$
Amortissement	104	881	1 312	2 297
Cessions	—	(54)	—	(54)
Effet de la variation des cours de change	—	67	155	222
Au 31 mars 2012	507 \$	12 672 \$	6 593 \$	19 772 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2012	20 726 \$	1 737 \$	2 051 \$	24 514 \$

	COÛTS DE DÉVELOPPEMENT CAPITALISÉS	LOGICIELS	CARNET DE COMMANDES	TOTAL
Coût :				
Au 1 ^{er} avril 2010	6 730 \$	13 154 \$	7 408 \$	27 292 \$
Acquisitions	9 264	1 050	—	10 314
Aide gouvernementale (note 6)	(2 334)	—	—	(2 334)
Acquisition d'une entreprise	—	—	1 390	1 390
Effet de la variation des cours de change	(11)	(461)	(397)	(869)
Au 31 mars 2011	13 649 \$	13 743 \$	8 401 \$	35 793 \$
Amortissement cumulé :				
Au 1 ^{er} avril 2010	266 \$	11 505 \$	3 823 \$	15 594 \$
Amortissement	137	726	1 547	2 410
Effet de la variation des cours de change	—	(453)	(244)	(697)
Au 31 mars 2011	403 \$	11 778 \$	5 126 \$	17 307 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2011	13 246 \$	1 965 \$	3 275 \$	18 486 \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 16. GOODWILL

	31 MARS 2012	31 MARS 2011
Coût :		
Solde au début de l'exercice	35 887 \$	31 110 \$
Acquisition d'une entreprise (note 5)	—	5 849
Effet de la variation des cours de change	181	(1 072)
	36 068 \$	35 887 \$

Aux 31 mars, la valeur comptable nette du goodwill était affectée aux UGT suivantes :

	2012	2011
UGT		
Aérospatiale		
Ligne de produits Trains d'atterrissage	16 574 \$	16 928 \$
Ligne de produits Aérostructure	18 601	18 091
	35 175	35 019
Produits industriels	893	868
	36 068 \$	35 887 \$

Les hypothèses clés suivantes ont été utilisées afin de déterminer les montants recouvrables dans le cadre des derniers tests de dépréciation effectués en date du 31 mars 2012 :

UGT	TAUX D'ACTUALISATION AVANT IMPÔT (CMPC) ¹⁾	TAUX DE CROISSANCE PERPÉTUEL
Aérospatiale		
Ligne de produits Trains d'atterrissage	12,0 %	3,2 %
Ligne de produits Aérostructure	13,3 %	3,3 %
Produits industriels	13,1 %	2,0 %

1) Coût moyen pondéré du capital avant impôt.

Sensibilité des montants recouvrables

Le tableau suivant présente, pour chaque UGT, le changement du taux d'actualisation ou du taux de croissance perpétuel utilisés dans les derniers tests qui auraient été nécessaires afin de recouvrir la valeur comptable de chaque UGT au 31 mars 2012 :

UGT	HAUSSE DU TAUX D'ACTUALISATION AVANT IMPÔT (CMPC) ¹⁾	BAISSE DU TAUX DE CROISSANCE PERPÉTUEL
Aérospatiale		
Ligne de produits Trains d'atterrissage	5,3 %	7,8 %
Ligne de produits Aérostructure	7,2 %	12,0 %
Produits industriels	30,0 %	15,0 %

1) Coût moyen pondéré du capital avant impôt.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 17. COMPTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	31 MARS 2012	31 MARS 2011	1 ^{ER} AVRIL 2010
Comptes fournisseurs ¹⁾	34 517 \$	32 495 \$	24 825 \$
Charges à payer ²⁾	21 802	20 082	17 467
	56 319 \$	52 577 \$	42 292 \$

1) Les comptes fournisseurs ont généralement une échéance de 30 à 60 jours.

2) Les charges à payer comprennent principalement des charges salariales à payer.

NOTE 18. PROVISIONS

	CONTRATS DÉFICITAIRES	OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS	GARANTIE LIÉE AUX PRODUITS	LITIGES ET AUTRES	TOTAL
Au 31 mars 2011	2 377 \$	5 231 \$	1 666 \$	7 317 \$	16 591 \$
Constituées pendant l'exercice	1 201	—	526	1 163	2 890
Charge de désactualisation au titre des intérêts	—	241	—	—	241
Utilisées	(725)	(304)	(250)	(381)	(1 660)
Reprises	(716)	(190)	(401)	(139)	(1 446)
Ajustements au taux d'actualisation	108	250	(4)	—	354
Effet de la variation des cours de change	23	—	10	20	53
Au 31 mars 2012	2 268	5 228	1 547	7 980	17 023
Moins : tranche à court terme	2 179	576	1 422	7 980	12 157
Tranche à long terme	89 \$	4 652 \$	125 \$	— \$	4 866 \$

	CONTRATS DÉFICITAIRES	OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS	GARANTIE LIÉE AUX PRODUITS	LITIGES ET AUTRES	TOTAL
Au 1 ^{er} avril 2010	2 860 \$	5 019 \$	876 \$	7 753 \$	16 508 \$
Constituées pendant l'exercice	879	—	1 638	—	2 517
Acquisition d'une entreprise	907	—	320	—	1 227
Charge de désactualisation au titre des intérêts	32	270	—	—	302
Utilisées	(968)	(61)	(287)	(131)	(1 447)
Reprises	(1 291)	—	(843)	(305)	(2 439)
Ajustements au taux d'actualisation	—	3	—	—	3
Effet de la variation des cours de change	(42)	—	(38)	—	(80)
Au 31 mars 2011	2 377	5 231	1 666	7 317	16 591
Moins : tranche à court terme	1 623	1 109	1 624	7 244	11 600
Tranche à long terme	754 \$	4 122 \$	42 \$	73 \$	4 991 \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 19. DETTE À LONG TERME

	31 MARS 2012	31 MARS 2011	1 ^{ER} AVRIL 2010
Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité de crédit») d'au plus 150 000 \$ (125 000 \$ au 1 ^{er} avril 2010), en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, dont l'échéance est le 15 mars 2016, portant intérêt au TIOL majoré de 1,875 % au 31 mars 2012 et au 31 mars 2011 (TIOL majoré de 1 % au 1 ^{er} avril 2010) et représentant un taux d'intérêt effectif de 2,1 % (2,2 % au 31 mars 2011 et 1,2 % au 1 ^{er} avril 2010). Au 31 mars 2012 et au 31 mars 2011, la Société avait prélevé 59 500 \$ américains (43 000 \$ américains au 1 ^{er} avril 2010) sur sa facilité de crédit.	59 351 \$	57 691 \$	43 679 \$
Prêts des autorités gouvernementales remboursables par versements annuels variables échéant à diverses dates jusqu'à l'exercice 2030.	34 825	27 707	21 040
Obligations en vertu de contrats de location-financement portant tous intérêt à des taux fixes variant de 3,1 % à 9,3 % échéant entre novembre 2012 et mars 2019, ayant une période d'amortissement variant de cinq à huit ans, garanties par les immobilisations corporelles connexes, déduction faite des intérêts de 2 862 \$ (2 330 \$ au 31 mars 2011 et 3 637 \$ au 1 ^{er} avril 2010).	25 161	19 760	24 066
Billet remboursable en mensualités sur une période de 40 mois, jusqu'en juillet 2013, à taux d'intérêt fixe de 5 % et garanti par la Société (note 5).	1 537	2 548	—
Frais de financement différés, montant net	(1 758)	(2 198)	(350)
	119 116	105 508	88 435
Moins : tranche à court terme	10 867	6 353	5 462
	108 249 \$	99 155 \$	82 973 \$

Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie

En mars 2011, la Société a renouvelé et majoré ses facilités de crédit renouvelables de premier rang, consortiales et garanties, en obtenant une facilité de crédit renouvelable, consortiale et garantie, de premier rang auprès d'un consortium de cinq banques à charte canadienne et leurs filiales et succursales américaines et d'une succursale canadienne d'une banque américaine.

La facilité de crédit de cinq ans permet à la Société, ainsi qu'à ses filiales, d'emprunter jusqu'à 150 millions de dollars (en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains); ces fonds peuvent servir à financer le fonds de roulement et les dépenses en immobilisations et à d'autres fins générales de la Société. Ces fonds sont garantis par la totalité des actifs de la Société et de ses filiales, et sont assortis de certaines clauses restrictives et de certaines sûretés fournies par la Société et ses filiales. La facilité de crédit comprend également une formule accordéon qui permet d'augmenter la facilité de crédit jusqu'à un montant de 225 millions de dollars tout au long du contrat de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Cette facilité de crédit vient à échéance le 15 mars 2016.

Les taux d'intérêt varient en fonction du taux préférentiel, du taux des acceptations bancaires, du TIOL ou du taux de base américain majoré selon le niveau d'endettement et les flux de trésorerie de la Société.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 19. DETTE À LONG TERME (suite)

Prêts des autorités gouvernementales

Les prêts des autorités gouvernementales représentent essentiellement de l'aide gouvernementale pour l'acquisition d'équipement ou d'outillage particuliers et pour la modernisation ou l'agrandissement des installations de la Société ou pour les coûts de développement capitalisés ou passés en charges pour des programmes aérospatiaux. Ces prêts ont été contractés en vertu de certains programmes du gouvernement fédéral et de programmes industriels du gouvernement provincial afin de promouvoir le développement de cette industrie au Canada. Certains de ces prêts sont soit remboursables selon certaines conditions spécifiques, plus particulièrement en fonction des ventes de la Société dans le secteur Aérospatiale et des ventes de produits pour certains types d'avions prédéterminés à l'intérieur de délais précis, soit fondés sur des calendriers de remboursement fixes. Les remboursements de prêts conditionnels sont examinés au moins une fois par année au moyen, particulièrement, de la plus récente estimation des ventes connexes.

Les prêts des autorités gouvernementales ne portent habituellement pas intérêt ou sont assortis d'un taux inférieur à celui du marché. Ces prêts sont présentés à leur valeur actualisée selon un taux de marché correspondant chaque fois qu'ils sont reçus, et sont désactualisés au moyen d'une imputation à l'état des résultats selon la méthode du taux d'intérêt effectif et inclus dans l'état des résultats consolidé à titre de frais financiers.

Les taux d'intérêt effectifs pour ces prêts varient de 3,9 % à 7,2 %.

Clauses restrictives

La dette à long terme est assujettie au respect de certaines clauses restrictives, générales et financières, en ce qui concerne notamment le fonds de roulement, l'endettement, les flux de trésorerie et les capitaux propres de la Société et de certaines filiales. Au 31 mars 2012, la Société respectait toutes ces clauses restrictives.

Remboursements minimaux

Les remboursements minimaux de la dette à long terme au cours des cinq prochaines années se présentent comme suit :

Exercices prenant fin les 31 mars :

EXERCICES	REMBOURSEMENTS DES CONTRATS DE LOCATION- FINANCEMENT	REMBOURSEMENTS DES PRÊTS DES AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES	REMBOURSEMENTS DU BILLET	REMBOURSEMENTS DE LA FACILITÉ DE CRÉDIT	TOTAL
2013	7 661 \$	3 367 \$	1 197 \$	— \$	12 225 \$
2014	6 281	2 821	399	—	9 501
2015	5 139	2 877	—	—	8 016
2016	4 440	5 442	—	59 351	69 233
2017	1 762	3 278	—	—	5 040
Au-delà de 5 ans	2 740	30 810	—	—	33 550
Sous-total	28 023	48 595	1 596	59 351	137 565
Moins : intérêts	2 862	13 770	59	—	16 691
Solde de la dette	25 161 \$	34 825 \$	1 537 \$	59 351 \$	120 874 \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 19. DETTE À LONG TERME (suite)

Frais financiers

Les frais financiers pour les exercices clos les 31 mars se résument comme suit :

	2012	2011
Frais d'intérêt	3 479 \$	3 095 \$
Désactualisation au titre des intérêts sur les prêts des autorités gouvernementales	1 568	1 330
Rachat de contrats de swap de taux d'intérêt	—	406
Amortissement des frais de financement différés	440	350
Commission d'attente	401	220
Autre charge de désactualisation au titre des intérêts et ajustements au taux d'actualisation	595	305
	6 483	5 706
Gain sur les instruments financiers classés comme JVBRN – Produits d'intérêt	176	68
	6 307 \$	5 638 \$

NOTE 20. AUTRES PASSIFS

Les autres passifs de la Société comprennent les éléments suivants :

	31 MARS 2012	31 MARS 2011	1 ^{ER} AVRIL 2010
Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite (note 24)	12 788 \$	13 135 \$	10 790 \$
Autres	—	130	198
	12 788 \$	13 265 \$	10 988 \$

NOTE 21. CAPITAL ÉMIS

Autorisé

Actions ordinaires avec droit de vote, sans valeur nominale

Nombre illimité

Actions privilégiées de premier rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale

Nombre illimité

Actions privilégiées de second rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale

Nombre illimité

Les droits, privilèges, restrictions et conditions des actions privilégiées peuvent être établis par le conseil d'administration.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 21. CAPITAL ÉMIS (suite)

Pour les exercices clos les 31 mars 2012 et 2011, les variations des actions ordinaires émises se présentent comme suit :

	31 MARS 2012		31 MARS 2011	
	Nombre	Capital émis	Nombre	Capital émis
Actions ordinaires émises et entièrement libérées				
Solde d'ouverture	30 173 798	100 136 \$	30 485 475	100 641 \$
Émises au comptant à l'exercice des options sur actions	223 656	1 748	245 221	1 144
Émises au comptant dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat	44 916	318	60 802	330
Rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société	—	—	(617 700)	(1 979)
Solde de clôture	30 442 370	102 202 \$	30 173 798	100 136 \$

Émission d'actions ordinaires

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société a émis 268 572 actions ordinaires à un prix moyen pondéré de 5,14 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 1 379 \$, ce qui comprend l'émission de 223 656 actions ordinaires à la suite de l'exercice des options sur actions, pour une contrepartie totale en espèces de 1 061 \$. La juste valeur initiale des options sur actions, totalisant 687 \$, a été créditée au capital émis et débitée du surplus d'apport. Les 44 916 actions ordinaires restantes ont été émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société, pour une contrepartie totale en espèces de 318 \$.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011, la Société a émis 306 023 actions ordinaires à un prix moyen pondéré de 4,82 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 1 474 \$, ce qui comprend l'émission de 245 221 actions ordinaires à la suite de l'exercice des options sur actions, pour une contrepartie totale en espèces de 1 144 \$. Les 60 802 actions ordinaires restantes ont été émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société, pour une contrepartie totale en espèces de 330 \$.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 25 novembre 2009, la Société a procédé à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités («OPR»), selon laquelle elle pouvait racheter jusqu'à 1 500 000 de ses actions ordinaires, soit environ 5 % des actions émises et en circulation. L'OPR a pris fin le 24 novembre 2010.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011, la Société a racheté 617 700 actions à un prix moyen de 5,78 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 3 570 \$, dans le cadre de l'OPR. L'excédent (1 591 \$) du coût des actions ordinaires sur leur valeur comptable moyenne (1 979 \$) a été comptabilisé en réduction des résultats non distribués de la Société.

A. Régime d'options sur actions

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, le nombre total d'actions disponible pour émission future dans le cadre du régime d'options sur actions a été renouvelé, compte tenu du nombre restreint d'actions ordinaires encore disponible en vertu de ce régime et après que les actionnaires de la Société ont signifié leur accord à la dernière assemblée extraordinaire annuelle des actionnaires.

Au 31 mars 2012, le nombre total d'actions ordinaires réservé aux fins d'émission aux termes du régime s'établissait à 2 808 257, dont 2 784 924 n'avaient pas encore été émises.

Au cours de l'exercice 2012, la Société a attribué à des dirigeants et à des employés clés 242 000 options (138 000 en 2011), soit une juste valeur totale de 797 \$ (240 \$ en 2011) ou une juste valeur moyenne pondérée par option de 3,29 \$ (1,74 \$ en 2011), calculée selon le modèle binomial en supposant une durée prévue de six ans, une volatilité prévue de 45 % (48 % en 2011), aucune distribution de dividende et un taux d'intérêt composé sans risque de 3,0 % (3,5 % en 2011). Le coût des options est amorti sur la période d'acquisition de leurs droits et une charge de 416 \$ (185 \$ en 2011) a été comptabilisée dans les frais de vente et d'administration, et le crédit correspondant a été constaté dans le surplus d'apport à la rubrique des capitaux propres de la Société.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 21. CAPITAL ÉMIS (suite)

A. Régime d'options sur actions (suite)

Au 31 mars 2012, 1 411 344 options sur actions étaient émises et en circulation comme suit :

Fourchette de prix d'exercice	Nombre	OPTIONS EN COURS		OPTIONS COMPORTANT DES DROITS ACQUIS	
		Durée moyenne pondérée en année	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
3,50 \$ à 4,99 \$	703 344	2,63	4,58 \$	628 637	4,59 \$
5,00 \$ à 6,49 \$	138 000	5,38	5,94	55 200	5,94
6,50 \$ à 10,00 \$	570 000	4,08	8,96	376 400	9,61
	1 411 344	3,48	6,48 \$	1 060 237	6,44 \$

Au cours des exercices clos les 31 mars, le nombre d'options sur actions a évolué comme suit :

	2012		2011	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions
Solde au début de l'exercice	6,00 \$	1 393 000	5,83 \$	1 555 221
Attribuées	7,68	242 000	5,94	138 000
Exercées	4,75	(223 656)	4,66	(245 221)
Annulées / frappées d'extinction	—	—	7,19	(55 000)
Solde à la fin de l'exercice	6,48 \$	1 411 344	6,00 \$	1 393 000

B. Régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société a émis 44 916 actions ordinaires (60 802 en 2011) et a attribué 18 277 actions ordinaires (24 026 en 2011) aux employés participants en vertu du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat. Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, la charge liée à l'attribution des actions ordinaires totalisait 143 \$ (147 \$ en 2011).

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, le nombre total d'actions disponible pour émission future dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat a été renouvelé, compte tenu du nombre restreint d'actions ordinaires encore disponible en vertu de ce régime et après que les actionnaires de la Société ont signifié leur accord à la dernière assemblée extraordinaire annuelle des actionnaires tenue le 4 août 2011.

Au 31 mars 2012, le nombre total d'actions ordinaires réservé aux fins d'émission aux termes du régime s'établissait à 340 000, dont 308 754 n'avaient pas encore été émises en vertu de ce régime.

C. Régime de DPVA

Au 31 mars 2012, de manière cumulative, 130 500 DPVA (143 000 au 31 mars 2011), devant venir à échéance à diverses dates entre les exercices 2013 et 2016, étaient encore en cours à une valeur attribuée moyenne pondérée de 6,32 \$ (6,21 \$ au 31 mars 2011).

La reprise de la charge au titre des DPVA s'est établie à 43 \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2012 (charge de 410 \$ en 2011).

Au cours des exercices clos les 31 mars 2012 et 2011, aucun DPVA n'a été attribué ni annulé (aucun attribué ni annulé en 2011) et 12 500 DPVA ont été exercés (7 500 en 2011).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 21. CAPITAL ÉMIS (suite)

D. Régime d'UAD

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société a émis 37 718 UAD incluant 15 172 UAD relatifs à l'exercice financier 2011. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la charge au titre des UAD s'est établie à 164 \$ (138 \$ en 2011).

NOTE 22. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Les variations dans le cumul des autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

	ÉCARTS DE CHANGE AU TITRE DES ÉTABLISSEMENTS À L'ÉTRANGER	COUVERTURES DES FLUX DE TRÉSORERIE	COUVERTURE DES INVESTISSEMENTS NETS DANS LES ÉTABLISSEMENTS AMÉRICAINS	TOTAL
Solde au 31 mars 2011	(3 573) \$	12 930 \$	590 \$	9 947 \$
Autres éléments du résultat global	2 802	(8 892)	(1 342)	(7 432)
Solde au 31 mars 2012	(771) \$	4 038 \$	(752) \$	2 515 \$
Solde au 1^{er} avril 2010	— \$	11 198 \$	— \$	11 198 \$
Autres éléments du résultat global	(3 573)	1 732	590	(1 251)
Solde au 31 mars 2011	(3 573) \$	12 930 \$	590 \$	9 947 \$

NOTE 23. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

	31 MARS 2012	31 MARS 2011
L'impôt sur le résultat se présente comme suit :		
État des résultats consolidé		
Impôt exigible	5 724 \$	2 922 \$
Impôt différé	2 157	4 123
Impôt sur le résultat présenté dans les états des résultats consolidés	7 881 \$	7 045 \$
État des variations des capitaux propres consolidé		
Impôt différé se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement aux capitaux propres	(521) \$	(899) \$
Impôt différé se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement aux autres éléments du résultat global	(3 508)	731
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat présenté(e) directement dans les capitaux propres	(4 029) \$	(168) \$
Le calcul de l'impôt sur le résultat se présente comme suit :		
Impôt sur le résultat aux taux combinés d'impôt fédéral et provincial prévus par la loi de 27,37 % (28,71 % en 2011)	9 406 \$	7 515 \$
Différences permanentes	(1 555)	(488)
Écart de taux d'imposition – filiales américaines	826	535
Autres éléments	(796)	(517)
Impôt sur le résultat	7 881 \$	7 045 \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 23. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT (suite)

La baisse du taux d'imposition combiné de la Société prévu par la loi entre l'exercice 2011 et l'exercice 2012 est surtout attribuable à la baisse proportionnelle du taux d'imposition fédéral canadien compte tenu de la date de fin d'exercice de la Société, soit le 31 mars.

L'impôt différé a trait aux éléments suivants :

	31 MARS 2012	31 MARS 2011	1 ^{ER} AVRIL 2010
Passifs d'impôt différé :			
Provisions non déductibles	448 \$	1 319 \$	748 \$
Stocks	(5 281)	(4 278)	(2 613)
Débiteurs	(115)	(690)	(794)
Instruments financiers dérivés	1 435	4 698	3 846
Crédits d'impôt et autres crédits	2 133	1 870	2 134
Immobilisations corporelles	17 924	14 800	11 916
Goodwill	1 972	1 667	1 324
Prêts des autorités gouvernementales	142	626	1 276
Avantages d'impôt différé découlant de pertes fiscales	(1 587)	(1 081)	(1 522)
	17 071 \$	18 931 \$	16 315 \$

Aux 31 mars 2012 et 2011, il n'y avait aucun report prospectif de pertes opérationnelles ni de différences temporelles pour lesquelles des actifs d'impôt différé connexes n'avaient pas été comptabilisés dans les états financiers consolidés.

Au 31 mars 2012, la Société comptait des pertes autres qu'en capital disponibles pour report prospectivement de 5 421 \$ (1 585 \$ au 31 mars 2011 et 7 239 \$ au 1^{er} avril 2010), la majorité échéant au cours de l'exercice 2031.

L'impôt différé n'est pas comptabilisé sur les résultats non distribués des filiales lorsque la Société est en mesure de contrôler le calendrier de versement et qu'il est probable qu'il n'y aura aucun versement dans un avenir prévisible.

Les différences temporelles associées aux investissements dans les filiales pour lesquels un passif d'impôt différé n'a pas été comptabilisé totalisent 13 918 \$ (3 625 \$ en 2011). Si ces résultats étaient distribués, le taux de retenue d'impôt à la source s'élèverait à 5 %.

NOTE 24. PRESTATIONS DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

Description des régimes de retraite

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe ou sur les années de service et le salaire moyen final, ou sur les modalités d'ententes individuelles.

Les prestations fournies par les régimes d'avantages complémentaires de retraite sont définies par des contrats individuels qui prévoient principalement des prestations d'assurance vie et d'assurance soins de santé. Puisque les montants liés à ces prestations ne sont pas importants, ils ne sont pas inclus dans les chiffres qui suivent.

Total des paiements au comptant

Le total des paiements au comptant relatifs aux avantages du personnel pour l'exercice 2012, composé des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite à prestations définies capitalisés, et des paiements au comptant directement versés aux bénéficiaires pour ses régimes à prestations définies non capitalisés s'est élevé à 3 738 \$ (2 288 \$ en 2011), alors que les cotisations versées à ses régimes à cotisations définies se sont établies à 2 456 \$ (2 241 \$ en 2011).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 24. PRESTATIONS DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE (suite)

Régimes à prestations définies

La Société mesure la juste valeur de l'actif des régimes aux fins comptables au 31 mars de chaque exercice, alors que les obligations découlant de ses régimes à prestations définies sont évaluées au 31 décembre de chaque exercice et projetées au 31 mars pour tous les régimes, sauf un pour lequel la date d'évaluation est le 31 mars. Les plus récentes évaluations actuarielles aux fins de la capitalisation ont été effectuées en date du 31 décembre 2011 et seront déposées au plus tard le 30 septembre 2012 auprès des organismes de réglementation. Les prochaines évaluations actuarielles seront effectuées en date du 31 décembre 2012.

Le rapprochement de la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes avec les montants comptabilisés dans les bilans consolidés se présente comme suit :

	31 MARS 2012	31 MARS 2011	1 ^{ER} AVRIL 2010
Valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	38 937 \$	30 491 \$	27 343 \$
Juste valeur des actifs des régimes	30 876	27 369	24 254
Situation de capitalisation du régime – excédent (déficit)	(8 061)	(3 122)	(3 089)
Valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies des régimes non capitalisés	(4 727)	(8 326)	(7 701)
Passif supplémentaire comptabilisé en raison de la limite des actifs et des exigences de financement minimal	—	(1 687)	—
Montant comptabilisé dans les autres passifs à long terme	(12 788) \$	(13 135) \$	(10 790) \$

Le montant de la charge de retraite qui a été comptabilisé pour ces régimes dans les états des résultats consolidés des exercices clos les 31 mars est comme suit :

	2012	2011
Coûts des services rendus au cours de l'exercice	1 013 \$	908 \$
Coût financier des obligations au titre des prestations définies	2 102	1 956
Rendement attendu de la juste valeur des actifs des régimes	(1 855)	(1 617)
Coûts des services passés	190	—
Total de la charge de retraite comptabilisée dans l'état des résultats consolidé	1 450 \$	1 247 \$

Le montant total comptabilisé dans les autres éléments du résultat global pour les exercices clos les 31 mars est comme suit :

	2012	2011
Gains actuariels (pertes actuarielles), montant net	(3 628) \$	(1 699) \$
Incidence du passif supplémentaire comptabilisé en raison de la limite des actifs et des exigences de financement minimal	1 687	(1 687)
Autres éléments du résultat global	(1 941) \$	(3 386) \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 24. PRESTATIONS DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE (suite)

Régimes à prestations définies (suite)

Le rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes pour les exercices clos les 31 mars est comme suit :

	2012	2011
Rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes	650 \$	1 863 \$

La valeur actuelle des obligations au titre de prestations définies aux 31 mars est la suivante :

	2012	2011
Obligations au titre de prestations définies au début de l'exercice	38 817 \$	35 044 \$
Coûts des services rendus au cours de l'exercice	1 013	908
Coûts financiers	2 102	1 956
Cotisations des participants aux régimes	768	653
Pertes actuarielles (gains actuariels)	2 423	1 945
Prestations versées	(1 649)	(1 689)
Coûts des services passés	190	—
Obligations au titre de prestations définies à la fin de l'exercice	43 664 \$	38 817 \$

Juste valeur des actifs des régimes :

	2012	2011
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	27 369 \$	24 254 \$
Rendement attendu	1 855	1 617
Gains actuariels (pertes actuarielles)	(1 205)	246
Cotisations versées par l'employeur	3 738	2 288
Cotisations des participants aux régimes	768	653
Prestations versées	(1 649)	(1 689)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	30 876 \$	27 369 \$

Les actifs des régimes comprennent ce qui suit :

CATÉGORIE D'ACTIFS ¹⁾	2012	2011
Titres de capitaux propres	62 %	62 %
Titres de créances	34 %	35 %
Biens immobiliers	—	—
Autres	4 %	3 %
Total	100 %	100 %

1) Déterminée à la date d'évaluation, soit au 31 mars de chaque exercice.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 24. PRESTATIONS DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE (suite)

Principales hypothèses

Les principales hypothèses utilisées sont les suivantes (moyenne pondérée) :

CATÉGORIE D'ACTIFS ¹⁾	2012	2011
Obligations au titre des prestations définies aux 31 mars :		
Taux d'actualisation	5,00 %	5,60 %
Taux d'augmentation des salaires	3,50 %	3,50 %
Coûts liés aux prestations pour les exercices clos les 31 mars :		
Taux d'actualisation	5,60 %	5,90 %
Rendement attendu à long terme de la juste valeur des actifs des régimes	6,50 %	6,50 %
Taux d'augmentation des salaires	3,50 %	3,50 %

L'effet d'une diminution de un pour cent (1 %) de l'une des hypothèses actuarielles suivantes, toutes les autres hypothèses actuarielles demeurant les mêmes par ailleurs, serait comme suit :

AUGMENTATION (DIMINUTION)	CHARGE DE RETRAITE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012	OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES AU 31 MARS 2012
Taux d'actualisation	183 \$	5 897 \$
Rendement attendu à long terme de la juste valeur des actifs des régimes	285	s. o.
Taux d'augmentation des salaires	(15) \$	(123) \$

Le taux de rendement attendu à long terme de la juste valeur des actifs des régimes à prestations définies a été déterminé en fonction des attentes de rendement à long terme stipulées dans les politiques et procédures en matière de placement ainsi que de la répartition d'actifs cible de chaque gestionnaire de fonds faisant partie du portefeuille de placement des régimes (titres de capitaux propres, titres de créance et autres).

On estime à 3 955 \$ le total des cotisations qui devraient être versées dans ces régimes au cours de l'exercice 2013.

Les montants pour l'exercice considéré et pour les quatre exercices antérieurs se présentent comme suit :

	2008	2009	2010	2011	2012
Obligations au titre des prestations définies	34 825 \$	28 833 \$	35 044 \$	38 817 \$	43 664 \$
Juste valeur des actifs des régimes	20 336	19 232	24 254	27 369	30 876
Surplus (déficit)	(14 489) \$	(9 601) \$	(10 790) \$	(11 448) \$	(12 788) \$
Ajustement lié à l'expérience relatif aux obligations au titre des prestations définies – augmentation (diminution)	s. o.	s. o.	s. o.	458	(434)
Ajustement lié à l'expérience relatif à la juste valeur des actifs des régimes – augmentation (diminution)	s. o.	s. o.	s. o.	246	(1 205)

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 24. PRESTATIONS DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE (suite)

Régimes de retraite à cotisations définies

Les coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies se présentent comme suit :

	2012	2011
Coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies	2 456 \$	2 241 \$

NOTE 25. ENGAGEMENTS

Contrats de location de bâtiments

La Société a conclu des contrats pour la location de bâtiments utilisés pour la fabrication et l'administration. Le montant total des engagements au 31 mars 2012 s'élevait à 4 315 \$, à l'exclusion des clauses d'indexation. Les paiements minimaux au titre de la location pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 929 \$ en 2013, 700 \$ en 2014, 417 \$ en 2015, 338 \$ en 2016 et 331 \$ en 2017.

Engagements au titre de l'acquisition de bâtiments, de machinerie et d'équipement

La Société a émis des bons de commande relativement à de la machinerie et de l'équipement qui n'ont pas encore été livrés aux installations de la Société. Au 31 mars 2012, ces bons de commande totalisaient 2 843 \$ (3 938 \$ en 2011) et des dépôts de 292 \$ (223 \$ en 2011 et 772 \$ au 1^{er} avril 2010) avaient été versés sur de la machinerie et de l'équipement et avaient été comptabilisés au titre des autres actifs courants de la Société (voir la note 13 aux états financiers consolidés).

Garanties

La Société conclut des conventions qui prévoient des engagements d'indemnisation et des garanties envers les contreparties relativement à certaines opérations comme des cessions d'entreprises et la vente d'actifs.

Ces engagements d'indemnisation et ces garanties pourraient obliger la Société à indemniser les contreparties pour des coûts engagés et des pertes subies par suite de divers événements, incluant des violations de déclarations et de garanties, des atteintes à la propriété intellectuelle, des pertes ou des dommages relatifs à la propriété, des responsabilités environnementales, des changements aux règlements et aux lois (y compris la législation fiscale) ou à leur interprétation, des écarts de valeur ou des litiges dont les contreparties pourraient faire l'objet.

Au moment de la vente de la totalité ou d'une partie d'une entreprise ou d'actifs, en plus d'une indemnisation possible liée à l'inexécution d'une obligation contractuelle et à des violations de déclarations et de garanties, la Société peut consentir à verser des indemnisations au titre de réclamations résultant de son exploitation passée de l'entreprise. La nature de ces engagements d'indemnisation empêche la Société d'estimer le montant potentiel maximal qu'elle pourrait être tenue de payer en vertu des garanties, puisque ces événements ne se sont pas encore produits. La durée de ces engagements d'indemnisation pourrait se prolonger jusqu'en 2024. Aux 31 mars 2012 et 2011 et au 1^{er} avril 2010, la Société avait comptabilisé une provision de 6 000 \$ qu'elle a classée comme provision à court terme étant donné que la date de règlement n'était pas encore connue.

NOTE 26. ÉVENTUALITÉS

Dans le cadre de son activité normale, la Société est partie à des litiges et à d'autres procédures de réclamation. De l'avis de la direction, tout règlement qui en résulterait n'aurait pas d'incidence importante sur la situation financière et les résultats opérationnels de la Société.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 27. VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Pour les exercices clos les 31 mars, la variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles se présente comme suit :

	2012	2011
Comptes clients	2 946 \$	(18 187) \$
Impôts à recevoir	(784)	633
Stocks	(486)	17 799
Autres actifs à court terme	(1 113)	(1 295)
Comptes fournisseurs et charges à payer, et autres passifs	1 169	1 580
Comptes fournisseurs – autres	(1 118)	(1 558)
Provisions	432	(1 144)
Facturations progressives	(9 460)	(16 785)
Impôts à payer	759	1 484
Incidence des fluctuations du taux de change ¹⁾	1 268	(2 107)
	(6 387) \$	(19 580) \$

1) Reflète l'incidence totale des fluctuations du taux de change au cours de l'exercice correspondant sur les éléments hors trésorerie présentés ci-dessus pour les filiales américaines de la Société.

NOTE 28. INFORMATION SECTORIELLE

D'après la nature des marchés de la Société (clients, techniques de fabrication et réglementation), il existe deux secteurs opérationnels importants : Aérospatiale et Produits industriels. Le secteur Aérospatiale comprend la conception, le développement, la fabrication, la réparation et la remise en état et la vente de systèmes et de composants pour l'aviation militaire et civile. Le secteur Produits industriels consiste essentiellement en la fabrication et la vente de composants de turbines à gaz et d'autres pièces usinées de haute précision destinés aux secteurs de l'équipement lourd et de l'énergie éolienne.

Les méthodes comptables utilisées à l'égard des secteurs opérationnels sont les mêmes que celles décrites dans le résumé des principales méthodes comptables. La Société comptabilise ses ventes et transferts intersectoriels et entre parties liées, le cas échéant, à la valeur d'échange, qui correspond à la contrepartie calculée et acceptée par les parties.

Les UGT Trains d'atterrissage et Aérostructure ont été regroupées afin de former le secteur Aérospatiale. Aux fins de l'affectation des ressources et de l'évaluation du rendement, la direction gère les résultats de ses unités opérationnelles par rapport aux résultats du secteur à présenter auquel elles se rapportent. La Société évalue le rendement de ses secteurs opérationnels selon le résultat opérationnel avant les frais financiers et l'impôt sur le résultat. Les frais financiers et l'impôt sur le résultat sont gérés sur une base consolidée.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 28. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

	2012			2011		
	Aérospatiale	Produits industriels	Total	Aérospatiale	Produits industriels	Total
Ventes	345 371 \$	34 965 \$	380 336 \$	331 993 \$	25 579 \$	357 572 \$
Résultats						
Résultat opérationnel	32 435	8 234	40 669	28 731	3 718	32 449
Frais financiers (non affectés)			6 307			5 638
Résultat avant impôt sur le résultat et frais de restructuration			34 362			26 811
Actifs	464 829	34 278	499 107	447 280	25 260	472 540
Passifs	244 724	10 416	255 140	241 243	6 754	247 997
Autres informations sectorielles :						
Acquisition d'immobilisations corporelles	20 137	3 273	23 410	22 567	1 207	23 774
Acquisition d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	8 196	—	8 196	7 980	—	7 980
Charge d'amortissement	21 753	2 300	24 053	22 077	2 569	24 646

Informations géographiques

	2012			2011		
	Canada ²⁾	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total
Ventes	236 141 \$	144 195 \$	380 336 \$	223 748 \$	133 824 \$	357 572 \$
Immobilisations corporelles, montant net	89 739	63 469	153 208	92 389	58 288	150 677
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	21 907	2 607	24 514	14 726	3 760	18 486
Goodwill	15 093	20 975	36 068	15 093	20 794	35 887
Ventes à l'exportation ¹⁾	142 032 \$			133 738 \$		

Au cours des exercices clos les 31 mars 2012 et 2011, la Société a réalisé 70 % de ses ventes auprès de clients américains.

1) Les ventes à l'exportation sont réparties par pays en fonction de l'emplacement des clients.

2) Incluant les ventes et les actifs relatifs à la nouvelle usine au Mexique compte tenu que les montants ne sont pas significatifs pour cette année.

NOTE 29. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

La dépense relative à la rémunération aux principaux dirigeants se présente comme suit :

	2012	2011
Avantages à court terme et autres avantages	3 758 \$	3 490 \$
Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	398	354
Paiement fondé sur des actions	442	714
Total de la rémunération aux principaux dirigeants	4 598 \$	4 558 \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 30. INSTRUMENTS FINANCIERS

Le classement des instruments financiers, ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur, était le suivant aux 31 mars 2012 et 2011 :

	31 MARS 2012					31 MARS 2011				
	Valeur comptable			Juste valeur		Valeur comptable			Juste valeur	
	Éléments de couverture				Total ¹⁾	Éléments de couverture				Total ¹⁾
	JVBRN	P&C				JVBRN	P&C			
Actifs financiers										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	62 007 \$	— \$	— \$	62 007 \$	62 007 \$	32 910 \$	— \$	— \$	32 910 \$	32 910 \$
Comptes clients ²⁾	—	59 677	—	59 677	59 677	—	62 623	—	62 623	62 623
Autres actifs à court terme ³⁾	—	750	—	750	750	—	1 025	—	1 025	1 025
Instruments financiers dérivés	1 241	—	8 466	9 707	9 707	2 046	—	19 009	21 055	21 055
	63 248 \$	60 427 \$	8 466 \$	132 141 \$	132 141 \$	34 956 \$	63 648 \$	19 009 \$	117 613 \$	117 613 \$

	31 MARS 2012					31 MARS 2011				
	Valeur comptable			Juste valeur		Valeur comptable			Juste valeur	
	Autres que		Éléments de couverture	Total ¹⁾		Autres que		Éléments de couverture	Total ¹⁾	
	JVBRN	JVBRN				JVBRN	JVBRN			
Passifs financiers										
Comptes fournisseurs et charges à payer ⁴⁾	— \$	56 319 \$	— \$	56 319 \$	56 319 \$	— \$	52 577 \$	— \$	52 577 \$	52 577 \$
Comptes fournisseurs – autres	—	3 010	—	3 010	3 010	—	4 128	—	4 128	4 128
Instruments financiers dérivés	1 171	—	2 356	3 527	3 527	2 010	—	—	2 010	2 010
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	—	120 874	—	120 874	123 682	—	107 706	—	107 706	109 070
	1 171 \$	180 203 \$	2 356 \$	183 730 \$	186 538 \$	2 010 \$	164 411 \$	— \$	166 421 \$	167 785 \$

1) Représente uniquement la valeur comptable des actifs et passifs financiers inclus dans le poste correspondant du bilan.

2) Comprend les créances clients à recevoir.

3) Comprend certains autres débiteurs.

4) Comprend les comptes fournisseurs et charges à payer, y compris les intérêts et certaines charges salariales à payer.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, un gain de 70 \$ (néant en 2011) a été comptabilisé sur les instruments financiers classés à la JVBRN, exclusion faite des produits d'intérêt présentés à la note 19 des états financiers consolidés.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 31. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est partie à des instruments financiers et, de ce fait, est particulièrement exposée à des risques de marché, de crédit, de concentration de crédit et de liquidité.

Risque de marché	Risque de fluctuation de la juste valeur des flux de trésorerie futurs des instruments financiers découlant des variations des cours du marché, que ces dernières soient causées par des facteurs spécifiques à des instruments financiers en particulier ou à son émetteur, ou par des facteurs qui touchent l'ensemble des instruments financiers similaires négociés sur le marché. La Société est particulièrement exposée aux risques de marché suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Risque de change • Risque de taux d'intérêt
Risques de crédit et de concentration de crédit	Risque de crédit – Risque qu'une partie à un instrument financier néglige de respecter ses engagements, entraînant une perte financière pour l'autre partie. Risque de concentration de crédit – Risque que la Société fasse affaire avec un nombre limité de clients et d'institutions financières, ce qui pourrait augmenter le risque de crédit tel qu'il est défini ci-dessus.
Risque de liquidité	Risque que la Société éprouve des difficultés à respecter ses engagements liés à des passifs financiers.

Risque de marché

Risque de change

La Société conclut des opérations en devises au Canada et à l'étranger en raison de ses activités aux États-Unis, ce qui l'expose au risque de fluctuation des taux de change. En se basant sur l'exercice clos le 31 mars 2012, les ventes réalisées et les coûts engagés en devises par les établissements de la Société au Canada et aux États-Unis se sont établis comme suit (calculés en fonction du total des ventes et des coûts consolidés de la Société) :

	ÉTABLISSEMENTS CANADIENS		ÉTABLISSEMENTS AMÉRICAINS		TOTAL	
	Ventes	Coûts	Ventes	Coûts	Ventes	Coûts
Dollars américains	46 %	27 %	38 %	38 %	84 %	65 %
Dollars canadiens	16 %	35 %	—	—	16 %	35 %
Pourcentage des ventes et des coûts consolidés	62 %	62 %	38 %	38 %	100 %	100 %

L'ensemble des instruments financiers libellés en dollars américains¹⁾ dans les bilans consolidés de la Société aux 31 mars se présente comme suit :

	2012	2011
Actifs financiers à court terme	88 852 \$	75 681 \$
Actifs financiers à long terme	—	212
Total des actifs financiers	88 852 \$	75 893 \$
Passifs financiers à court terme	30 501 \$	29 541 \$
Passifs financiers à long terme	71 299	64 921
Total des passifs financiers	101 800 \$	94 462 \$

1) Compte non tenu des instruments financiers dérivés liés aux contrats de change à terme.

Dans le but d'atténuer le risque lié aux fluctuations des taux de change sur les ventes, la Société a recours à des instruments dérivés pour couvrir ce risque, essentiellement lié au dollar américain, et découlant de ses activités au Canada.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 31. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

Risque de marché (suite)

La politique de gestion du risque de change de la Société exige la couverture de 50 % à 75 %, en moyenne, de l'exposition aux devises connue, essentiellement au cours des deux exercices financiers suivants, des entrées de fonds prévues provenant de ventes libellées en dollars américains réalisées par ses établissements canadiens et se rapportant à des contrats de vente, déduction faite des sorties de fonds prévues, en dollars américains, effectuées par ses établissements canadiens découlant essentiellement de l'achat de matières premières et de certaines autres matières. Cette politique de couverture vise également, pour une période additionnelle variant entre un et trois exercices, les entrées ou sorties de fonds nettes prévues, comme il est décrit ci-dessus, liées à certains contrats de vente à long terme particuliers, sur une base très réduite.

Au 31 mars 2012, en conformité à la politique de gestion du risque de change susmentionnée, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 145,3 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,0620 (dollar canadien par rapport au dollar américain, «\$ CA/\$ US») (159,0 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,1032 \$ CA/\$ US au 31 mars 2011 et 150,0 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,1436 \$ CA/\$ US au 1^{er} avril 2010) échéant au cours des trois prochains exercices, la majorité échéant au cours des deux prochains exercices.

Au 31 mars 2012, la Société était également partie à des contrats de change à terme totalisant 4,7 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,2262 \$ CA/\$ US (7,7 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,2343 \$ CA/\$ US au 31 mars 2011 et 11,3 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,2396 \$ CA/\$ US au 1^{er} avril 2010) venant à échéance au cours de l'exercice 2014, pour couvrir le risque de change lié à certains instruments financiers dérivés incorporés.

La sensibilité au taux de change représente la somme des expositions nettes au risque de change des instruments financiers de la Société, incluant les contrats de change à terme susmentionnés à la date du bilan consolidé. Au 31 mars 2012, une appréciation de 1 % du dollar canadien sur le dollar américain, toutes les autres variables demeurant stables par ailleurs, aurait diminué le résultat net consolidé de 167 \$ (186 \$ en 2011) et le résultat global, de 366 \$ (555 \$ en 2011), alors qu'une réduction de 1 % aurait eu l'effet contraire pour des montants sensiblement équivalents.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt principalement à cause de son taux d'intérêt variable sur sa facilité de crédit bancaire à long terme (voir la note 19 des états financiers consolidés). De plus, les fluctuations du taux d'intérêt pourraient également avoir une incidence sur les produits d'intérêt de la Société qui sont générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La politique portant sur les taux d'intérêt de la Société exige, en général, de conserver une combinaison appropriée de dettes portant intérêt à des taux fixes et variables afin de réduire l'incidence nette des variations des taux d'intérêt.

En mars 2011, à la suite du renouvellement de la facilité de crédit de la Société et afin de limiter l'incidence des variations des taux d'intérêt sur une tranche de sa dette à long terme libellée en dollars américains en conformité avec sa politique de gestion des risques, la Société a conclu trois swaps de taux d'intérêt, pour un montant notionnel de 40 millions de dollars américains. Les ententes, en vertu desquelles le TIOL est fixé à 3,90 % pour un montant de 20 millions de dollars américains et à 3,91 % pour des montants totalisant 20 millions de dollars américains, viennent à échéance en décembre 2015.

La sensibilité au risque de taux d'intérêt est calculée en fonction du passif à taux variable à la fin de l'exercice. En supposant une augmentation ou diminution de 100 points de base du taux d'intérêt au 31 mars 2012, toutes les autres variables demeurant stables par ailleurs, le résultat net consolidé de la Société aurait été réduit ou augmenté de 143 \$ pour l'exercice clos à cette date (138 \$ en 2011). Pour les instruments financiers dérivés (ententes de swap de taux d'intérêt), une variation de la courbe des taux découlant d'une hausse de 100 points de base, au 31 mars 2012, aurait fait augmenter le résultat global de la Société de 1 014 \$ pour l'exercice clos à cette date (1 173 \$ en 2011), tandis qu'une réduction de 100 points de base l'aurait fait diminuer de 1 052 \$ (1 229 \$ en 2011).

Risques de crédit et de concentration de crédit

Les risques de crédit et de concentration de crédit représentent les risques liés à la contrepartie lorsque les parties avec lesquelles la Société conclut des ententes ou des contrats sont incapables de respecter leurs engagements.

Le risque de crédit est principalement lié à la possibilité que des clients soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard des comptes clients de la Société, et que des institutions financières soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des instruments financiers dérivés de la Société.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 31. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

Risques de crédit et de concentration de crédit (suite)

Le risque de concentration de crédit tient du fait que la Société a réalisé une proportion importante de ses ventes en 2012 auprès d'un nombre restreint de clients (six), soit environ 59 % (60 % en 2011), et qu'elle a fait affaire avec un petit nombre d'institutions financières. Plus précisément, la Société a un client représentant 18 % de ses ventes consolidées (19 % en 2011) et deux clients représentant entre 13 % et 14 % de ses ventes consolidées (13 % et 14 % en 2011), tous dans le secteur Aérospatiale.

Comptes clients

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à cet instrument financier sont limités du fait que la Société fait habituellement affaire avec de grandes entreprises ou des organismes gouvernementaux, à l'exception des ventes à des petites entreprises privées en Amérique du Nord et à des organismes non gouvernementaux à l'extérieur de l'Amérique du Nord, qui représentent environ 5 % (6 % en 2011) des ventes totales annuelles consolidées de la Société.

Hormis l'importante radiation d'un compte client au cours de l'exercice 2010 par suite de la faillite d'un client coté en Bourse aux États-Unis, la Société n'a pas effectué, par le passé, de radiation importante de comptes clients, et le délai moyen de recouvrement au 31 mars 2012 était à un niveau acceptable pour le secteur dans lequel la Société évolue.

La qualité de crédit des comptes clients fait l'objet d'une analyse régulière dans l'ensemble des activités décentralisées de la Société.

Les variations de la provision pour créances douteuses s'établissaient comme suit pour les exercices clos les 31 mars 2012 et 2011 :

	2012	2011
Solde au début de l'exercice	833 \$	761 \$
Provision pour créances douteuses, déduction faite des reprises	—	62
Montants radiés	(2)	—
Effet de la variation des cours de change	—	10
Solde à la fin de l'exercice	831 \$	833 \$

Les comptes clients de la Société, qui sont en souffrance mais qui n'ont pas subi de dépréciation, totalisaient 5 262 \$ au 31 mars 2012 (8 142 \$ en 2011). De ce montant, 159 \$ (1 471 \$ en 2011) étaient en souffrance depuis plus de 90 jours.

Trésorerie, équivalents de trésorerie et instruments financiers dérivés

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire uniquement avec des banques à charte canadiennes et leurs filiales ou succursales américaines ainsi qu'avec une succursale canadienne d'une banque américaine, qui sont des institutions financières de première qualité conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

L'exposition maximale au risque de crédit lié aux instruments financiers était comme suit au 31 mars 2012 (voir la note 30 aux états financiers consolidés) :

	JVBRN	ÉLÉMENTS DE COUVERTURE ¹⁾	PRÊTS ET CRÉANCES (P&C)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	62 007 \$	— \$	— \$
Comptes clients	—	—	59 677
Autres actifs à court terme	—	—	750
Instruments financiers dérivés	1 241	8 466	—

1) Correspond à la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés dans une relation de couverture.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 31. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité

La Société est exposée au risque de ne pas être en mesure d'honorer ses engagements financiers dans les délais établis aux termes de ses engagements et à un prix raisonnable. Elle gère donc son risque de liquidité en établissant des prévisions de flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, d'investissement et de financement. La haute direction participe aussi activement à la revue et à l'approbation des contrats de vente à long terme et des dépenses en immobilisations prévues.

L'analyse des échéances des passifs financiers était comme suit au 31 mars 2012 et comprend la facilité de crédit de premier rang de la Société négociée et conclue uniquement avec des banques à charte canadiennes et leurs filiales ou succursales américaines ainsi qu'avec une succursale canadienne d'une banque américaine (voir la note 19) :

	MOINS DE UN AN	DE UN AN À 3 ANS	DE 4 À À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	TOTAL
Comptes fournisseurs et charges à payer	56 319 \$	— \$	— \$	— \$	56 319 \$
Comptes fournisseurs – autres	3 010	—	—	—	3 010
Dette à long terme ²⁾	12 225	17 517	74 273 ¹⁾	33 550	137 565
Instruments financiers dérivés	3 527	—	—	—	3 527

1) Comprend la facilité de crédit bancaire utilisée de 59 351 \$ échéant le 15 mars 2016.

2) Comprend les intérêts au titre de la désactualisation des prêts des autorités gouvernementales.

NOTE 32. RISQUE LIÉ À LA GESTION DU CAPITAL

Les objectifs généraux de la direction de la Société, quant à sa gestion du capital, s'inscrivent essentiellement dans la préservation de la capacité de la Société de poursuivre son exploitation, de continuer à fournir des avantages aux autres parties prenantes, et de procurer un rendement du capital investi adéquat à ses actionnaires en déterminant le prix de ses produits et services compte tenu du niveau de risque d'exploitation de la Société.

Ainsi, la Société détermine le montant du capital nécessaire compte tenu du niveau de risque. Cette structure de capital est ajustée en temps utile en fonction des changements du contexte économique et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut :

- émettre de nouvelles actions non émises;
- racheter des actions ordinaires;
- vendre certains actifs pour réduire l'endettement;
- rembourser du capital aux actionnaires;
- modifier le dividende versé aux actionnaires (cependant, la Société n'a pas l'intention de verser de dividende sur ses actions ordinaires en circulation dans un avenir rapproché).

Dans les secteurs d'activité actuels où la Société conclut des contrats à long terme et engage des dépenses en immobilisations importantes, le montant des flux de trésorerie générés par la Société doit être conforme à son ratio de la dette nette / capitaux propres, et comparable aux normes du secteur. Ce ratio de la dette nette / capitaux propres, soit la dette nette divisée par les capitaux propres, joue un rôle déterminant dans la gestion et le suivi du capital de la Société.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 32. RISQUE LIÉ À LA GESTION DU CAPITAL (suite)

La dette nette est égale à la dette totale représentant la tranche à court terme de la dette à long terme et la dette à long terme, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Les capitaux propres se composent du capital émis, du surplus d'apport, du cumul des autres éléments du résultat global et des résultats non distribués. Dans certains cas, les capitaux propres peuvent être rajustés par les montants comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, particulièrement ceux relatifs aux couvertures de flux de trésorerie, selon leur nature et leur importance relative. De plus, dans certains cas, et pour les raisons mentionnées ci-dessus, la dette totale et les capitaux propres de la Société peuvent être ajustés selon le montant des emprunts subordonnés ou non garantis et des éléments hors bilan, le cas échéant.

Au cours de l'exercice 2012, la Société a suivi la même stratégie de gestion du capital qu'à l'exercice dernier, c'est-à-dire celle de maintenir, en général, un ratio de la dette nette / capitaux propres suffisant, de manière à s'assurer d'avoir accès à un financement à coût raisonnable ou acceptable compte tenu du risque couru.

	2012	2011
Tranche à court terme de la dette à long terme	10 867 \$	6 353 \$
Dette à long terme	108 249	99 155
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie	(62 007)	(32 910)
Capitaux propres	57 109 \$	72 598 \$
Ratio de la dette nette / capitaux propres	0,23:1	0,32:1

De plus, la Société n'est pas soumise à des exigences relatives au capital émanant des organismes de réglementation et n'a apporté aucune modification à la gestion de son capital depuis le dernier exercice.

NOTE 33. PASSAGE AUX NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

Le Conseil des normes comptables du Canada a rendu obligatoire l'adoption des Normes internationales d'information financière («IFRS») pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011 pour les sociétés ouvertes canadiennes ayant une obligation d'information du public.

Par conséquent, le 1^{er} avril 2011, la Société a adopté les IFRS pour la préparation et la présentation de ses états financiers consolidés. Les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2012 ont été préparés conformément aux IFRS. Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2011 ainsi que le bilan d'ouverture au 1^{er} avril 2010 (date de transition) ont été retraités pour les rendre conformes aux IFRS (voir ci-dessous).

Avant l'exercice 2012, les états financiers consolidés étaient préparés et présentés selon les principes comptables généralement reconnus alors en vigueur au Canada (le «référentiel comptable antérieur»).

Rapprochement du référentiel comptable antérieur et des IFRS

L'IFRS 1 exige qu'une entité établisse un rapprochement des capitaux propres, du résultat net, du résultat global et des flux de trésorerie des périodes antérieures. L'incidence de la conversion aux IFRS sur les états des flux de trésorerie consolidés de la Société par rapport aux derniers états des flux de trésorerie consolidés dressés selon le référentiel comptable antérieur est directement liée aux incidences sur les états des résultats consolidés, les états du résultat global consolidés et les bilans consolidés, comme il est décrit ci-dessous. Les postes des états des flux de trésorerie consolidés les plus touchés par la conversion aux IFRS sont les suivants : le résultat net, la charge d'amortissement, la charge d'impôt différé, la charge de désactualisation au titre des intérêts et le remboursement de la dette à long terme.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 33. PASSAGE AUX NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (suite)

Rapprochement du référentiel comptable antérieur et des IFRS (suite)

Les tableaux ci-dessous présentent le rapprochement du référentiel comptable antérieur et des IFRS à l'égard des bilans consolidés et des capitaux propres consolidés aux dates de clôture indiquées ainsi qu'à l'état du résultat net et du résultat global.

33.1 Rapprochement des bilans consolidés au 31 mars 2011 et au 1^{er} avril 2010 (date de transition) :

	31 MARS 2011			1 ^{ER} AVRIL 2010			
	Renvoi	Référentiel comptable antérieur	Ajus- tements	IFRS	Référentiel comptable antérieur	Ajus- tements	IFRS
Actifs à court terme							
Trésorerie et équivalents							
de trésorerie		32 910 \$	— \$	32 910 \$	46 591 \$	— \$	46 591 \$
Comptes clients		62 623	—	62 623	39 085	—	39 085
Impôt à recevoir		716	—	716	1 349	—	1 349
Autres débiteurs		12 240	(12 240)	—	11 174	(11 174)	—
Stocks	A5	101 472	33 365	134 837	84 408	32 332	116 740
Instruments financiers							
dérivés		10 923	—	10 923	7 568	—	7 568
Frais payés d'avance		2 498	(2 498)	—	2 151	(2 151)	—
Actifs d'impôt différé	A8	5 819	(5 819)	—	5 124	(5 124)	—
Autres actifs à court terme		—	14 738	14 738	—	13 325	13 325
		229 201 \$	27 546 \$	256 747 \$	197 450 \$	27 208 \$	224 658 \$
Immobilisations corporelles, montant net	A1	145 047 \$	5 630 \$	150 677 \$	137 670 \$	6 834 \$	144 504 \$
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net		18 486	—	18 486	11 698	—	11 698
Instruments financiers							
dérivés	A7	—	10 132	10 132	—	12 408	12 408
Goodwill	E1	40 398	(4 511)	35 887	35 621	(4 511)	31 110
Autres actifs	A7	10 743	(10 132)	611	12 408	(12 408)	—
Total de l'actif		443 875 \$	28 665 \$	472 540 \$	394 847 \$	29 531 \$	424 378 \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 33. PASSAGE AUX NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (suite)

Rapprochement du référentiel comptable antérieur et des IFRS (suite)

33.1 Rapprochement des bilans consolidés au 31 mars 2011 et au 1^{er} avril 2010 (date de transition) (suite):

	Renvoi	31 MARS 2011			1 ^{ER} AVRIL 2010		
		Référentiel comptable antérieur	Ajus-tements	IFRS	Référentiel comptable antérieur	Ajus-tements	IFRS
Passifs et capitaux propres							
Passifs à court terme							
Comptes fournisseurs et charges à payer	E2, A6	68 893 \$	(16 316) \$	52 577 \$	58 069 \$	(15 777) \$	42 292 \$
Comptes fournisseurs – autres	A7	4 980	(852)	4 128	4 591	(2 021)	2 570
Provisions	E1, A2, A6	—	11 600	11 600	—	11 653	11 653
Facturations progressives	A5	—	24 555	24 555	—	24 529	24 529
Impôt à payer		1 622	—	1 622	138	—	138
Instruments financiers dérivés	A7	—	852	852	—	2 021	2 021
Passifs d'impôt différé	A8	6 474	(6 474)	—	7 161	(7 161)	—
Tranche à court terme de la dette à long terme	A1	5 136	1 217	6 353	4 250	1 212	5 462
		87 105 \$	14 582 \$	101 687 \$	74 209 \$	14 456 \$	88 665 \$
Dette à long terme	A1	94 376 \$	4 779 \$	99 155 \$	76 807 \$	6 166 \$	82 973 \$
Provisions	A2, A6	—	4 991	4 991	—	4 855	4 855
Facturations progressives	A5	—	8 810	8 810	—	7 803	7 803
Instruments financiers dérivés	A7	—	1 158	1 158	—	1 716	1 716
Passifs d'impôt différé	A8	20 547	(1 616)	18 931	15 791	524	16 315
Autres passifs	E2, A3, A6, A7	9 182	4 083	13 265	10 948	40	10 988
		211 210 \$	36 787 \$	247 997 \$	177 755 \$	35 560 \$	213 315 \$
Capitaux propres							
Capital émis		100 136 \$	— \$	100 136 \$	100 641 \$	— \$	100 641 \$
Surplus d'apport	A4	2 010	1 320	3 330	1 615	1 530	3 145
Cumul des autres éléments du résultat global	E3	(5 871)	15 818	9 947	(4 618)	15 816	11 198
Résultats non distribués		136 390	(25 260)	111 130	119 454	(23 375)	96 079
		232 665 \$	(8 122) \$	224 543 \$	217 092 \$	(6 029) \$	211 063 \$
Total du passif et des capitaux propres		443 875 \$	28 665 \$	472 540 \$	394 847 \$	29 531 \$	424 378 \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 33. PASSAGE AUX NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (suite)

Rapprochement du référentiel comptable antérieur et des IFRS (suite)

33.2 Rapprochement des capitaux propres au 1^{er} avril 2010 (date de transition) et au 31 mars 2011 :

	<u>Renvoi</u>	
33.2.1 Capitaux propres selon le référentiel comptable antérieur au 31 mars 2010		<u>217 092 \$</u>
Ajustements :		
Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	E3	—
Acquisition d'une entreprise	E1	(1 365)
Méthode graduelle pour l'amortissement du coût des options sur actions	A4	—
Perte actuarielle non amortie liée aux régimes de retraite, montant net	E2	(3 642)
Coûts non amortis des services passés et de l'obligation transitoire liés aux régimes de retraite	A3	(1 060)
Autres	A1, A2	<u>38</u>
Total des ajustements		<u>(6 029)</u>
Capitaux propres selon les IFRS au 1^{er} avril 2010		211 063 \$
	<u>Note</u>	
33.2.2 Capitaux propres selon le référentiel comptable antérieur au 31 mars 2011		<u>232 665 \$</u>
Ajustements :		
des capitaux propres au 1 ^{er} avril 2010	33.2.1	(6 029)
du résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011, qui influent sur les capitaux propres au 31 mars 2011 :		
• Charge au titre du paiement fondé sur des actions incluse dans l'état des résultats consolidé	33.3	602
		<u>(211)</u>
Ajustement des autres éléments du résultat global de l'exercice clos le 31 mars 2011, qui influe sur les capitaux propres au 31 mars 2011 :		
• Régimes de retraite – limite des actifs et exigences de financement minimal	33.3	(1 238)
• Régimes de retraite – perte actuarielle	33.3	(1 249)
• Autres		<u>3</u>
Total des ajustements		<u>(8 122)</u>
Capitaux propres selon les IFRS au 31 mars 2011		224 543 \$

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 33. PASSAGE AUX NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (suite)

Rapprochement du référentiel comptable antérieur et des IFRS (suite)

33.3 Rapprochement du résultat net et du résultat global pour l'exercice clos le 31 mars 2011 :

	Renvoi	Référentiel comptable antérieur	Ajustements	IFRS
Ventes		357 572 \$	— \$	357 572 \$
Coût des ventes ¹⁾	A1, A2, A3	300 312	(1 018)	299 294
Marge brute		57 260	1 018	58 278
Frais de vente et d'administration	A4	26 040	(211)	25 829
Résultat opérationnel		31 220	1 229	32 449
Frais financiers	A1, A2	5 156	482	5 638
Résultat avant impôt sur le résultat et frais de restructuration		26 064	747	26 811
Frais de restructuration		637	—	637
Résultat avant impôt sur le résultat		25 427	747	26 174
Impôt sur le résultat	A1, A2, A3	6 900	145	7 045
Résultat net		18 527	602	19 129
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt sur le résultat :				
Régimes de retraite - perte actuarielle	A3	—	(1 249)	(1 249)
Régimes de retraite - limite des actifs et exigences de financement minimal	A3	—	(1 238)	(1 238)
Total – Autres éléments du résultat global		(1 253)	(2 485)	(3 738)
Résultat global		17 274 \$	(1 883) \$	15 391 \$

1) Compte tenu de l'amortissement de 23 610 \$ selon le référentiel comptable antérieur et de 24 646 \$ selon les IFRS.

Voici des explications sur les ajustements découlant du rapprochement du référentiel comptable antérieur et des IFRS présentés ci dessus (renvoi) :

A. Exemptions (E) appliquées

L'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, permet aux sociétés qui appliquent les IFRS pour la première fois de se prévaloir de certaines exemptions aux exigences générales d'application des IFRS à compter du bilan d'ouverture consolidé du 1^{er} avril 2010. La Société s'est prévaluée des exemptions suivantes :

- E1. L'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, est appliquée aux acquisitions de filiales survenues après le 31 mars 2004. Par conséquent, la Société a passé en revue le mode d'établissement et de répartition du prix d'acquisition de certaines entreprises. Cette mesure a donné lieu à une baisse du goodwill et des capitaux propres à la date de transition.
- E2. La Société a choisi de comptabiliser toutes les pertes actuarielles cumulatives non amorties sur les régimes de retraite et autres avantages complémentaires de retraite. Cette mesure a donné lieu à une augmentation des autres passifs et à une diminution des capitaux propres à la date de transition.
- E3. Au 1^{er} avril 2010, la Société a choisi de transférer les écarts de change au titre des établissements à l'étranger, s'élevant à 15 816 \$, du cumul des autres éléments du résultat global aux résultats non distribués. Ce transfert n'a eu aucune incidence sur les capitaux propres à cette date.

B. Ajustement (A) découlant de la transition du référentiel comptable antérieur aux IFRS

A1. Contrats de location

Selon le référentiel comptable antérieur, le classement des contrats de location acquisition et des contrats de location simple repose sur le résultat de tests quantitatifs. Les IFRS exigent une évaluation qualitative et quantitative du classement des contrats de location. C'est pourquoi certains contrats portant sur de la machinerie et de l'équipement étaient comptabilisés à titre de contrats de location-simple selon le référentiel comptable antérieur, mais sont maintenant comptabilisés à titre de contrats de location financement selon les IFRS.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2012 ET 2011 (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

NOTE 33. PASSAGE AUX NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (suite)

B. Ajustement (A) découlant de la transition du référentiel comptable antérieur aux IFRS (suite)

A2. Provisions

Le bilan consolidé comprend des provisions représentant les montants estimés que la Société prévoit payer dans l'avenir. Selon le référentiel comptable antérieur, ces montants n'étaient pas actualisés pour tenir compte de la période pendant laquelle ces obligations seront réglées. En conformité avec l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, certaines provisions ont été actualisées. L'incidence sur les capitaux propres au 1^{er} avril 2010 et au 31 mars 2011 n'est pas significative.

A3. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Afin d'être conforme à l'IAS 19, *Avantages du personnel*, la Société :

- a adopté la méthode des unités de crédit projetées afin de déterminer la valeur actuarielle des obligations au titre de prestations constituées. Selon le référentiel comptable antérieur, la Société utilisait les méthodes de répartition des prestations. L'incidence du changement de méthode sur les capitaux propres n'est pas importante;
- a radié les coûts non amortis des services passés dont les droits aux prestations sont acquis et l'obligation transitoire. Cette mesure a donné lieu à une hausse des autres passifs et à une baisse des capitaux propres.

Selon le référentiel comptable antérieur, les gains et pertes actuariels étaient amortis dans l'état des résultats consolidé à l'aide de la méthode du «corridor». Selon les IFRS, la Société a choisi de comptabiliser tous les gains et pertes actuariels dans les Autres éléments du résultat global à mesure qu'ils sont engagés. Par conséquent, toute variation attribuable à l'application de l'IFRIC 14 est comptabilisée dans les Autres éléments du résultat global au cours de la période où ils sont engagés. L'IFRIC 14, *Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction*, limite l'évaluation des actifs au titre des régimes à prestations définies et peut donner lieu à un passif.

A4. Paiement fondé sur des actions

Selon le référentiel comptable antérieur, la Société amortissait le coût des options sur actions attribuées selon le mode linéaire. Afin de se conformer à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, la Société a adopté la méthode de l'amortissement graduel pour amortir le coût des options sur actions attribuées. Ce changement de méthode a entraîné une augmentation du surplus d'apport et une diminution correspondante des résultats non distribués, et n'a aucune incidence sur les capitaux propres.

C. Reclassements découlant de la transition du référentiel comptable antérieur aux IFRS

A5. Facturations progressives

Selon le référentiel comptable antérieur, les sommes reçues des clients au titre des facturations progressives étaient déduites du coût des stocks connexes. Selon les IFRS, des facturations progressives de 32 332 \$ au 1^{er} avril 2010 et de 33 365 \$ au 31 mars 2011 étaient classées dans les passifs à court terme et à long terme.

A6. Provisions

Les IFRS exigent que les provisions soient présentées séparément au bilan consolidé. Par conséquent, certaines provisions classées à titre de comptes fournisseurs et charges à payer et autres passifs selon le référentiel comptable antérieur sont présentées séparément.

A7. Instruments financiers dérivés – actifs et passifs

Les IFRS exigent que les instruments financiers dérivés soient présentés séparément au bilan consolidé.

A8. Impôt différé

Les «impôts futurs» selon le référentiel comptable antérieur sont désignés comme «impôt différé» selon les IFRS. Selon le référentiel comptable antérieur, les impôts futurs étaient classés comme exigibles à long terme ou à court terme en fonction du classement des passifs et des actifs auxquels ils se rattachaient. Selon les IFRS, tous les actifs et passifs d'impôt différé sont classés à long terme.

NOTE 34. RECLASSEMENT

Certains chiffres des états financiers consolidés au 31 mars 2011 et pour l'exercice clos à cette date ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice clos le 31 mars 2012.

INFORMATION AUX ACTIONNAIRES

Assemblée générale annuelle

Le jeudi 2 août 2012 à 11 heures.
Salon Pierre-de-Coubertin
L'hôtel Omni Mont-Royal
1050, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec)
Canada

Agent de transfert et registraire

Société de fiducie

Computershare du Canada
1500, rue Université, 7^e étage
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Tél. : 514 982-7555 /
1-800-564-6253

Vérificateurs

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
800, boul. René Lévesque Ouest
bureau 1900
Montréal (Québec)
Canada H3B 1X9
Tél. : 514 875-6060

Bourse de valeurs mobilières

Les actions sont cotées
à la Bourse de Toronto
Symbole au téléscripneur : HRX

Relations avec les investisseurs

Tél. : 450 679-3330
Télec. : 450 679-3666
ir@herouxdevtek.com

MaisonBrison Communications

Tél. : 514 731-0000
info@maisonbrison.com

Héroux-Devtek Inc.

1111, rue Saint-Charles Ouest
Bureau 658, tour Est
Complexe Saint-Charles
Longueuil (Québec)
Canada J4K 5G4
Tél. : 450 679-3330
Télec. : 450 679-3666
www.herouxdevtek.com

Conception et rédaction par MaisonBrison Communications

*If you wish to receive an English
version of this report, please contact
the Corporate Secretary.*



HÉROUX DEVTEK 

HEROUXDEVTEK.COM